

COMPTES CONSOLIDÉS ET ANNEXE

ETAT DE SITUATION FINANCIERE

Actif

<i>En millions d'euros</i>		31/12/2012	31/12/2011
Goodwill	§ 2.4	1 356,9	1 377,9
Autres immobilisations incorporelles	§ 2.4	302,3	328,8
Immobilisations corporelles	§ 2.5	1 115,8	1 139,4
Titres mis en équivalence	§ 2.7	167,2	158,2
Investissements financiers		2,1	1,4
Autres actifs financiers	§ 2.8	24,2	23,8
Impôts différés actif	§ 2.14	29,6	23,6
Créances d'impôts sur les sociétés	§ 2.13	0,9	0,9
Autres créances	§ 2.9	36,4	37,5
ACTIFS NON COURANTS		3 035,4	3 091,5
Autres actifs financiers	§ 2.8	12,4	14,2
Stocks	§ 2.10	98,8	94,9
Instruments financiers dérivés	§ 2.19	0,0	0,0
Clients et autres débiteurs	§ 2.11	729,7	738,0
Créances d'impôts sur les sociétés	§ 2.13	11,3	3,6
Trésorerie et équivalents de trésorerie	§ 2.12	458,9	288,7
ACTIFS COURANTS		1 311,1	1 139,4
TOTAL DES ACTIFS		4 346,5	4 230,9

Passif*En millions d'euros*

31/12/2012

31/12/2011

Capital		3,4	3,4
Primes		1 021,3	1 010,0
Réserves consolidées		1 351,1	1 235,5
Résultat net part du Groupe		162,8	212,6
Autres éléments des capitaux propres		29,0	32,5
CAPITAUX PROPRES ATTRIBUABLES AUX ACTIONNAIRES DE LA SOCIETE MERE		2 567,6	2 494,0
Participations ne donnant pas le contrôle		-42,4	-24,3
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES	§ 2.15	2 525,2	2 469,7
Provisions	§ 2.16	220,2	198,8
Impôts différés passif	§ 2.14	103,1	111,8
Dettes financières	§ 2.17	140,2	357,8
Dettes sur engagements de rachat de minoritaires	§ 2.18	104,1	78,6
Autres crédateurs		25,8	20,4
Instruments financiers dérivés	§ 2.19	6,1	17,7
PASSIFS NON COURANTS		599,5	785,1
Provisions	§ 2.16	31,6	29,9
Dettes financières	§ 2.17	260,5	71,1
Dettes sur engagements de rachat de minoritaires	§ 2.18	13,3	13,3
Instruments financiers dérivés	§ 2.19	22,5	0,1
Fournisseurs et autres crédateurs	§ 2.20	841,5	822,5
Passifs d'impôt exigible	§ 2.13	39,0	29,5
Concours bancaires	§ 2.17	13,4	9,7
PASSIFS COURANTS		1 221,8	976,1
TOTAL DES PASSIFS		1 821,3	1 761,2
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS		4 346,5	4 230,9

ETAT DU RESULTAT GLOBAL DE L'EXERCICE

COMPTE DE RESULTAT

<i>En millions d'euros</i>		2012	2011
CHIFFRE D'AFFAIRES NET		2 622,8	2 463,0
Coûts directs d'exploitation	§ 3.1	-1 619,1	-1 500,8
Coûts commerciaux, généraux & administratifs	§ 3.1	-401,5	-380,1
MARGE OPÉRATIONNELLE		602,2	582,1
Dotations aux amortissements et provisions nettes	§ 3.1	-250,2	-207,9
Perte de valeur des goodwill	§ 3.1	-38,0	0,0
Pièces détachées maintenance	§ 3.1	-37,1	-37,9
Autres produits opérationnels	§ 3.1	7,2	8,7
Autres charges opérationnelles	§ 3.1	-13,5	-17,9
RÉSULTAT D'EXPLOITATION		270,6	327,1
Produits financiers	§ 3.2	10,8	16,7
Charges financières	§ 3.2	-40,1	-49,0
RÉSULTAT FINANCIER		-29,3	-32,3
Impôts sur les bénéfices	§ 3.3	-92,1	-93,7
Quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence	§ 3.5	16,8	14,6
RÉSULTAT DES ACTIVITES POURSUIVIES		166,0	215,7
Résultat des activités abandonnées			
RÉSULTAT DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE		166,0	215,7
- Dont Participations ne donnant pas le contrôle		3,2	3,1
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE		162,8	212,6
Résultat de base par action (en euros)		0,734	0,959
Résultat dilué par action (en euros)		0,733	0,958
Nombre moyen pondéré d'actions	§ 3.4	221 876 825	221 723 424
Nombre moyen pondéré d'actions (dilué)	§ 3.4	221 993 660	221 914 884

AUTRES ELEMENTS DU RESULTAT GLOBAL DE L'EXERCICE

<i>En millions d'euros</i>		2012	2011
RÉSULTAT DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE		166,0	215,7
Écarts de conversion sur les opérations faites à l'étranger ⁽¹⁾		-3,6	29,1
Écarts de conversion sur les investissements nets à l'étranger		-0,6	-3,6
Couverture des flux de trésorerie		-0,2	0,0
Part des autres éléments du résultat global dans les sociétés mises en équivalence		0,3	2,2
- Réserves de conversion des sociétés mises en équivalence		0,3	2,0
- Plus et moins-values de cession de titres d'autocontrôle des sociétés mises en équivalence		0,0	0,2
Autres éléments du résultat global avant impôts		-4,1	27,7
Impôts sur les autres éléments du résultat global ⁽²⁾		0,0	-0,1
RESULTAT GLOBAL		161,9	243,3
- Dont Participations ne donnant pas le contrôle		2,6	3,9
RESULTAT GLOBAL - PART DU GROUPE		159,3	239,4

(1) En 2012, les écarts de conversion sur opérations faites à l'étranger sont liés à des variations de taux de change, dont principalement -4,0 millions d'euros sur la Chine, 3,7 millions d'euros sur la France, -3,4 millions d'euros sur Hong Kong, -2,0 millions d'euros sur les Etats-Unis, 1,2 million d'euros sur le Royaume-Uni et 1,0 million d'euros sur la Corée du Sud. En 2011, les écarts de conversion sur opérations faites à l'étranger sont liés à des variations de taux de change, dont principalement 11,8 millions d'euros sur Hong Kong, 4,6 millions d'euros au Brésil, 3,9 millions d'euros en Chine, 3,3 millions d'euros sur le Royaume-Uni et 2,1 millions d'euros sur les Etats-Unis. Ils comprennent également le recyclage en résultat suite à la prise de contrôle d'Adbooth Pty Ltd (Australie) pour -0,1 million d'euros, JCDecauc Korea Inc. (Corée du Sud) pour 0,2 million d'euros et Garmoniya (Ukraine) pour 0,1 million d'euros.

(2) En 2011, les écarts de conversion sur les investissements nets à l'étranger ont généré des impôts différés pour -0,1 million d'euros. En 2012, les écarts de conversion sur les investissements nets à l'étranger n'ont pas généré d'impôts différés.

ETAT DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

Capitaux propres attribuables aux actionnaires de la société mère

En millions d'euros	Capital	Primes d'émission	Réserves non distribuées	Autres éléments des capitaux propres					Total	Participations ne donnant pas le contrôle	Total	
				Couverture des flux de trésorerie	Titres disponibles à la vente	Réserve de conversion	Réserve de réévaluation	Autres				Total Autres éléments
Capitaux propres au 31 décembre 2010	3,4	1 001,6	1 236,7	0,0	-0,1	4,3	0,9	0,6	5,7	2 247,4	-24,7	2 222,7
Augmentation de capital ⁽¹⁾	0,0	4,4	-0,5						0,0	3,9	2,5	6,4
Distributions de dividendes									0,0	0,0	-8,1	-8,1
Paievements en actions		4,0							0,0	4,0		4,0
Dettes sur engagements de rachat de minoritaires ⁽²⁾									0,0	0,0		0,0
Variations de périmètre ⁽³⁾			-0,6						0,0	-0,6	2,0	1,4
Résultat de l'ensemble consolidé			212,6						0,0	212,6	3,1	215,7
Autres éléments du Résultat global						26,6		0,2	26,8	26,8	0,8	27,6
Résultat global	0,0	0,0	212,6	0,0	0,0	26,6	0,0	0,2	26,8	239,4	3,9	243,3
Autres			-0,1						0,0	-0,1	0,1	0,0
Capitaux propres au 31 décembre 2011	3,4	1 010,0	1 448,1	0,0	-0,1	30,9	0,9	0,8	32,5	2 494,0	-24,3	2 469,7
Augmentation de capital ⁽¹⁾	0,0	5,8	-1,0						0,0	4,8	-0,4	4,4
Distributions de dividendes			-97,6						0,0	-97,6	-8,2	-105,8
Paievements en actions		5,5							0,0	5,5		5,5
Dettes sur engagements de rachat de minoritaires ⁽²⁾									0,0	0,0	-15,5	-15,5
Variations de périmètre ⁽³⁾			1,8						0,0	1,8	3,5	5,3
Résultat de l'ensemble consolidé			162,8						0,0	162,8	3,2	166,0
Autres éléments du Résultat global				-0,2		-3,3			-3,5	-3,5	-0,6	-4,1
Résultat global	0,0	0,0	162,8	-0,2	0,0	-3,3	0,0	0,0	-3,5	159,3	2,6	161,9
Autres			-0,2						0,0	-0,2	-0,1	-0,3
Capitaux propres au 31 décembre 2012	3,4	1 021,3	1 513,9	-0,2	-0,1	27,6	0,9	0,8	29,0	2 567,6	-42,4	2 525,2

(1) Augmentation des primes d'émission chez JCDecaux SA suite aux levées de stock-options et d'actions gratuites et part des minoritaires dans les augmentations et diminutions de capital des sociétés contrôlées.

(2) En 2012, nouveaux engagements d'achat liés aux évolutions de périmètre de l'exercice. Les effets d'actualisation sont constatés en compte de résultat sur la ligne « Résultat de l'ensemble consolidé » en participations ne donnant pas le contrôle dans le résultat pour respectivement -10,0 millions d'euros en 2012 contre -5,4 millions d'euros en 2011.

(3) En 2011, mouvements de périmètre suite à la prise de contrôle d'Adbooth Pty Ltd (Australie) et de Médiakiosk (France), et à l'acquisition complémentaire des titres de Chengdu MPI Public Transportation Adv. Co. Ltd (Chine).

En 2012, mouvements de périmètre suite principalement à la cession partielle sans perte de contrôle de la société Médiakiosk (France) à de nouveaux minoritaires et à la prise de contrôle de la société Megaboard Soravia (Autriche).

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE

<i>En millions d'euros</i>		2012	2011
Résultat net avant impôts		258,1	309,4
Quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence	§ 3.5	-16,8	-14,6
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence	§ 2.7	7,5	1,3
Charges liées aux paiements en actions	§ 3.1	5,5	4,0
Dotations nettes aux amortissements et provisions	§ 3.1 & § 3.2	288,2	208,5
Plus et moins-values de cession & résultat sur variations de périmètre	§ 3.1 & § 3.2	-3,9	-11,5
Charges nettes d'actualisation	§ 3.2	17,2	11,1
Intérêts financiers nets	§ 3.2	7,7	22,1
Dérivés financiers et résultat de change		0,4	10,2
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité		42,6	21,5
Variation des stocks		-1,9	3,9
Variation des clients et autres créances		14,7	0,7
Variation des fournisseurs et autres dettes		29,8	16,9
FLUX DE TRÉSORERIE ISSUS DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES		606,5	562,0
Intérêts financiers payés		-17,6	-19,6
Intérêts financiers reçus		9,1	7,6
Impôt sur le résultat payé		-107,5	-101,7
FLUX DE TRÉSORERIE NETS ISSUS DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES	§ 4.1	490,5	448,3
Acquisitions d'immobilisations incorporelles & corporelles	§ 2.4 & § 2.5	-170,9	-180,8
Acquisitions de titres de participation		-18,3	-56,1
Acquisitions d'autres immobilisations financières		-5,2	-13,9
Variations des dettes sur immobilisations incorporelles & corporelles		-4,5	0,2
Variations des dettes sur immobilisations financières		-0,2	0,2
Variations des créances sur immobilisations financières		-1,2	0,0
Total Investissements		-200,3	-250,4
Cessions d'immobilisations incorporelles & corporelles		10,8	5,7
Cessions de titres de participation		0,0	8,9
Cessions d'autres immobilisations financières		7,1	6,3
Variations des créances sur immobilisations incorporelles & corporelles		-3,2	7,1
Total Désinvestissements		14,7	28,0
FLUX DE TRÉSORERIE NETS ISSUS DES INVESTISSEMENTS	§ 4.2	-185,6	-222,4
Distribution mise en paiement		-105,8	-8,1
Réduction des capitaux propres		-0,6	0,0
Acquisitions de participations ne donnant pas le contrôle		0,0	-1,9
Remboursement d'emprunts à long terme		-48,6	-163,4
Remboursement de contrats de location financement		-4,3	-2,7
Besoin de trésorerie (Financement)		-159,3	-176,1
Cessions de participations sans perte de contrôle		4,2	0,3
Variations des créances sur immobilisations financières		-1,4	0,0
Augmentation des capitaux propres		5,0	4,0
Augmentation des emprunts à long terme		16,9	31,9
Dégagement de trésorerie (Financement)		24,7	36,2
FLUX DE TRÉSORERIE NETS ISSUS DU FINANCEMENT	§ 4.3	-134,6	-139,9
VARIATION DE LA TRÉSORERIE NETTE		170,3	86,0
Trésorerie nette d'ouverture	§ 2.17	279,0	189,4
Incidence des variations des cours des devises et autres mouvements		-3,8	3,6
Trésorerie nette de clôture ⁽¹⁾	§ 2.17	445,5	279,0

(1) Dont 458,9 millions d'euros de trésorerie et équivalents de trésorerie et -13,4 millions d'euros de concours bancaires au 31 décembre 2012 contre respectivement 288,7 millions d'euros et -9,7 millions d'euros au 31 décembre 2011.

ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDÉS

FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE

En 2012, JCDecaux a poursuivi sa stratégie de développement par croissance interne et externe.

En octobre 2012, le Groupe a remporté avec son partenaire brésilien Publicrono l'appel d'offres lancé par la ville de São Paulo pour la conception, la fabrication, l'installation, la maintenance et l'exploitation publicitaire de 1 000 horloges digitales (2 000 faces publicitaires minimum dont certaines digitales) pour une durée de 25 ans. La société Concessionaria A Hora De Sao Paulo S.A., créée pour opérer ce contrat, est consolidée en intégration globale.

En octobre 2012, le Groupe a signé un accord en vue de prendre le contrôle conjoint de 25 % de la société Russ Outdoor, la plus importante société de communication extérieure en Russie qui représente 22 % du marché russe des affiches publicitaires avec plus de 40 000 faces publicitaires dans 70 villes russes. La société réalise en 2012 un chiffre d'affaires de plus de 340 millions de dollars et compte plus de 3 000 collaborateurs. Dans le cadre de cette transaction, le Groupe apportera ses actifs russes de BigBoard à Russ Outdoor.

En décembre 2012, JCDecaux, en partenariat avec Interstate Outdoor Advertising, a signé avec la ville de Chicago le premier contrat aux Etats-Unis pour un important réseau d'affichage digital grand format. Ce contrat de 20 ans pour l'installation et l'exploitation de 34 dispositifs digitaux grand format (jusqu'à 111 m²) avec 60 écrans LED, le long des autoroutes de la ville va générer environ 700 millions de dollars de chiffre d'affaires publicitaire. La société Interstate JCDecaux LLC, créée pour opérer ce contrat, est consolidée en intégration proportionnelle à 49 %.

Les principaux partenariats et acquisitions sont détaillés au paragraphe 2.1 « Evolution du périmètre de consolidation en 2012 ».

1. MÉTHODES ET PRINCIPES COMPTABLES

1.1. Principes d'établissement des comptes du Groupe

Les états financiers consolidés de JCDecaux SA pour l'exercice clos le 31 décembre 2012 comprennent la société JCDecaux SA et ses filiales (l'ensemble désigné comme « le Groupe ») et la quote-part du Groupe dans les entreprises associées ou sous contrôle conjoint.

En application du règlement européen n° 1606/2002 du 19 juillet 2002, les comptes consolidés de l'exercice 2012, arrêtés par le Directoire, et approuvés par le Conseil de Surveillance du 6 mars 2013, sont établis en conformité avec les IFRS telles qu'adoptées dans l'Union Européenne. Ces comptes ne seront définitifs qu'après leur approbation par l'Assemblée Générale des Actionnaires.

Les principes retenus pour l'établissement de ces informations financières résultent de l'application :

- de toutes les normes et interprétations adoptées par l'Union Européenne et d'application obligatoire au 31 décembre 2012. Ces dernières sont disponibles sur le site Internet de la Commission européenne : http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm. Ces principes ne diffèrent par ailleurs pas des normes IFRS telles que publiées par l'IASB ;
- de positions comptables retenues en l'absence de dispositions prévues par le référentiel normatif.

Ces différentes options et positions sont détaillées comme suit :

Le Groupe a appliqué les normes, amendements de normes et interprétations suivants, adoptés par l'Union Européenne et applicables à compter du 1er janvier 2012 :

- l'amendement à IFRS 7 « Informations à fournir : Transferts d'actifs financiers ».

L'application de cet amendement n'a pas eu d'impact significatif sur les états financiers consolidés.

En l'absence de précision définitive du référentiel IFRS sur le traitement comptable des engagements de rachat de minoritaires, les principes retenus dans les comptes consolidés 2011 sont maintenus et sont précisés au paragraphe 1.21 « Engagements de rachat de minoritaires ». En particulier, dans l'attente de l'adoption de l'interprétation de l'IFRS IC sur les engagements de rachat de minoritaires, les variations ultérieures de la juste valeur de la dette sont comptabilisées en résultat financier, et sont allouées sur le résultat des participations ne donnant pas le contrôle, sans impact sur le résultat net part du Groupe.

Par ailleurs, le Groupe a choisi de ne pas appliquer par anticipation les nouvelles normes, amendements de normes et interprétations suivants, qu'ils aient été adoptés ou non par l'Union Européenne, lorsque l'application obligatoire est postérieure au 31 décembre 2012 :

- Normes et amendements adoptés par l'Union Européenne mais dont l'application obligatoire est postérieure au 31 décembre 2012 :
 - IFRS 10 « Etats financiers consolidés » ;
 - IFRS 11 « Partenariats » ;
 - IFRS 12 « Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités » ;
 - IFRS 13 « Evaluation à la juste valeur » ;
 - IAS 27 (2011) « Etats financiers individuels » ;
 - IAS 28 (2011) « Participations dans des entreprises associées et des coentreprises » ;
 - l'amendement à IAS 1 « Présentation des autres éléments du résultat global » ;
 - l'amendement à IAS 12 « Impôt différé : Recouvrement des actifs sous-jacents » ;
 - l'amendement à IAS 19 « Régimes à prestations définies » ;
 - l'amendement à IAS 32 « Compensation des actifs/passifs financiers » ;
 - l'amendement à IFRS 7 « Information à fournir sur la compensation des actifs/passifs financiers » ;
- Normes et amendements non adoptés par l'Union Européenne :
 - IFRS 9 « Instruments financiers » ;
 - les amendements relatifs aux dispositions transitoires à IFRS 10, 11 et 12 ;
 - les amendements à IFRS 10, 12 et IAS 27 « Entités d'investissements » ;
 - les améliorations annuelles des IFRS : cycle 2009-2011.

L'impact de ces normes est en cours d'analyse et à ce stade, à l'exception d'IFRS 11, le management prévoit que l'application de ces normes ne devrait pas avoir d'impact significatif sur les états financiers consolidés. L'amendement à IAS 19 devrait conduire à une augmentation de l'ordre de 20 millions d'euros des provisions au passif de l'état de situation financière sur la base des comptes au 31 décembre 2012, sans impact significatif sur le compte de résultat.

A l'avenir, l'application d'IFRS 11 qui conduit à retenir la méthode de la mise en équivalence des sociétés sous contrôle conjoint, devrait avoir pour effet une réduction de plus de 10 % des lignes de chiffre d'affaires et de la marge opérationnelle du compte de résultat des états financiers consolidés IFRS, sans impact sur le résultat net du Groupe. Toutefois, et afin de refléter la réalité économique des sociétés du Groupe, les données opérationnelles des sociétés sous contrôle conjoint continueront d'être intégrées proportionnellement dans le reporting de gestion opérationnelle du Groupe, sur lequel s'appuie le Directoire, Principal Décideur Opérationnel (PDO) pour suivre l'activité, allouer les ressources et mesurer la performance. En conséquence, conformément à IFRS 8, l'information sectorielle intégrée aux états financiers sera en ligne avec cette information interne, et la communication financière externe du Groupe s'appuiera sur cette information financière opérationnelle qui sera par ailleurs réconciliée avec les états financiers IFRS.

1.2. Première adoption des IFRS

Les premiers comptes établis par le Groupe en conformité avec les IFRS l'ont été au 31 décembre 2005 avec une date de transition au 1er janvier 2004. La norme IFRS 1 prévoyait des exceptions à l'application rétrospective des normes IFRS à la date de transition ; celles retenues par le Groupe sont les suivantes :

- Application prospective de la norme IFRS 3 « Regroupement d'entreprises » à partir du 1er janvier 2004. Ainsi, les regroupements d'entreprises ayant une date d'effet antérieure n'ont pas été retraités.
- Drogation aux dispositions d'IAS 21 « Effets des variations des cours des monnaies étrangères » pour les montants cumulés des différences de conversion qui existent à la date de transition aux IFRS. Ainsi, le montant cumulé des différences de conversion pour toutes les activités à l'étranger a été remis à zéro au 1er janvier 2004. Les profits et les pertes réalisés lors de la cession ultérieure d'activités à l'étranger excluent de ce fait les différences de conversion nées avant le 1er janvier 2004 et n'incluent que les différences de conversion postérieures à cette date.
- Concernant IAS 19 « Avantages au personnel », il a été choisi de comptabiliser en capitaux propres tous les écarts actuariels cumulés à la date de transition aux IFRS. Cette option sur l'état de situation financière d'ouverture ne remet pas en cause l'utilisation de la méthode du « corridor » utilisée pour les écarts actuariels cumulés générés ultérieurement (jusqu'à l'entrée en vigueur de l'amendement à IAS 19).

- Les dispositions de la norme IFRS 2 ont été appliquées aux plans de stock-options postérieurs au 7 novembre 2002 et pour lesquels les droits d'exercice n'étaient pas encore acquis au 1er janvier 2005.
- L'option de réévaluation des immobilisations corporelles à leur juste valeur n'a pas été retenue à la date de transition.

1.3. Périmètre et méthodes de consolidation

Les états financiers des sociétés dans lesquelles le Groupe exerce le contrôle sont inclus dans les états financiers consolidés à partir de la date à laquelle le contrôle est obtenu jusqu'à la date à laquelle le contrôle cesse. Le contrôle existe lorsque le Groupe a le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles de l'entité afin d'obtenir des avantages de ses activités.

L'intégration proportionnelle est appliquée aux sociétés sur lesquelles le Groupe exerce un contrôle conjoint.

La mise en équivalence est adoptée pour les sociétés sur lesquelles le Groupe exerce une influence notable en matière de politique opérationnelle et financière.

Toutes les transactions entre les sociétés consolidées globalement sont éliminées. Les transactions avec les sociétés intégrées selon la méthode de l'intégration proportionnelle sont éliminées à hauteur du pourcentage d'intégration.

Les résultats internes à l'ensemble consolidé sont également éliminés. Les plus ou moins-values sur cessions internes réalisées par une société mise en équivalence sont éliminées à hauteur du pourcentage de détention en contrepartie de la valeur des actifs cédés.

1.4. Enregistrement des opérations en devises dans la monnaie fonctionnelle des entités

Les opérations libellées en monnaie étrangère sont converties dans la monnaie fonctionnelle au cours du jour de la transaction. A la date d'arrêté comptable, les éléments monétaires sont convertis au cours de clôture et les différences de change en résultant sont enregistrées dans le compte de résultat.

Les actifs monétaires à long terme détenus par une entité du Groupe sur une filiale étrangère pour lesquels aucun règlement n'est ni planifié ni susceptible d'intervenir dans un avenir prévisible, constituent une part de l'investissement net à l'étranger. Ainsi, en application des dispositions d'IAS 21 « Effets des variations des cours des monnaies étrangères », les différences de change portant sur ces éléments sont enregistrées dans les autres éléments du résultat global jusqu'à la date de cession de l'investissement. Dans le cas contraire, les différences de change sont enregistrées dans le compte de résultat.

1.5. Conversion des états financiers des filiales

Les états financiers consolidés du Groupe sont établis en Euro qui est la monnaie de présentation et la monnaie fonctionnelle de la société mère.

La conversion des actifs et des passifs des filiales étrangères dans la monnaie de présentation du Groupe s'effectue au taux de change en vigueur à la date de clôture et leur compte de résultat est converti au taux de change moyen de la période. Les écarts résultant de cette conversion sont affectés directement dans les autres éléments du résultat global.

Lors de la cession totale ou partielle, avec perte de contrôle, de la liquidation d'une entité étrangère, ou lors d'une acquisition par étapes, les différences de conversion accumulées en capitaux propres sont recyclées dans le compte de résultat.

1.6. Utilisation d'estimations

Dans le cadre du processus d'établissement des comptes consolidés, l'évaluation de certains postes de l'état de situation financière nécessite l'utilisation d'hypothèses, estimations ou appréciations. Il s'agit notamment de la valorisation des actifs corporels et incorporels, de la valorisation des titres mis en équivalence, de la détermination du montant des provisions pour avantages au personnel et des provisions pour démontage, ainsi que de la valorisation des engagements sur titres. Ces hypothèses, estimations ou appréciations sont établies sur la base d'informations ou situations existant à la date d'établissement des comptes, qui peuvent se révéler, dans le futur, différentes de la réalité. Ces méthodes d'évaluation sont plus précisément décrites, principalement dans le paragraphe 1.11 « Dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles et des goodwill » et dans le paragraphe 1.23 « Provision pour démontage ». Le résultat des tests de sensibilité est donné au paragraphe 2.6 « Tests de perte de valeur sur les goodwill, les immobilisations corporelles et incorporelles » pour la valorisation des goodwill, actifs corporels et autres actifs incorporels, au paragraphe 3.5 « Quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence » pour la valorisation des titres mis en équivalence et au paragraphe 2.16 « Provisions » pour la valorisation des provisions pour avantages au personnel.

1.7. Distinction courant / non courant

A l'exception des impôts différés qui sont classés en actifs et passifs non courants, les actifs et passifs sont classés en courant lorsque leur recouvrabilité ou leur paiement est prévu au plus tard 12 mois après la date de clôture de l'exercice. Dans le cas contraire, ils sont classés en non courant.

1.8. Immobilisations incorporelles

1.8.1. Frais de développement

Selon la norme IAS 38, les frais de développement sont obligatoirement immobilisés comme des actifs incorporels dès lors que le Groupe peut démontrer :

- son intention, sa capacité financière et technique de mener le projet de développement à son terme ;
- l'existence d'avantages économiques futurs probables pour le Groupe ;
- la très forte probabilité de succès du Groupe ;
- et que le coût de cet actif peut être évalué de façon fiable.

Les dépenses de développement immobilisées pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2004 incluent principalement tous les coûts liés au développement, à l'adaptation ou à la mise en valeur de gammes de mobilier urbain, dans le cadre de propositions de contrats ayant une forte probabilité de succès. Ces dépenses comprennent également la conception et la construction de modèles et prototypes.

Le Groupe considère légitime d'activer les coûts des projets liés à la préparation des réponses aux appels d'offres. Compte tenu d'une part, de la nature des coûts engagés (conception et construction de modèles et prototypes), d'autre part du taux de succès du groupe JCDecaux dans le cadre de ses réponses aux appels d'offres de mobilier urbain, le Groupe considère en effet que ces coûts constituent des activités de développement activables, et satisfont aux critères d'activation rappelés ci-avant. En effet, ces coûts se rattachent directement à un contrat donné et sont encourus pour l'obtenir. L'amortissement commence lorsque le projet est concrétisé par un succès à l'appel d'offres, et est étalé sur la durée du contrat. En cas d'insuccès, le montant activé est comptabilisé en charges.

Les frais de développement portés à l'actif sont comptabilisés à leur coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur.

1.8.2. Autres immobilisations incorporelles

Les autres immobilisations incorporelles se rapportent pour l'essentiel aux contrats de Mobilier Urbain, Affichage et Transport reconnus lors de regroupements d'entreprises et sont amorties sur la durée des contrats. Elles comprennent également des droits d'entrée, amortis sur la durée des contrats, ainsi que des logiciels. Seuls les logiciels individualisés et clairement identifiés (notamment de type ERP), sont immobilisés et amortis sur une durée de 5 ans maximum. Les dépenses pour les autres logiciels sont constatées en charges de l'exercice.

1.9. Regroupement d'entreprises, acquisition de participation ne donnant pas le contrôle et cession de participation

La norme IFRS 3 révisée requiert l'application de la « méthode de l'acquisition » aux regroupements d'entreprises, qui consiste à évaluer à leur juste valeur les actifs et passifs acquis.

Le goodwill représente la juste valeur de la contrepartie transférée (incluant la juste valeur de toute participation précédemment détenue dans la société acquise), augmentée du montant comptabilisé pour toute participation ne donnant pas le contrôle dans la société acquise, et diminuée du montant net comptabilisé au titre des actifs identifiables et des passifs repris.

Les goodwill ne sont pas amortis. Le Groupe procède à des tests de pertes de valeur, au moins une fois par an à la date de clôture mais également à tout autre moment s'il existe des indicateurs de perte de valeur. Suite à ces tests de perte de valeur menés conformément à la méthodologie décrite au paragraphe 1.11 « Dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles et des goodwill », une dépréciation des goodwill est constatée, le cas échéant. Une telle dépréciation n'est pas réversible.

Les éventuels badwill sont constatés directement au compte de résultat.

Dans le cadre de l'analyse de la juste valeur des actifs et passifs de l'entité acquise, le Groupe est notamment amené à valoriser des contrats et à reconnaître ces éléments en immobilisations incorporelles pour leur juste valeur. Lorsque des contrats déficitaires sont identifiés, le Groupe est amené à constater une provision.

Les normes IFRS offrent aux sociétés un délai de 12 mois à compter de la date d'acquisition pour finaliser l'évaluation à la juste valeur à la date d'acquisition des actifs et passifs obtenus.

Le Groupe enregistre en autres charges opérationnelles les coûts directs liés à l'acquisition, à l'exception des coûts directs liés à l'acquisition de participations ne donnant pas le contrôle qui sont enregistrés directement en capitaux propres.

Pour les acquisitions réalisées par étapes successives, le Groupe comptabilise en résultat, en autres charges et produits opérationnels, la réévaluation de la quote-part antérieurement détenue au moment de la prise de contrôle.

Pour toute cession partielle ou totale avec perte de contrôle, le Groupe comptabilise en résultat, en autres charges et produits opérationnels, le résultat de cession ainsi que la réévaluation de la quote-part conservée.

Par ailleurs, en application de la norme IAS 27 révisée, les rachats de participation ne donnant pas le contrôle dans des sociétés contrôlées et les cessions de parts d'intérêts sans perte de contrôle donnent lieu à la comptabilisation en variation de capitaux

propres attribuables à la société-mère de la différence entre le prix d'acquisition ou de cession et la valeur comptable des participations ne donnant pas le contrôle. Les entrées et sorties de trésorerie correspondantes sont présentées dans le tableau des flux de trésorerie en « flux de trésorerie nets issus du financement ».

1.10. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur.

Mobiliers urbains

Les mobiliers urbains (Atribus, Mupis®, Seniors, Journaux Electroniques d'Information (JEI), Sanisettes, Colonnes Morris, etc.) sont amortis linéairement sur la durée de vie moyenne des contrats comprise entre 8 et 20 ans.

Les coûts de maintenance des mobiliers urbains sont comptabilisés en charges.

Les coûts actualisés de démontage de mobilier en fin de contrat sont comptabilisés à l'actif, en contrepartie d'une provision, et sont amortis sur la durée des contrats.

Panneaux d'affichage

Les panneaux d'affichage font l'objet d'un mode d'amortissement propre aux pays concernés, déterminé en fonction de la réglementation et des conditions économiques locales.

La principale méthode d'amortissement est le mode linéaire sur une durée comprise entre 2 et 10 ans.

Les dotations aux amortissements sont déterminées selon les durées normales d'utilisation suivantes :

DURÉES D'AMORTISSEMENT

Immobilisations corporelles :

- | | |
|--|-------------|
| ▪ Bâtiments et constructions | 10 à 50 ans |
| ▪ Installations techniques, matériel et outillage (Hors mobiliers urbains et panneaux) | 5 à 10 ans |
| ▪ Mobiliers urbains et panneaux | 2 à 20 ans |

Autres immobilisations corporelles :

- | | |
|------------------------------------|------------|
| ▪ Agencements divers, aménagements | 5 à 10 ans |
| ▪ Matériel de transport | 3 à 10 ans |
| ▪ Matériel informatique | 3 à 5 ans |
| ▪ Mobilier | 5 à 10 ans |

1.11. Dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles et des goodwill

Les immobilisations corporelles, incorporelles ainsi que les goodwill font l'objet d'un test de perte de valeur au minimum une fois par an.

Ce test consiste, pour une unité génératrice de trésorerie (UGT) ou un groupement d'UGT, à comparer sa valeur nette comptable à sa valeur recouvrable. La valeur recouvrable se définit comme la valeur la plus élevée entre (i) la juste valeur de cet actif (ou du groupe d'actifs considéré) nette des coûts de cession, et (ii) sa valeur d'utilité déterminée à partir des flux de trésorerie futurs actualisés.

Lorsque la valeur recouvrable est appréciée par référence à la valeur d'utilité, les prévisions de flux de trésorerie sont déterminées en intégrant des hypothèses de croissance appréciées soit sur la durée des contrats, soit sur une durée de 5 ans avec prise en compte d'une projection à l'infini ainsi qu'un taux d'actualisation reflétant les appréciations actuelles du marché de la valeur temps de l'argent. Les hypothèses de croissance retenues n'intègrent pas d'opération de croissance externe. Les risques spécifiques à l'UGT testée sont en grande partie traduits dans le choix des hypothèses retenues pour la détermination des flux de trésorerie et dans le taux d'actualisation retenu.

Lorsque la valeur comptable d'un actif (ou d'un groupe d'actifs) devient supérieure à sa valeur recouvrable, une perte de valeur est comptabilisée au compte de résultat pour ramener la valeur comptable à la valeur recouvrable.

Méthodologie suivie

- Niveau du test
 - Pour les actifs corporels et incorporels, les tests de perte de valeur sont réalisés au niveau de l'UGT correspondant à l'entité opérationnelle ;

- Pour les goodwill, les tests sont réalisés au niveau de chaque regroupement d'UGT dont le périmètre est déterminé pour chaque secteur opérationnel (Mobilier Urbain, Affichage et Transport) en prenant en compte le niveau de synergie attendu entre les UGT elles-mêmes. Ainsi, les tests sont effectués généralement au croisement du secteur opérationnel et de la zone géographique, niveau auquel se situent les synergies commerciales, voire au-delà si la synergie se justifie.

- Taux utilisés

Les valeurs d'utilité prises en compte dans le cadre des tests de perte de valeur sont déterminées sur la base des flux de trésorerie futurs attendus, actualisés à un taux calculé sur la base du coût moyen pondéré du capital. Ce taux reflète les meilleures estimations du management de la valeur temps de l'argent, des risques spécifiques des actifs ou UGT ainsi que de la situation économique des zones géographiques dans lesquelles s'exerce l'activité attachée à ces actifs ou UGT.

Les pays sont répartis en cinq zones en fonction du risque associé à chaque pays, et à chaque zone correspond un taux d'actualisation spécifique s'échelonnant de 7,5 % à 19,5 %, pour la zone présentant le plus de risque. Le taux après impôt de 7,5 %, en 2012 contre 7,4 % en 2011, est utilisé notamment en Europe Occidentale (hors Espagne, Portugal, Italie et Irlande), Amérique du Nord, Japon, Singapour et Australie, où le Groupe exerce près de 65 % de son activité. Le taux d'actualisation moyen du Groupe ressort ainsi à 8,8 % en 2012.

- Valeurs recouvrables

Elles sont déterminées à partir des données budgétaires pour la première année consécutive à la clôture des comptes et d'hypothèses de croissance et d'évolution spécifiques à chaque marché, qui reflètent les perspectives futures attendues. Les valeurs recouvrables sont déterminées sur la base de business plans pour lesquels les modalités de prise en compte des flux futurs de trésorerie diffèrent selon le secteur d'activité considéré avec un horizon généralement supérieur à 5 ans en raison de la nature et de l'activité du Groupe caractérisée par des engagements contractuels de longue durée avec des probabilités très fortes de renouvellement des contrats. Ainsi, de manière générale :

- dans le Mobilier Urbain et le Transport, les flux futurs de trésorerie sont calculés sur la durée restante du contrat avec prise en compte d'une probabilité de renouvellement à l'échéance, le business plan étant réalisé sur la durée du contrat, généralement comprise entre 5 ans et 20 ans, avec un maximum de 24 ans pour la durée la plus longue ;
- pour l'Affichage, ils sont calculés sur une période de 5 ans avec une projection à l'infini sur la base d'un taux de croissance de 3 % par an.

La valeur recouvrable d'un groupe d'UGT est donnée par la somme des valeurs recouvrables des UGT appartenant à ce groupe.

1.12. Titres mis en équivalence

Le goodwill constaté lors de l'acquisition figure dans le montant des titres mis en équivalence.

La quote-part de dépréciation des actifs reconnus lors de l'acquisition ou de l'ajustement de juste valeur de ceux existants figure sur la ligne "Quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence".

Les titres mis en équivalence font l'objet d'un test de perte de valeur annuel, ou en-dehors de cette périodicité lorsque les conditions existantes laissent supposer que l'actif pourrait être déprécié. Le cas échéant, la perte associée, qui est enregistrée dans le résultat des sociétés mises en équivalence, résulte du calcul de la valeur recouvrable de l'actif, qui se définit comme la valeur la plus élevée entre (i) la juste valeur de l'actif diminuée des coûts de cession, et (ii) sa valeur d'utilité basée sur les flux de trésorerie futurs attendus diminués de l'endettement net. La méthodologie suivie pour le calcul des valeurs d'utilité est la même que celle décrite pour les immobilisations corporelles et incorporelles au paragraphe 1.11 « Dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles et des goodwill ».

1.13. Investissements financiers (Actifs disponibles à la vente)

Cette rubrique comprend les titres de participation dans des entités non consolidées.

Ces actifs sont comptabilisés initialement à leur juste valeur, ou s'agissant de titres non cotés, à leur prix d'acquisition. Par la suite, ils sont évalués en l'absence de marché actif à la valeur d'usage ou d'utilité qui tient compte de la quote-part des capitaux propres et de la valeur probable de recouvrement.

Les variations de valeurs constatées sont comptabilisées dans les autres éléments du résultat global. Lorsque le titre est cédé, les gains et pertes accumulés dans les capitaux propres sont recyclés en compte de résultat. Lorsqu'une perte de valeur définitive intervient, le montant des gains accumulés est soldé en totalité ou à due concurrence de la perte. La perte nette est enregistrée en résultat si la perte totale est supérieure au total des gains accumulés.

1.14. Autres actifs financiers

Cette rubrique comprend notamment les créances rattachées à des participations, les avances en compte courant accordées aux partenaires des coentreprises, à des entités mises en équivalence ou non consolidées ainsi que la quote-part non éliminée des prêts aux sociétés en intégration proportionnelle et les dépôts et cautionnements.

Au moment de la comptabilisation initiale, ils sont évalués à la juste valeur (catégorie IAS 39 Prêts et créances).

Après la comptabilisation initiale, ils sont évalués au coût amorti.

Une perte de valeur est enregistrée dans le compte de résultat lorsque la valeur de recouvrement de ces prêts et créances devient inférieure à leur valeur comptable.

1.15. Actions propres

Les actions propres sont comptabilisées à leur coût et portées en diminution des capitaux propres. Les résultats de cessions sont également enregistrés en capitaux propres et ne contribuent pas à la formation du résultat de l'exercice.

1.16. Stocks

Les stocks sont composés principalement :

- de pièces nécessaires à la maintenance du mobilier urbain installé ;
- de mobiliers urbains et de panneaux d'affichage en attente de montage ou partiellement montés.

Le coût des stocks est déterminé selon la méthode du coût moyen pondéré et peut également incorporer des coûts de production, d'assemblage et de logistique.

Ils sont, le cas échéant, ramenés à la valeur nette de réalisation lorsque celle-ci est inférieure au coût.

1.17. Créances clients et autres débiteurs

Les créances clients sont enregistrées à leur juste valeur qui correspond à la valeur nominale de facturation, sauf si l'effet d'actualisation est significatif. Par la suite, ces créances d'exploitation sont évaluées au coût amorti. Une dépréciation des comptes clients est pratiquée lorsque leur valeur de recouvrement est inférieure à leur valeur comptable.

1.18. Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie comptabilisée à l'actif de l'état de situation financière comprend la trésorerie en banque et la caisse. Les équivalents de trésorerie sont constitués de titres de placement à court terme et de dépôts à court terme.

Les titres de placement à court terme sont facilement convertibles en un montant de trésorerie connu et sont soumis à un risque négligeable de changement de valeur. Ils sont évalués à la juste valeur et les variations de valeur sont enregistrées en résultat financier.

Pour les besoins du tableau des flux de trésorerie consolidés, la trésorerie nette comprend la trésorerie et les équivalents de trésorerie tels que définis ci-dessus, nets des concours bancaires courants.

1.19. Dettes financières

Les dettes financières sont enregistrées initialement à la juste valeur correspondant en général à la somme reçue diminuée des frais d'émission associés et sont par la suite évaluées au coût amorti.

1.20. Instruments financiers dérivés

Un instrument financier dérivé est un instrument financier qui répond aux trois caractéristiques ci-dessous :

- une variable sous-jacente qui fait varier la valeur du contrat (taux d'intérêt ou taux de change notamment),
- un investissement net initial nul ou faible,
- un règlement à une date future.

Les instruments financiers dérivés sont comptabilisés à l'actif ou au passif de l'état de situation financière à leur juste valeur, les variations de valeurs ultérieures étant enregistrées par contrepartie du compte de résultat, sauf s'ils ont été qualifiés de couverture de flux de trésorerie ou d'investissement net à l'étranger.

Une comptabilité de couverture peut être adoptée si une relation de couverture entre l'élément couvert (le sous-jacent) et l'instrument dérivé est établie et documentée dès la mise en place de la couverture et que son efficacité est démontrée à l'origine et à chaque arrêté comptable. Aujourd'hui, le Groupe se limite à deux types de couverture des actifs et passifs financiers :

- la couverture de juste valeur (« Fair Value Hedge ») qui a pour objectif de se prémunir contre les variations de juste valeur des actifs, passifs ou engagements fermes à l'origine dues à l'évolution des conditions de marché. On intègre dans cette catégorie, par exemple, les swaps receveurs de taux fixe et payeurs de taux variable utilisés pour transformer une dette à taux fixe en dette à taux variable. D'un point de vue comptable, la variation de juste valeur de l'instrument de couverture est enregistrée en contrepartie du compte de résultat - mais elle est neutralisée par les variations symétriques de juste valeur du risque couvert (à l'inefficacité près) ;
- la couverture de flux de trésorerie (« Cash Flow Hedge ») utilisée pour se prémunir contre les variations de flux de trésorerie attribuables à des actifs et passifs existants ou à des transactions futures hautement probables. On classe dans cette catégorie, par exemple, les swaps payeurs de taux fixe et receveurs de taux variable utilisés pour figer le coût d'un emprunt à taux variable. D'un point de vue comptable, la part efficace de la variation de juste valeur de l'instrument de couverture est enregistrée directement dans les autres éléments du résultat global, et la part inefficace est maintenue au compte de résultat. Le montant enregistré dans les autres éléments du résultat global est recyclé en résultat lorsque l'élément couvert affecte lui-même le résultat.

La relation de couverture est traitée par rapport à un unique paramètre de marché, soit dans le cas du Groupe aujourd'hui, un taux de change ou un taux d'intérêt. Lorsqu'un même instrument dérivé couvre à la fois un risque de taux d'intérêt et un risque de change, les impacts taux et change sont traités séparément.

La comptabilité de couverture cesse lorsque l'instrument de couverture arrive à expiration ou est vendu, résilié ou exercé ou qu'il ne respecte plus les critères de qualification pour la comptabilité de couverture. Dans le cadre d'une couverture de transaction future hautement probable comptabilisé(e) en autres éléments du résultat global, tout profit ou perte cumulé(e) réalisé(e) sur l'instrument de couverture de flux de trésorerie est maintenu(e) en capitaux propres jusqu'à ce que la transaction prévue se produise. S'il n'est plus attendu que la transaction couverte se produise, le profit ou la perte net(te) cumulé(e) comptabilisé(e) en autres éléments du résultat global est transféré(e) dans le résultat financier de l'exercice.

Pour les dérivés qui ne satisfont pas aux critères de qualification pour la comptabilité de couverture, tout profit ou perte résultant des variations de juste valeur est comptabilisé(e) directement dans le résultat financier de l'exercice.

Le classement comptable des instruments dérivés en éléments courants ou non courants est déterminé par le classement comptable du sous-jacent auquel ils sont rattachés.

1.21. Engagements de rachat de minoritaires

En l'absence de précision définitive du référentiel IFRS sur le traitement comptable des engagements de rachat de minoritaires, les principes retenus dans les comptes annuels 2011 sont maintenus pour l'ensemble des engagements pris par le Groupe.

L'application de la norme IAS 32 conduit à reconnaître au passif une dette relative aux engagements de rachat des parts des minoritaires dans des filiales du Groupe, ceci non seulement pour la partie déjà comptabilisée en participations ne donnant pas le contrôle (reclassée en dette), mais également pour l'excédent résultant de la valeur actuelle de l'engagement. La contrepartie de cet excédent est imputée en diminution des participations ne donnant pas le contrôle au passif de l'état de situation financière. Dans l'attente de l'adoption de l'interprétation de l'IFRS IC sur les engagements de rachat de minoritaires, les variations ultérieures de la juste valeur de la dette sont comptabilisées en résultat financier, et sont allouées en participations ne donnant pas le contrôle dans le résultat, sans impact sur le résultat net par du Groupe.

Les engagements comptabilisés à ce titre figurent dans la rubrique au passif de l'état de situation financière « Dettes sur engagements de rachat de minoritaires ».

1.22. Provision pour retraites et avantages assimilés

Les engagements du Groupe résultant de régimes à prestations définies, ainsi que leur coût, sont déterminés selon la méthode des unités de crédit projetées.

Cette méthode consiste à évaluer l'engagement en fonction du salaire projeté en fin de carrière et des droits acquis à la date d'évaluation, déterminés selon les dispositions de la convention collective, des accords d'entreprise ou des droits légaux en vigueur.

Les hypothèses actuarielles utilisées pour déterminer les engagements varient selon les conditions économiques prévalant dans le pays dans lequel le régime est situé et les hypothèses démographiques propres à chaque société.

Ces régimes sont soit financés, leurs actifs étant alors gérés séparément et indépendamment de ceux du Groupe, soit non financés ou partiellement financés, leurs engagements faisant l'objet d'une provision au passif de l'état de situation financière.

Pour les avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies, les écarts actuariels représentant plus de 10 % du montant des engagements ou de la valeur de marché des placements sont amortis sur la durée résiduelle moyenne de présence des salariés au sein du Groupe. Le coût des services passés est amorti, selon un mode linéaire, sur la durée moyenne restant à courir jusqu'à ce que les droits correspondants soient acquis au personnel.

Pour les autres avantages à long terme, les écarts actuariels générés ainsi que le coût des services passés sont immédiatement comptabilisés en charges ou en produits, lors de l'exercice de leur constatation.

1.23. Provision pour démontage

Les coûts destinés au démontage des mobiliers en fin de contrat sont enregistrés en provisions si une obligation contractuelle de démontage existe. Ces provisions sont constituées pour la totalité du coût de démontage estimé dès le début du contrat et sont actualisées. En contrepartie, le coût de démontage est comptabilisé à l'actif et amorti sur la durée du contrat. La charge de désactualisation est comptabilisée en charge financière.

1.24. Plans de souscription et d'achat d'actions à prix unitaire convenu et actions gratuites

1.24.1. Plans de souscription et d'achat d'actions à prix unitaire convenu

Conformément à la norme IFRS 2 « Paiements fondés en actions », les stock-options accordées aux salariés sont traitées comme un élément de rémunération « versé » en échange de services rendus par eux sur la période s'étendant de la date de leur octroi (« grant date ») à la date à laquelle leur droit d'exercice devient définitif (« vesting date »).

La juste valeur des services rendus est déterminée par référence à la juste valeur des instruments financiers octroyés.

La juste valeur des options est déterminée à leur date d'octroi par un actuaire indépendant, les changements éventuels de juste valeur ultérieurs n'étant pas considérés. Le modèle de valorisation utilisé est le modèle de Black & Scholes sur la base des hypothèses détaillées au paragraphe 3.1 « Charges d'exploitation nettes » ci-après.

Le coût des services rendus est comptabilisé au compte de résultat par contrepartie d'une rubrique de capitaux propres, suivant un profil qui reflète les modalités d'acquisition des droits d'exercice des options. Cet enregistrement est fait à la fin de chaque arrêté comptable et ce, jusqu'à la date où les droits d'exercice des options du plan considéré sont complètement acquis.

Le montant figurant en capitaux propres reflète la partie écoulée de la période nécessaire à l'acquisition des droits d'exercice des options et la meilleure estimation du management des options octroyées pour lesquelles un droit d'exercice sera effectivement acquis.

Les plans de stock-options sont attribués sur la base d'objectifs individuels et des résultats du Groupe. L'exercice des stock-options est soumis à des conditions de présence dans la société.

1.24.2. Actions gratuites

La juste valeur des actions gratuites est déterminée à leur date d'octroi par un actuaire indépendant. Cette juste valeur de l'action gratuite est déterminée selon le cours à la date d'attribution diminué des dividendes futurs actualisés.

L'attribution de la totalité des actions gratuites s'effectue après une présence continue au sein du Groupe définie en fonction des plans.

Le coût des services rendus est comptabilisé au compte de résultat par contrepartie d'une rubrique de capitaux propres, suivant un profil qui reflète les modalités d'attribution des actions gratuites. Le délai d'acquisition court à compter de la décision du Directoire attribuant les actions gratuites.

1.25. Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires du Groupe provient principalement de la vente d'espaces publicitaires sur des équipements de mobilier urbain, des panneaux d'affichage et de la publicité dans les transports.

Les ventes d'espaces publicitaires, les locations et les prestations de services sont enregistrées en chiffre d'affaires linéairement sur la période de réalisation de la prestation. Le fait générateur de la vente d'espaces publicitaires est le lancement de la campagne publicitaire dont la durée est comprise entre 1 semaine et 6 ans.

Le chiffre d'affaires provenant de la vente d'espaces publicitaires est présenté sur une base nette, après déduction des remises commerciales. Dans certains pays, des commissions sont versées par le Groupe aux agences de publicité et aux centrales d'achat d'espaces publicitaires lorsque celles-ci jouent le rôle d'intermédiaires entre le Groupe et les annonceurs. Ces commissions sont alors déduites du chiffre d'affaires.

Dans les contrats où le Groupe paie une redevance variable, ou bien reverse une partie de ses recettes publicitaires, et dans la mesure où le Groupe assume les risques et avantages liés à l'activité, le Groupe comptabilise en chiffre d'affaires la totalité des recettes publicitaires avant les redevances et reversements, et comptabilise les redevances et la partie du chiffre d'affaires reversée en charges d'exploitation.

Les charges d'escomptes financiers sont déduites du chiffre d'affaires du Groupe.

1.26. Marge opérationnelle

La marge opérationnelle se définit comme le chiffre d'affaires diminué des coûts directs d'exploitation et des coûts commerciaux, généraux et administratifs.

Elle inclut les dotations aux provisions nettes de reprises relatives aux comptes clients.

La marge opérationnelle est impactée des charges d'escompte comptabilisées en moins du chiffre d'affaires et des produits d'escompte enregistrés en moins des coûts directs d'exploitation, d'une part, et des charges de stock-options ou actions gratuites comptabilisées sur la ligne « Coûts commerciaux, généraux et administratifs », d'autre part.

1.27. Résultat d'exploitation

Le résultat d'exploitation est déterminé à partir de la marge opérationnelle diminuée des consommations de pièces détachées au titre de la maintenance, des dotations aux amortissements et provisions nettes, des pertes de valeur des goodwill et des autres charges et produits opérationnels. Les pertes de valeur des stocks sont enregistrées sur la ligne « Pièces détachées maintenance ».

Les autres charges et produits opérationnels comprennent les plus et moins-values de cession d'actifs corporels et incorporels, les plus et moins-values de cession liées à la perte de contrôle de titres de sociétés consolidées selon la méthode de l'intégration globale et de l'intégration proportionnelle, ainsi que l'éventuel profit ou perte qui découle de la réévaluation de la quote-part conservée à sa juste valeur, l'éventuel profit ou perte qui découle de la réévaluation à la juste valeur de la participation antérieurement détenue dans le cas d'un regroupement d'entreprise avec prise de contrôle, les éventuels ajustements de prix provenant d'événements postérieurs à la date d'acquisition, ainsi que les éventuels badwill, les coûts directs liés aux acquisitions, et les éléments non récurrents.

Les charges nettes liées aux résultats des tests de perte de valeur sur les immobilisations corporelles et incorporelles sont enregistrées sur la ligne « Dotations aux amortissements et provisions nettes ».

1.28. Impôts différés et exigibles

Les impôts différés sont comptabilisés sur la base des différences temporelles entre la valeur comptable des actifs et passifs et leur base fiscale provenant pour l'essentiel des retraitements de consolidation (harmonisation des méthodes et durées d'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles, contrats de location financement, reconnaissance de contrats dans le cadre de la méthode de l'acquisition, etc.). Les actifs et passifs d'impôts différés sont évalués aux taux d'impôt dont l'application est attendue sur la période au cours de laquelle l'actif sera réalisé et le passif réglé, sur la base des réglementations fiscales qui ont été adoptées à la date de clôture.

Des impôts différés actif sur déficits reportables sont reconnus lorsqu'il est probable que le Groupe disposera de bénéfices imposables futurs sur lesquels ces pertes fiscales pourront être imputées. Les prévisions sont réalisées sur un horizon de 3 ans adapté en fonction des particularités de chaque pays.

La loi de finance pour 2010 a remplacé la taxe professionnelle par deux nouvelles contributions : la Cotisation Foncière des Entreprises (CFE) et la Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE).

Suite à ce changement et conformément aux normes internationales, le Groupe a qualifié la CVAE comme étant un impôt. Cette qualification en tant qu'impôt sur le résultat entraîne la comptabilisation d'un impôt différé passif calculé sur la base des actifs amortissables des sociétés assujetties à la CVAE. Par ailleurs, la CVAE étant un impôt déductible de l'impôt sur les sociétés, sa comptabilisation génère un impôt différé actif.

1.29. Location financement et location simple

Les contrats de location financement, qui transfèrent au Groupe la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de l'actif loué, sont comptabilisés à l'actif de l'état de situation financière au commencement du contrat de location à la juste valeur du bien loué ou, si celle-ci est inférieure, à la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location. Les paiements au titre de la location sont ventilés entre la charge financière et l'amortissement de la dette de manière à obtenir un taux d'intérêt périodique constant sur le solde restant dû au passif. Les charges financières sont enregistrées directement au compte de résultat.

Les actifs faisant l'objet d'une location financement sont amortis sur la plus courte de leur durée d'utilité ou de la durée du contrat.

Les contrats de location dans lesquels le bailleur conserve la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de l'actif sont qualifiés de contrats de location simple. Les paiements au titre des contrats de location simple sont comptabilisés en charges dans le compte de résultat.

1.30. Résultat par action

Le calcul du résultat de base par action reprend le nombre moyen pondéré d'actions en circulation ajusté de l'impact des actions propres. Le calcul dilué prend en compte l'effet dilutif de l'émission et du rachat d'actions et de la levée des stock-options.

2. COMMENTAIRES SUR L'ETAT DE SITUATION FINANCIERE

2.1. Evolution du périmètre de consolidation en 2012

Les principales variations de périmètre intervenues au cours de l'exercice 2012 sont les suivantes :

Acquisitions (prises de contrôle exclusif)

Le 31 janvier 2012, Gewista Werbegesellschaft mbH (Autriche) a acheté 42 % complémentaires dans Soravia (renommée Megaboard Soravia) et prend ainsi le contrôle de ce groupe présent en Europe Centrale qui était précédemment mis en équivalence à 33 %.

En mars 2012, JCDecaux UK Ltd a pris le contrôle de la société Concourse Initiatives Ltd, renommée CIL 2012 Ltd, et de sa filiale opérant au Royaume-Uni. Ces entités sont désormais consolidées en intégration globale à 100 %.

Le 17 juillet 2012, le Groupe a pris le contrôle de la société Arge Autobahnwerbung GmbH (Autriche), antérieurement détenue à 50 % par Gewista Werbegesellschaft mbH, suite à l'acquisition par Megaboard Soravia de 100 % de la société Autobahnwerbung GmbH qui détient 50 % d'Arge Autobahnwerbung GmbH.

Le 20 décembre 2012, Europlakat international Werbe GmbH (Autriche) a acheté 100 % du groupe Epamedia (Hongrie), numéro un du mobilier urbain en Hongrie. Cette société est consolidée par intégration globale.

Cession (sans perte de contrôle)

Suite à l'entrée, le 19 décembre 2012, de groupes de presse au capital de la société Médiakiosk (France), le Groupe détient désormais 82,5 % des droits de vote dans cette société. La société Médiakiosk, précédemment consolidée à 95 %, reste consolidée en intégration globale

Fusions

En Autriche, les sociétés JCDecaux Invest Holding GmbH et JCDecaux Sub Invest Holding GmbH ont été absorbées par JCDecaux Central Eastern Europe GmbH. La société Autobahnwerbung GmbH a été absorbée par Megaboard Soravia. La société AQMI GmbH a été absorbée par Europlakat International Werbe GmbH.

Au Portugal, la société Placa détenue à 100 % a fait l'objet d'une fusion-absorption par Red Portuguesa.

En Allemagne, la société Wall Mobiliare GmbH a été absorbée par Wall AG.

2.2. Effets des acquisitions (prise de contrôle exclusif)

Les principales prises de contrôle réalisées en 2012, concernant le groupe Megaboard Soravia (Autriche), Arge Autobahnwerbung (Autriche), le groupe Epamedia (Hongrie) et CIL 2012 Ltd (Royaume-Uni) et sa filiale, ont eu les effets suivants sur les comptes consolidés du Groupe :

<i>(En millions d'euros)</i>		Juste valeur comptabilisée à la date d'acquisition
Actifs non courants		22,9
Actifs courants		13,1
Total Actif		36,0
Passifs non courants		13,9
Passifs courants		12,1
Total Passif		26,0
Actif net à la juste valeur à 100%	(a)	10,0
- dont Participations ne donnant pas le contrôle	<i>(b)</i>	1,2
Contrepartie totale transférée	(c)	27,7
- dont juste valeur de la quote-part antérieurement détenue ⁽²⁾		5,7
- dont prix d'acquisition ⁽³⁾		22,0
Goodwill ⁽¹⁾	=(c)-(a)+(b)	18,9
Prix d'acquisition		-22,0
Trésorerie nette acquise		1,7
Acquisitions de titres de participation sur l'exercice		-20,3

(1) L'option de calcul du goodwill complet n'a été retenue pour aucune des acquisitions.

(2) Liée à Megaboard Soravia et Arge Autobahnwerbung GmbH.

(3) Montants avant déduction de la trésorerie nette acquise et ajustement de prix.

Ces prises de contrôle ont conduit le Groupe à enregistrer un gain net sur réévaluation de la quote-part antérieurement détenue de 5,1 millions d'euros au compte de résultat.

Les valeurs d'actifs incorporels ainsi que les goodwill afférents à ces opérations sont déterminés de manière provisoire et sont susceptibles d'évoluer durant le délai nécessaire à la finalisation de l'affectation des goodwill qui peut s'étendre jusqu'à 12 mois après la date de prise de contrôle.

L'impact de ces acquisitions sur le chiffre d'affaires et le résultat net part du Groupe est respectivement de 11,1 millions d'euros et de 0,6 million d'euros hors amortissement des contrats reconnus dans le cadre du regroupement d'entreprises pour -0,9 million d'euros. L'impact complémentaire sur le chiffre d'affaires et le résultat net part du Groupe si ces acquisitions avaient été réalisées au 1er janvier 2012 serait une hausse de 17,2 millions d'euros du chiffre d'affaires et de 1,2 million d'euros du résultat net part du Groupe hors amortissement des contrats reconnus dans le cadre du regroupement d'entreprises pour -0,3 million d'euros.

2.3. Tableau des actifs et passifs financiers par catégorie

En millions d'euros	31/12/2012					31/12/2011						
	Juste valeur par le résultat	Actifs disponibles à la vente	Prêts et créances	Passifs au coût amorti	Total Valeur Nette comptable	Juste Valeur	Juste valeur par le résultat	Actifs disponibles à la vente	Prêts et créances	Passifs au coût amorti	Total Valeur Nette comptable	Juste Valeur
Investissements financiers		2,1			2,1	2,1		1,4			1,4	1,4
Autres actifs financiers			36,6		36,6	36,6			38,0		38,0	38,0
Clients et créances diverses (non courant)	(4)		9,6		9,6	9,6		7,4			7,4	7,4
Clients, créances diverses et autres créances d'exploitation (courant)	(4)		644,9		644,9	644,9		661,7			661,7	661,7
Trésorerie			87,6		87,6	87,6		70,0			70,0	70,0
Equivalents de trésorerie (1)	371,3				371,3	371,3	218,7				218,7	218,7
Total des actifs financiers	371,3	2,1	778,7	0,0	1 152,1	1 152,1	218,7	1,4	777,1	0,0	997,2	997,2
Dettes financières				-400,7	-400,7	-399,8			-428,9		-428,9	-425,9
Dettes sur engagements de rachat de minoritaires	(5)	-117,4			-117,4	-117,4	-91,9				-91,9	-91,9
Instruments financiers dérivés (passif)	(2)	-28,6			-28,6	-28,6	-17,8				-17,8	-17,8
Fournisseurs, autres dettes et autres dettes d'exploitation (courant)	(4)			-587,1	-587,1	-587,1			-552,3		-552,3	-552,3
Autres créditeurs (non courant)	(4)			-22,5	-22,5	-22,5			-16,4		-16,4	-16,4
Concours bancaires				-13,4	-13,4	-13,4			-9,7		-9,7	-9,7
Total des passifs financiers	-146,0	0,0	0,0	-1 023,7	-1 169,7	-1 168,8	-109,7	0,0	0,0	-1 007,3	-1 117,0	-1 114,0

(1) L'évaluation de la juste valeur de ces actifs financiers se réfère à un marché actif pour 0,3 million d'euros (Catégorie de Niveau 1 selon IFRS 7) et fait appel à des techniques de valorisation s'appuyant sur des données de marché observables (Catégorie de Niveau 2 selon IFRS 7) pour 371,0 millions d'euros.

(2) L'évaluation de la juste valeur de ces actifs et passifs financiers fait appel à des techniques de valorisation s'appuyant sur des données de marché observables (Catégorie de Niveau 2 selon IFRS 7).

(3) L'évaluation de la juste valeur de ces actifs et passifs financiers fait appel à des techniques de valorisation s'appuyant sur des données de marché non observables (Catégorie de Niveau 3 selon IFRS 7).

(4) Les dettes et créances fiscales et sociales, les avances et acomptes, les produits constatés d'avance et les charges constatées d'avance, qui ne répondent pas à la définition d'un actif ou passif financier au sens d'IAS 32 sont exclus de ces postes.

2.4. Goodwill et autres immobilisations incorporelles

Variations de l'exercice 2011 en valeur brute et en valeur nette comptable :

<i>En millions d'euros</i>	Goodwill	Frais de développement	Brevets, licences, contrats pub, ERP (1)	Droits au bail, avances & acomptes, autres	Total
Valeur brute au 1er janvier 2011	1 373,1	26,3	521,5	33,9	1 954,8
Acquisitions / Augmentations		2,6	7,1	9,9	19,6
Sorties		-0,4	-11,6		-12,0
Variations de périmètre	32,5		49,8	0,5	82,8
Conversion	2,8	-0,1	10,4	1,0	14,1
Reclassements ⁽²⁾			8,2	-3,5	4,7
Valeur brute au 31 décembre 2011	1 408,4	28,4	585,4	41,8	2 064,0
Amortissements / Perte de valeur au 1er janvier 2011	-30,5	-11,5	-234,0	-17,3	-293,3
Dotations		-2,5	-43,1	-0,7	-46,3
Perte de valeur			4,2		4,2
Sorties		0,4	10,7		11,1
Variations de périmètre			-24,8		-24,8
Conversion			-4,6	-0,1	-4,7
Reclassements ⁽²⁾			-3,5		-3,5
Amortissements / Perte de valeur au 31 décembre 2011	-30,5	-13,6	-295,1	-18,1	-357,3
Valeur nette au 1er janvier 2011	1 342,6	14,8	287,5	16,6	1 661,5
Valeur nette au 31 décembre 2011	1 377,9	14,8	290,3	23,7	1 706,7

(1) Comprend la valorisation des contrats reconnus dans le cadre des regroupements d'entreprises.

(2) L'impact net des reclassements n'est pas nul, certains reclassements affectant d'autres postes de l'état de situation financière.

Variations de l'exercice 2012 en valeur brute et en valeur nette comptable :

<i>En millions d'euros</i>	Goodwill	Frais de développement	Brevets, licences, contrats pub, ERP (1)	Droits au bail, avances & acomptes, autres	Total
Valeur brute au 1er janvier 2012	1 408,4	28,4	585,4	41,8	2 064,0
Acquisitions / Augmentations		5,5	7,4	8,9	21,8
Sorties		-0,6	-2,1	-11,6	-14,3
Variations de périmètre ⁽²⁾	17,7		12,2		29,9
Conversion	-0,7			0,1	-0,6
Reclassements ⁽³⁾			6,6	0,4	7,0
Valeur brute au 31 décembre 2012	1 425,4	33,3	609,5	39,6	2 107,8
Amortissements / Perte de valeur au 1er janvier 2012	-30,5	-13,6	-295,1	-18,1	-357,3
Dotations		-2,7	-43,9	-1,2	-47,8
Perte de valeur	-38,0		-8,2		-46,2
Sorties		0,6	2,1	4,4	7,1
Variations de périmètre			-0,9		-0,9
Conversion			0,6	-0,1	0,5
Reclassements ⁽³⁾			-0,4	-3,6	-4,0
Amortissements / Perte de valeur au 31 décembre 2012	-68,5	-15,7	-345,8	-18,6	-448,6
Valeur nette au 1er janvier 2012	1 377,9	14,8	290,3	23,7	1 706,7
Valeur nette au 31 décembre 2012	1 356,9	17,6	263,7	21,0	1 659,2

(1) Comprend la valorisation des contrats reconnus dans le cadre des regroupements d'entreprises.

(2) Comprend l'impact d'ajustements de prix ayant eu lieu durant le délai légal d'affectation, ces ajustements sont non significatifs.

(3) L'impact net des reclassements n'est pas nul, certains reclassements affectant d'autres postes de l'état de situation financière.

2.5. Immobilisations corporelles

	31/12/2012		31/12/2011	
<i>En millions d'euros</i>	Montants bruts	Amortissements ou provisions	Montants Nets	Montants nets
Terrains	24,5	-0,9	23,6	22,9
Constructions	83,4	-62,1	21,3	23,0
Installations techniques, matériel et outillage	2 680,5	-1 719,6	960,9	983,8
Matériel de transport	133,2	-86,2	47,0	44,0
Autres	145,2	-128,1	17,1	18,2
En cours, avances et acomptes	49,0	-3,1	45,9	47,5
Total	3 115,8	-2 000,0	1 115,8	1 139,4

Variations de l'exercice 2011 en valeur brute et en valeur nette comptable :

<i>En millions d'euros</i>	Terrains	Constructions	Installations tech, mat. & outil.	Autres	Total
Valeur brute au 1er janvier 2011	23,1	81,9	2 455,7	301,1	2 861,8
- Dont location financement		4,3	5,4	9,6	19,3
- Dont coût de démontage			100,3		100,3
Acquisitions	0,7	0,7	100,4	78,8	180,6
- Dont acquisitions en location financement				4,1	4,1
- Dont coût de démontage			15,3		15,3
Sorties	-0,4	-0,1	-58,8	-14,8	-74,1
- Dont sorties en location financement				-3,2	-3,2
- Dont coût de démontage			-11,6		-11,6
Variations de périmètre			37,1	5,0	42,1
Reclassements			36,1	-55,1	-19,0
Conversion	0,4	0,2	11,6	1,1	13,3
Valeur brute au 31 décembre 2011	23,8	82,7	2 582,1	316,1	3 004,7
Amortissements au 1er janvier 2011	-0,8	-56,4	-1 466,8	-200,1	-1 724,1
- Dont location financement		-3,2	-4,0	-6,2	-13,4
- Dont coût de démontage			-52,8		-52,8
Dotations nettes des reprises	-0,1	-3,2	-163,7	-16,9	-183,9
- Dont dotations sur location financement		-0,5	-0,5	-1,6	-2,6
- Dont coût de démontage			-9,1		-9,1
Perte de valeur			-2,7	-0,2	-2,9
Sorties			49,0	13,5	62,5
- Dont sorties sur location financement			0,0	2,8	2,8
- Dont coût de démontage			6,3		6,3
Variations de périmètre			-22,1	-2,5	-24,6
Reclassements			14,5	0,1	14,6
Conversion		-0,1	-6,5	-0,3	-6,9
Amortissements au 31 décembre 2011	-0,9	-59,7	-1 598,3	-206,4	-1 865,3
Valeur nette au 1er janvier 2011	22,3	25,5	988,9	101,0	1 137,7
Valeur nette au 31 décembre 2011	22,9	23,0	983,8	109,7	1 139,4

L'impact net des reclassements est de -4,4 millions d'euros au 31 décembre 2011.

Variations de l'exercice 2012 en valeur brute et en valeur nette comptable :

<i>En millions d'euros</i>	Terrains	Constructions	Installations tech, mat. & outil.	Autres	Total
Valeur brute au 1er janvier 2012	23,8	82,7	2 582,1	316,1	3 004,7
- Dont location financement		4,3	5,4	10,6	20,3
- Dont coût de démontage			105,3		105,3
Acquisitions	0,2	0,6	99,5	86,5	186,8
- Dont acquisitions en location financement				9,6	9,6
- Dont coût de démontage			28,1		28,1
Sorties		-0,1	-79,6	-15,8	-95,5
- Dont sorties en location financement				-3,0	-3,0
- Dont coût de démontage			-7,9		-7,9
Variations de périmètre		0,1	24,4	0,5	25,0
Reclassements	0,2		53,0	-59,9	-6,7
Conversion	0,3	0,1	1,1		1,5
Valeur brute au 31 décembre 2012	24,5	83,4	2 680,5	327,4	3 115,8
Amortissements au 1er janvier 2012	-0,9	-59,7	-1 598,3	-206,4	-1 865,3
- Dont location financement		-3,7	-4,6	-5,1	-13,4
- Dont coût de démontage			-55,8		-55,8
Dotations nettes des reprises		-2,4	-177,4	-19,4	-199,2
- Dont dotations sur location financement		-0,2	-0,5	-3,2	-3,9
- Dont coût de démontage			-11,0		-11,0
Perte de valeur			-0,2		-0,2
Sorties		0,1	73,1	13,5	86,7
- Dont sorties sur location financement				2,6	2,6
- Dont coût de démontage			4,6		4,6
Variations de périmètre			-18,8	-0,4	-19,2
Reclassements			4,0	-4,6	-0,6
Conversion		-0,1	-2,0	-0,1	-2,2
Amortissements au 31 décembre 2012	-0,9	-62,1	-1 719,6	-217,4	-2 000,0
Valeur nette au 1er janvier 2012	22,9	23,0	983,8	109,7	1 139,4
Valeur nette au 31 décembre 2012	23,6	21,3	960,9	110,0	1 115,8

L'impact net des reclassements est de -7,3 millions d'euros au 31 décembre 2012.

Au 31 décembre 2012, la valeur nette des immobilisations corporelles en location financement s'élève à 12,5 millions d'euros contre 7,0 millions d'euros au 31 décembre 2011 et se décompose comme suit :

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2012	31/12/2011
Constructions	0,4	0,6
Panneaux	0,3	0,9
Matériel de transport	11,7	5,2
Autres immobilisations corporelles	0,1	0,3
Total	12,5	7,0

Plus de 85 % des immobilisations corporelles du Groupe sont constituées de mobilier urbain et autres structures publicitaires. Ces immobilisations représentent une gamme de produits très divers (Seniors, MUPIs®, colonnes, mâts drapeaux, abribus, sanitaires, bancs, vélos, bornes de propreté etc.). Ces actifs sont détenus en pleine propriété (contrôlés par le Groupe) et le chiffre d'affaires publicitaire du Groupe correspond à la vente des espaces publicitaires présents sur certains de ces mobiliers. La valeur nette comptable des constructions s'élève à 21,3 millions d'euros. Le Groupe est propriétaire de 98 % des constructions, les 2 % restant étant détenus en location financement. Les constructions sont composées de bâtiments administratifs et d'entrepôts principalement en Allemagne et en France pour respectivement 8,0 millions d'euros et 4,7 millions d'euros.

2.6. Tests de perte de valeur sur les goodwill, les immobilisations corporelles et incorporelles

Les goodwill et les immobilisations corporelles et incorporelles se réfèrent aux groupements d'UGT suivants :

	31/12/2012			31/12/2011		
	Goodwill	Actifs corporels / incorporels (1)	Total	Goodwill	Actifs corporels / incorporels (1)	Total
<i>En millions d'euros</i>						
Mobilier Urbain Europe (hors France et Royaume-Uni)	373,5	442,3	815,8	364,1	444,9	809,0
Affichage Europe (hors France et Royaume-Uni)	226,8	73,4	300,2	259,9	79,1	339,0
Aéroports Monde	159,4	40,3	199,7	159,4	36,3	195,7
Affichage Royaume-Uni	156,7	47,7	204,4	156,6	46,7	203,3
Affichage France	144,9	14,6	159,5	138,9	13,2	152,1
Autres	295,6	762,1	1 057,7	299,0	807,6	1 106,6
Total	1 356,9	1 380,4	2 737,3	1 377,9	1 427,8	2 805,7

Ce tableau prend en compte les pertes de valeur constatées sur les immobilisations corporelles et incorporelles et les goodwill.

(1) Les actifs incorporels et corporels sont présentés nets des provisions pour contrat déficitaire d'un montant de respectivement 5,4 millions d'euros et 3,8 millions d'euros au 31 décembre 2012 et au 31 décembre 2011, et sont également présentés diminués des impôts différés passifs nets liés aux contrats reconnus dans le cadre du regroupement d'entreprises, d'un montant de respectivement 32,3 millions d'euros et 36,6 millions d'euros au 31 décembre 2012 et au 31 décembre 2011.

Les tests de perte de valeur réalisés au 31 décembre 2012 ont conduit à constater en résultat d'exploitation une dotation de perte de valeur nette de -8,4 millions d'euros sur les immobilisations corporelles et incorporelles, une perte de valeur de -38,0 millions d'euros sur les goodwill de l'UGT Affichage Europe (hors France et Royaume-Uni), ainsi qu'une reprise de provision pour perte à terminaison nette de 0,6 million d'euros.

Les tests de perte de valeur sur les goodwill, les immobilisations corporelles et incorporelles ont un impact négatif de -44,5 millions d'euros sur le résultat net part du Groupe.

Le taux d'actualisation et le taux de croissance de la marge opérationnelle sont considérés comme les hypothèses-clés retenues par le Groupe dans le cadre des tests de perte de valeur.

Les résultats des tests de sensibilité montrent qu'une augmentation de 50 points de base du taux d'actualisation entraînerait une perte de valeur de -0,5 million d'euros sur les immobilisations corporelles et incorporelles et de -28,1 millions d'euros sur les goodwill de l'UGT Affichage Europe (hors France et Royaume-Uni) et de l'UGT Transport Europe (hors France et Royaume-Uni) pour respectivement -27,0 millions d'euros et -1,1 million d'euros.

Les résultats des tests de sensibilité montrent qu'une diminution de 50 points de base du taux de croissance normatif de la marge opérationnelle entraînerait une perte de valeur de -0,5 million d'euros sur les immobilisations corporelles et incorporelles et de -16,7 millions d'euros sur les goodwill de l'UGT Affichage Europe (hors France et Royaume-Uni) et de l'UGT Transport Europe (hors France et Royaume-Uni) pour respectivement -15,8 millions d'euros et -0,9 million d'euros.

Le résultat des tests de perte de valeur réalisés sur les sociétés mises en équivalence est décrit au paragraphe 3.5 « Quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence ».

2.7. Titres mis en équivalence

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2012	31/12/2011
Allemagne		
Stadtreklame Nürnberg GmbH	11,4	11,1
Autriche		
Werbeplakat Soravia GmbH ⁽¹⁾	na	0,6
Chine		
Shanghai Zhongle Vehicle Painting Co. Ltd	0,1	0,2
France		
Metrobus	14,6	12,6
Hong Kong		
Bus Focus Ltd	1,0	1,1
Poad	4,9	4,6
Suisse		
APG SGA SA (anciennement Affichage Holding)	135,1	127,9
Macao		
CNDecaux Airport Media Co. Ltd	0,1	0,1
Total ⁽²⁾	167,2	158,2

(1) Société consolidée selon la méthode de l'intégration globale au 31 janvier 2012.

(2) Dont goodwill de 104,1 millions d'euros, principalement 82,9 millions d'euros sur APG SGA SA et 13,4 millions d'euros sur Metrobus.

Les éléments financiers caractéristiques de l'état de situation financière des sociétés mises en équivalence sont les suivants ^(*) :

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2012				31/12/2011			
	% intégration	Total actif	Total Passif (hors capitaux propres)	Total Situation Nette	% intégration	Total actif	Total Passif (hors capitaux propres)	Total Situation Nette
Allemagne								
Stadtreklame Nürnberg GmbH	35%	16,1	5,5	10,6	35%	15,1	5,5	9,6
Autriche								
Werbeplakat Soravia GmbH ⁽¹⁾	na	na	na	na	33%	6,2	5,3	0,9
Chine								
Shanghai Zhongle Vehicle Painting Co. Ltd	40%	0,5	0,2	0,3	40%	0,6	0,3	0,3
France								
Metrobus	33%	65,6	62,1	3,5	33%	64,0	66,5	-2,5
Hong Kong								
Bus Focus Ltd	40%	3,6	1,2	2,4	40%	3,5	0,7	2,8
Poad	49%	22,9	12,9	10,0	49%	16,6	7,1	9,5
Suisse								
APG SGA SA ⁽²⁾	30%	236,7	62,7	174,0	30%	258,6	108,5	150,1
Macao								
CNDecaux Airport Media Co. Ltd	30%	0,7	0,4	0,3	30%	0,3	0,1	0,2

(*) Données à 100 % et retraitées aux normes IFRS.

(1) Société consolidée selon la méthode de l'intégration globale au 31 janvier 2012.

(2) La valorisation à 30 % de APG SGA SA au cours de bourse du 28 décembre 2012 s'élève à 149,1 millions d'euros.

La variation des titres mis en équivalence est la suivante sur 2012 :

	31/12/2011	Résultat	Dividendes	Conversion	Autres	31/12/2012
<i>En millions d'euros</i>						
Stadtreklame Nürnberg GmbH	11,1	0,7	-0,4			11,4
Werbeplakat Soravia GmbH ⁽¹⁾	0,6				-0,6	0,0
Shanghai Zhongle Vehicle Painting Co. Ltd	0,2			-0,1		0,1
Metrobus	12,6	2,0				14,6
Bus Focus Ltd	1,1	0,5	-0,6			1,0
Poad	4,6	1,9	-1,4	-0,2		4,9
APG SGA SA	127,9	11,7	-5,1	0,4	0,2	135,1
CNDecaux Airport Media Co. Ltd	0,1					0,1
Total	158,2	16,8	-7,5	0,1	-0,4	167,2

(1) Société consolidée selon la méthode de l'intégration globale au 31 janvier 2012.

2.8. Autres actifs financiers (courant et non courant)

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2012	31/12/2011
Prêts	21,7	23,6
Créances rattachées à des participations	5,5	5,8
Autres immobilisations financières	9,4	8,6
Total	36,6	38,0

Les autres actifs financiers sont principalement composés d'avances en compte courant accordées aux partenaires des coentreprises, à des entités mises en équivalence ou non consolidées, de la quote-part non éliminée des prêts aux sociétés en intégration proportionnelle, ainsi que de dépôts et cautionnements.

L'échéance des autres actifs financiers se décompose comme suit :

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2012	31/12/2011
≤ 1 an	12,4	14,2
> 1 an & ≤ 5 ans	22,4	21,1
> 5 ans	1,8	2,7
Total	36,6	38,0

2.9. Autres créances (non courant)

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2012	31/12/2011
- Créances diverses	11,7	9,6
<i>Dépréciation des créances diverses</i>	-2,1	-2,2
- Créances fiscales	1,0	0,8
- Charges constatées d'avance	25,8	29,3
Total Autres créances (actifs non courants)	38,5	39,7
Total Dépréciation des Autres créances (non courant)	-2,1	-2,2
Total	36,4	37,5

2.10. Stocks

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2012	31/12/2011
Valeur brute des stocks	119,3	119,6
Matières premières, approv. & marchandises	84,2	80,6
Produits intermédiaires et finis	35,1	39,0
Dépréciation	-20,5	-24,7
Matières premières, approv. & marchandises	-13,0	-16,4
Produits intermédiaires et finis	-7,5	-8,3
Total	98,8	94,9

2.11. Clients et autres débiteurs

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2012	31/12/2011
- Créances clients	629,6	631,9
<i>Dépréciation des créances clients</i>	-31,7	-27,5
- Créances diverses	13,8	14,2
<i>Dépréciation des créances diverses</i>	-2,6	-1,4
- Autres créances d'exploitation	19,7	26,6
<i>Dépréciation des autres créances d'exploitation</i>	-0,6	-0,5
- Créances fiscales diverses	28,9	25,5
- Créances sur cession d'immobilisations corporelles et incorporelles	14,1	10,8
- Créances sur cession d'immobilisations financières	2,6	7,6
- Avances et acomptes versés	7,5	7,1
- Charges constatées d'avance	48,4	43,7
Total Clients et autres débiteurs	764,6	767,4
Total Dépréciation des créances clients et autres débiteurs	-34,9	-29,4
Total	729,7	738,0

Au 31 décembre 2012, les créances clients et autres débiteurs ont diminué de 8,3 millions d'euros par rapport au 31 décembre 2011, soit une diminution de 1,1 % alors que le chiffre d'affaires de l'exercice 2012 augmente de 6,5 % par rapport à 2011.

Le solde des créances clients échues et non provisionnées est de 246,4 millions d'euros au 31 décembre 2012 contre 242,0 millions d'euros au 31 décembre 2011. 6,9 % des créances clients non provisionnées sont échues de plus de 90 jours au 31 décembre 2012, contre 7,3 % au 31 décembre 2011. Ces créances ne font pas l'objet de dépréciation car elles ne présentent pas de risque de recouvrement.

2.12. Trésorerie et équivalents de trésorerie

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2012	31/12/2011
Trésorerie	87,6	70,0
Equivalents de trésorerie	371,3	218,7
Total	458,9	288,7

Au 31 décembre 2012, le Groupe dispose de 458,9 millions d'euros de trésorerie et d'équivalents de trésorerie dont 8,5 millions d'euros placés en garanties, contre 10,3 millions d'euros au 31 décembre 2011. Les équivalents de trésorerie sont principalement constitués de dépôts à court terme et d'OPCVM monétaires.

2.13. Créances d'impôts sur les sociétés et passifs d'impôt exigible

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2012	31/12/2011
Créances d'impôts sur les sociétés	12,2	4,5
Passifs d'impôt exigible	-39,0	-29,5
Total	-26,8	-25,0

2.14. Impôts différés nets

2.14.1. Impôts différés comptabilisés

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2012	31/12/2011
Impôts différés actif	29,6	23,6
Impôts différés passif	-103,1	-111,8
Total	-73,5	-88,2

Les sources d'impôts différés sont les suivantes :

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2012	31/12/2011
Immobilisations corporelles et incorporelles	-119,6	-121,4
Reportis déficitaires	8,0	3,9
Provision pour démontage	16,9	16,0
Provision pour engagements envers le personnel	11,0	9,6
Autres	10,2	3,7
Total	-73,5	-88,2

2.14.2. Variation des impôts différés nets

	31/12/2011	Charge nette	Reclassements	Conversion	Variations de périmètre	31/12/2012
<i>En millions d'euros</i>						
Impôts différés actif	23,6	7,2	-5,0	-0,4	4,2	29,6
Impôts différés passif	-111,8	9,8	5,0	-0,2	-5,9	-103,1
Total	-88,2	17,0	0,0	-0,6	-1,7	-73,5

2.14.3. Impôts différés actif sur reportis déficitaires non reconnus

Au 31 décembre 2012, le montant des impôts différés actif liés à des reportis déficitaires non reconnus s'élève à 36,4 millions d'euros, contre 26,0 millions d'euros au 31 décembre 2011.

2.15. Capitaux propres

Composition du capital

Au 31 décembre 2012, le capital s'établit à 3 386 792,80 euros divisé en 222 158 884 actions de même catégorie et entièrement libérées.

Rapprochement entre le nombre d'actions en circulation au 1er janvier 2012 et au 31 décembre 2012

Nombre d'actions en circulation au 1er janvier 2012	221 860 303
Emission d'actions suite à l'octroi d'actions gratuites	58 961
Emission d'actions suite aux levées d'options	239 620
Nombre d'actions en circulation au 31 décembre 2012	222 158 884

Au 31 décembre 2012, le Groupe ne détient aucune action propre.

2.16. Provisions

Les provisions se décomposent comme suit :

	31/12/2012	31/12/2011
<i>En millions d'euros</i>		
Provisions pour démontage	182,2	160,9
Provisions pour retraites et avantages assimilés	41,9	38,6
Provisions pour litiges	9,5	7,8
Autres provisions	18,2	21,4
Total	251,8	228,7

Les provisions sont principalement constituées des provisions pour démontage concernant le mobilier urbain. Elles sont déterminées à l'issue de chaque exercice en fonction du parc et du coût unitaire de démontage (main d'œuvre, coût de la destruction et de la réfection des sols). Au 31 décembre 2012, la durée résiduelle moyenne des contrats qui constitue la base de calcul de la provision pour démontage est de 7 ans.

Les provisions pour démontage font l'objet d'une actualisation au taux de 2,9 % au 31 décembre 2012, contre un taux de 3,9 % au 31 décembre 2011. Le changement de taux a pour effet une augmentation des provisions pour démontage de 11,0 millions d'euros, en contrepartie des immobilisations corporelles dans l'état de situation financière.

Les provisions pour litiges représentent un montant de 9,5 millions d'euros au 31 décembre 2012. Les risques provisionnés sur la ligne « Autres provisions » sont reclassés sur la ligne « Provisions pour litiges » dès lors qu'une procédure est engagée.

Le Groupe JCDecaux est partie à plusieurs litiges relatifs aux modalités de mise en œuvre de certains de ses contrats avec ses concédants et à ses relations avec les fournisseurs. Par ailleurs, la particularité de son activité (contrats avec des collectivités publiques en France et à l'étranger) peut générer des procédures contentieuses spécifiques. Le Groupe JCDecaux est partie à des litiges concernant l'attribution ou la résiliation de contrats de mobilier urbain et/ou d'affichage, ainsi que des litiges fiscaux.

La direction juridique du Groupe recense l'ensemble des litiges (nature, montants, procédure, niveau de risque), en fait un suivi régulier et croise ces informations avec celles détenues par la direction financière. Le montant des provisions constituées pour ces litiges résulte d'une analyse au cas par cas, en fonction des positions des plaignants, de l'appréciation des conseils juridiques du Groupe et des éventuels jugements prononcés.

Les autres provisions d'un montant de 18,2 millions d'euros sont constituées à hauteur de 2,0 millions d'euros de provisions pour risques liés aux relations contractuelles avec les partenaires ou les concédants qui ne font pas l'objet de procédure, à hauteur de 5,8 millions d'euros de provisions pour risques fiscaux, à hauteur de 5,4 millions d'euros de provisions pour perte à terminaison et de provisions diverses pour 5,0 millions d'euros.

Variation des provisions

	31/12/2011	Dotations	Actuali- sation (1)	Reprises		Reclas- sements	Conversion	Variations de périmètre	31/12/2012
				Consommées	Non consommées				
<i>En millions d'euros</i>									
Provisions pour démontage	160,9	17,2	17,7	-6,3	-7,2		-0,3	0,2	182,2
Provisions pour retraites et avantages assimilés	38,6	6,6		-3,5		0,1	0,1		41,9
Provisions pour litiges	7,8	2,9		-0,7	-0,4	-0,1			9,5
Autres provisions	21,4	4,5		-3,0	-1,4	-3,8	0,1	0,4	18,2
Total	228,7	31,2	17,7	-13,5	-9,0	-3,8	-0,1	0,6	251,8

(1) Dont 11,0 millions d'euros constatés en contrepartie des immobilisations corporelles.

Actifs et passifs éventuels

Après analyse des risques, le Groupe n'a pas jugé nécessaire de constater de provision sur certains risques relatifs à des procédures en cours, des risques de nature fiscale ou relatifs à des modalités de mise en œuvre ou d'attribution de contrats.

En l'absence d'obligation contractuelle de démontage des panneaux de l'activité Affichage, aucune provision pour démontage n'est comptabilisée dans les comptes du Groupe. Toutefois, certaines sociétés (en France, Autriche et Royaume-Uni) exploitent des panneaux qui s'apparentent à du mobilier urbain et dont le coût de démontage unitaire est significatif. A ce titre, le coût global de démontage est estimé, en valeur non actualisée, au 31 décembre 2012 à 5,2 millions d'euros contre 6,6 millions d'euros au 31 décembre 2011.

Provisions pour retraites et avantages assimilés

Les engagements à prestations définies du Groupe vis-à-vis du personnel sont principalement constitués d'engagements de retraite (indemnités conventionnelles de départs et prestations de retraites, retraites complémentaires dont bénéficient les cadres dirigeants de certaines filiales du Groupe) et d'autres avantages à long terme versés pendant la durée de l'emploi tels que les médailles du travail ou jubilé.

Les engagements du Groupe concernent principalement la France, le Royaume-Uni et l'Autriche.

En France, les indemnités de fin de carrière sont calculées selon la convention nationale de la Publicité. Une partie de l'engagement est couvert par les cotisations versées à un fonds externe par les sociétés françaises du Groupe JCDecaux.

Au Royaume-Uni, les engagements de retraite sont principalement constitués d'un plan de pension dont bénéficiait un certain nombre de salariés de la société JCDecaux UK Ltd. En décembre 2002, les droits acquis au titre de ce régime ont été gelés. En 2011, le changement d'indexation des rentes de certains bénéficiaires de prestations définies a conduit à une diminution de l'engagement.

En Autriche, les engagements sont principalement constitués d'indemnités légales de départ.

Les cotisations versées au titre des régimes à cotisations définies représentent 31,8 millions d'euros en 2012 (dont 0,8 million d'euros de cotisations versées au régime multi-employeur en Finlande) contre 30,1 millions d'euros en 2011 (dont 0,7 million d'euros de cotisations versées au régime multi-employeur en Finlande).

Le Groupe participe à trois plans multi-employeur à prestations définies couverts par des actifs en Suède (ITP Plan). A ce jour, il n'est pas possible de déterminer de façon isolée la dette actuarielle de la société JCDecaux Sverige AB. Au 31 décembre 2011, un des trois plans était en déficit portant le montant total à -6,0 milliards d'euros, au niveau national, selon les évaluations locales propres à ces engagements. La charge reconnue dans les comptes consolidés du Groupe au titre de ces trois plans est égale aux cotisations versées dans l'année 2012, soit 0,4 million d'euros. Le niveau des cotisations des trois plans sera réduit en 2013.

Les provisions sont calculées avec les hypothèses suivantes :

	2012	2011
Taux d'actualisation ⁽¹⁾		
Zone Euro	3,30 %	4,30 %
Royaume-Uni	4,50 %	4,90 %
Taux de revalorisation de salaires		
Zone Euro	2,46 %	2,59 %
Royaume-Uni ⁽²⁾	NA	NA
Taux de revalorisation des pensions		
Zone Euro	2,00 %	1,50 %
Royaume-Uni	3,30 %	3,50 %

(1) Les taux d'actualisation sur les zones Euro et Royaume-Uni sont issus des données Iboxx et sont déterminés sur la base du taux de rendement d'obligations émises par des entreprises privées de première qualité (notées AA).

(2) Le plan UK étant gelé, pas de prise en compte de revalorisation de salaires.

Les engagements de retraite et autres avantages à long terme (avant effets fiscaux) s'analysent de la façon suivante :

▪ en 2011 :

<i>En millions d'euros</i>	Régimes de retraite		Autres avantages à long terme	Total
	non financés	financés		
Evolution de la dette actuarielle				
Ouverture	15,5	68,8	5,1	89,4
Coût des services rendus	0,7	2,5	0,4	3,6
Intérêts sur la dette	0,7	3,3	0,2	4,2
Acquisitions / cessions / transferts de régimes ⁽¹⁾	0,5	1,7	0,3	2,5
Modifications / liquidations de régimes ⁽²⁾	0,3	-8,8	1,5	-7,0
Ecarts actuariels ⁽³⁾	-0,2	2,1		1,9
Prestations payées	-0,7	-2,0	-0,4	-3,1
Autres (Ecarts de change)		1,1		1,1
Dette actuarielle à la clôture	16,8	68,7	7,1	92,6
<i>dont France</i>	<i>11,0</i>	<i>29,8</i>	<i>4,3</i>	<i>45,1</i>
<i>dont autres pays</i>	<i>5,8</i>	<i>38,9</i>	<i>2,8</i>	<i>47,5</i>
Evolution des actifs				
Ouverture		42,1		42,1
Rendement attendu ⁽⁴⁾		2,4		2,4
Acquisitions / cessions / transferts de régimes ⁽¹⁾		1,5		1,5
Liquidations de régimes ⁽²⁾		-5,8		-5,8
Ecarts actuariels ⁽⁵⁾		-0,8		-0,8
Contributions employeur		2,9		2,9
Prestations payées		-2,0		-2,0
Autres (Ecarts de change)		1,0		1,0
Actifs à la clôture		41,3		41,3
<i>dont France</i>		<i>6,4</i>		<i>6,4</i>
<i>dont autres pays</i>		<i>34,9</i>		<i>34,9</i>
Provision				
Couverture financière	16,8	27,4	7,1	51,3
Ecarts actuariels non amortis	-3,2	-7,5		-10,7
Coût des services passés non amortis	-0,6	-1,4		-2,0
Actif non comptabilisé				0,0
Provision à la clôture	13,0	18,5	7,1	38,6
<i>dont France</i>	<i>8,3</i>	<i>15,7</i>	<i>4,2</i>	<i>28,2</i>
<i>dont autres pays</i>	<i>4,7</i>	<i>2,8</i>	<i>2,9</i>	<i>10,4</i>
Charge de retraite				
Coût des services rendus	0,7	2,5	0,4	3,6
Intérêts sur la dette	0,7	3,3	0,2	4,2
Rendement attendu des placements		-2,4		-2,4
Amortissement des écarts actuariels	0,2	0,1	0,0	0,3
Amortissement du coût des services passés	0,3	-1,2	1,5	0,6
Liquidations de régimes		-1,1		-1,1
Réductions de régimes	-0,2			-0,2
Limitation des surplus		-0,1		-0,1
Charge de l'exercice	1,7	1,1	2,1	4,9
<i>dont France</i>	<i>1,1</i>	<i>2,7</i>	<i>1,7</i>	<i>5,5</i>
<i>dont autres pays</i>	<i>0,6</i>	<i>-1,6</i>	<i>0,4</i>	<i>-0,6</i>

(1) Dont 0,8 million d'euros de reclassement de provision retraite, 0,5 million d'euros de transferts de dettes actuarielles et d'actifs financiers dans le fonds anglais, et 1,2 million d'euros de dettes actuarielles couvertes par 1,0 million d'euros d'actifs au titre de l'acquisition de la société Médiakiosk.

(2) Dont -1,4 million d'euros de modification du plan de pension anglais (changement de l'indice de référence retenu pour la revalorisation des rentes (passant ainsi du RPI au CPI) à la suite d'une décision du gouvernement britannique), 1,5 million d'euros de dettes actuarielles au titre de la couverture médicale de certains retraités français, -7,4 millions d'euros au titre de la liquidation de la dette actuarielle du plan de pension néerlandais et -5,8 millions d'euros au titre de la liquidation des actifs de couverture de ce même plan.

(3) Dont 2,2 millions d'euros liés aux changements d'hypothèses et -0,3 million d'euros lié aux écarts d'expérience.

(4) Les taux de rendement des fonds des régimes ont été déterminés dans chaque pays concerné en fonction de l'allocation des actifs observée sur chacun des fonds au 31 décembre 2010.

(5) Les écarts actuariels générés sur les actifs de couverture sont des écarts d'expérience.

▪ en 2012 :

<i>En millions d'euros</i>	Régimes de retraite		Autres avantages à long terme	Total
	non financés	financés		
Evolution de la dette actuarielle				
Ouverture	16,8	68,7	7,1	92,6
Coût des services rendus	0,8	2,1	0,6	3,5
Intérêts sur la dette	0,5	3,4	0,3	4,2
Transferts de régimes ⁽¹⁾	-4,8	4,8		0,0
Modifications de régimes	-0,1			-0,1
Ecarts actuariels ⁽²⁾	1,4	7,9	0,2	9,5
Prestations payées	-0,8	-2,1	-0,5	-3,4
Autres (Ecarts de change)		1,0		1,0
Dette actuarielle à la clôture	13,8	85,8	7,7	107,3
<i>dont France</i>	<i>7,4</i>	<i>42,4</i>	<i>4,4</i>	<i>54,2</i>
<i>dont autres pays</i>	<i>6,4</i>	<i>43,4</i>	<i>3,3</i>	<i>53,1</i>
Evolution des actifs				
Ouverture		41,3		41,3
Rendement attendu ⁽³⁾		1,9		1,9
Ecarts actuariels ⁽⁴⁾		0,7		0,7
Contributions employeur		2,2		2,2
Prestations payées		-2,1		-2,1
Autres (Ecarts de change)		0,8		0,8
Actifs à la clôture		44,8		44,8
<i>dont France</i>		<i>6,7</i>		<i>6,7</i>
<i>dont autres pays</i>		<i>38,1</i>		<i>38,1</i>
Provision				
Couverture financière	13,8	41,0	7,7	62,5
Ecarts actuariels non amortis	-3,7	-15,2		-18,9
Coût des services passés non amortis	-0,2	-1,5		-1,7
Actif non comptabilisé				0,0
Provision à la clôture	9,9	24,3	7,7	41,9
<i>dont France</i>	<i>5,1</i>	<i>22,1</i>	<i>4,4</i>	<i>31,6</i>
<i>dont autres pays</i>	<i>4,8</i>	<i>2,2</i>	<i>3,3</i>	<i>10,3</i>
Charge de retraite				
Coût des services rendus	0,8	2,1	0,6	3,5
Intérêts sur la dette	0,5	3,4	0,3	4,2
Rendement attendu des placements		-1,9		-1,9
Amortissement des écarts actuariels	0,1	0,3	0,2	0,6
Amortissement du coût des services passés		0,2		0,2
Transferts de régimes	0,8	-0,8		0,0
Limitation des surplus				0,0
Charge de l'exercice	2,2	3,3	1,1	6,6
<i>dont France</i>	<i>1,5</i>	<i>2,7</i>	<i>0,5</i>	<i>4,7</i>
<i>dont autres pays</i>	<i>0,7</i>	<i>0,6</i>	<i>0,6</i>	<i>1,9</i>

(1) Reclassement entre le régime financé et le régime non financé de dette actuarielle en France pour un montant de 4,8 millions d'euros.

(2) Dont 8,2 millions d'euros liés aux changements d'hypothèses et 1,3 million d'euros lié aux écarts d'expérience.

(3) Les taux de rendement des fonds des régimes ont été déterminés dans chaque pays concerné en fonction de l'allocation des actifs observée sur chacun des fonds au 31 décembre 2011.

(4) Les écarts actuariels générés sur les actifs de couverture sont des écarts d'expérience.

La dette actuarielle du Groupe au 31 décembre 2012 s'élève à 107,3 millions d'euros et est principalement située dans trois pays : France (51 % de la dette actuarielle totale), Royaume-Uni (35 %) et Autriche (6 %).

Les évaluations ont été effectuées par un actuair indépendant qui a également réalisé des tests de sensibilité pour chacun des plans.

Les résultats des tests de sensibilité montrent qu'une diminution de 50 points de base du taux d'actualisation aurait un impact à la hausse de 6,6 millions d'euros sur le montant de la valeur actuelle de la dette actuarielle. Les variations observées dans le cadre de

ces tests de sensibilité ne remettent pas en cause les taux retenus dans le cadre de l'établissement des comptes, taux jugés les plus proches du marché.

Les écarts actuariels négatifs restant à amortir au 31 décembre 2012 s'élèvent à -18,9 millions d'euros et concernent principalement les sociétés françaises.

Le coût des services passés non amortis au 31 décembre 2012 s'élève à -1,7 million d'euros et correspond d'une part au surcoût généré par l'application de la loi Fillon en 2003 et d'autre part au profit généré par l'application de la loi Fillon 2010 sur le relèvement progressif de l'âge légal de départ en retraite (passage de 61 ans à 62 ans) du personnel non cadre. Ce montant fait l'objet d'un amortissement sur la durée moyenne restant à courir jusqu'à ce que les droits correspondants soient acquis au personnel.

Les mouvements nets des régimes de retraite et assimilés sont les suivants :

<i>En millions d'euros</i>	2012	2011
Au 1er janvier	38,6	36,6
Charge de l'exercice	6,6	4,9
Ecarts de conversion	0,1	0,1
Cotisations versées	-2,2	-2,9
Prestations payées	-1,3	-1,1
Autres ⁽¹⁾	0,1	1,0
Au 31 décembre	41,9	38,6

(1) Dont 0,8 million d'euros de reclassement de provision pour retraite et 0,2 million d'euros de provision pour retraite au titre de l'entrée de Médiakiosk dans le Groupe en 2011.

La décomposition des actifs des régimes couverts est la suivante :

	2012				2011			
	Répartition des actifs à la clôture		Taux de rendement attendu des actifs sur l'exercice ⁽¹⁾		Répartition des actifs à la clôture		Taux de rendement attendu des actifs sur l'exercice ⁽¹⁾	
	En M€	En %	Zone Euro	Royaume-Uni	En M€	En %	Zone Euro	Royaume-Uni
Actions	20,3	45%	6,5%	5,8%	17,6	43%	6,5%	7,2%
Obligations	19,6	44%	4,1%	2,8%	18,7	45%	4,1%	4,2%
Immobilier	1,9	4%	4,7%	5,8%	1,9	5%	4,7%	
Autres	3,0	7%	4,5%	0,5%	3,1	7%	4,5%	7,2%
Total	44,8	100%	4,5%	4,6%	41,3	100%	4,5%	5,6%

(1) Les taux de rendement à long terme attendus sur les actifs de couverture sont déterminés sur la base des performances historiques, des perspectives actuelles et à long terme des actifs composant les fonds de couvertures.

Le Groupe prévoit de verser en 2013 des cotisations aux fonds de couverture de 0,4 million d'euros.

L'information rétrospective sur les avantages postérieurs à l'emploi est la suivante :

<i>En millions d'euros</i>	2012	2011	2010	2009	2008
Dette actuarielle à la clôture	107,3	92,6	89,4	82,9	71,4
Actifs à la clôture	44,8	41,3	42,1	37,4	31,7
Couverture financière	62,5	51,3	47,3	45,5	39,7
Ecarts actuariels d'expérience sur la dette actuarielle	1,3	-0,3	-2,8	-0,4	0,1
<i>en % de la dette actuarielle</i>	<i>1,2%</i>	<i>-0,3%</i>	<i>-3,1%</i>	<i>-0,5%</i>	<i>0,1%</i>
Ecarts actuariels d'expérience sur l'actif	0,7	-0,8	2,3	2,8	-8,2
<i>en % de l'actif</i>	<i>1,6%</i>	<i>-1,9%</i>	<i>5,5%</i>	<i>7,5%</i>	<i>-25,9%</i>

2.17. Endettement financier net

<i>En millions d'euros</i>		31/12/2012			31/12/2011		
		Part courante	Part non courante	Total	Part courante	Part non courante	Total
Dettes financières brutes au bilan	(1)	260,5	140,2	400,7	71,1	357,8	428,9
Instruments financiers dérivés actifs				0,0			0,0
Instruments financiers dérivés passifs		22,5	6,1	28,6	0,1	17,7	17,8
Instruments financiers de couverture	(2)	22,5	6,1	28,6	0,1	17,7	17,8
Trésorerie et équivalents de trésorerie		458,9		458,9	288,7		288,7
Concours bancaires		-13,4		-13,4	-9,7		-9,7
Trésorerie nette	(3)	445,5	0,0	445,5	279,0	0,0	279,0
Retraitement des prêts liés aux sociétés consolidées en proportionnelle (*)	(4)	10,4	8,3	18,7	13,3	6,9	20,2
Dettes financières nettes (hors engagements de rachat de minoritaires)	(5)=(1)+(2)-(3)-(4)	-172,9	138,0	-34,9	-221,1	368,6	147,5

(*) La dette financière nette est retraitée des prêts liés aux sociétés consolidées selon la méthode de l'intégration proportionnelle lorsque le financement est réparti entre les différents actionnaires.

Les dettes sur engagements de rachat de minoritaires font l'objet d'un enregistrement séparé et ne sont donc pas incluses dans la dette financière. Elles sont détaillées au paragraphe 2.18 « Dettes sur engagements de rachat de minoritaires ».

Les instruments financiers dérivés et les caractéristiques de la dette avant et après couvertures sont détaillés au paragraphe 2.19 « Instruments dérivés ».

Les analyses de la dette réalisées ci-après sont menées sur la base de la dette financière économique qui se détermine en corrigeant la valeur comptable de la dette (dette financière brute au bilan), de l'impact de la revalorisation à la juste valeur du fait des couvertures et du coût amorti (retraitements IAS 39) :

<i>En millions d'euros</i>		31/12/2012			31/12/2011		
		Part courante	Part non courante	Total	Part courante	Part non courante	Total
Dettes financières brutes au bilan	(1)	260,5	140,2	400,7	71,1	357,8	428,9
Impact du coût amorti			3,1	3,1		0,5	0,5
Impact de la couverture de juste valeur		18,0	5,8	23,8		18,0	18,0
Revalorisation IAS 39	(2)	18,0	8,9	26,9	0,0	18,5	18,5
Dettes financières économiques	(3)=(1)+(2)	278,5	149,1	427,6	71,1	376,3	447,4

Au 31 décembre 2012, la dette financière économique se décompose de la façon suivante :

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2012			31/12/2011		
	Part courante	Part non courante	Total	Part courante	Part non courante	Total
Emprunts obligataires	194,9	97,4	292,3		292,3	292,3
Emprunts auprès des établissements de crédit	63,0	20,3	83,3	45,2	47,2	92,4
Emprunts et dettes financières divers	11,3	25,0	36,3	20,3	31,5	51,8
Emprunts de location financement	7,6	6,4	14,0	2,9	5,3	8,2
Intérêts courus	1,7		1,7	2,7		2,7
Dettes financières économiques	278,5	149,1	427,6	71,1	376,3	447,4

La dette financière du Groupe est principalement composée de l'emprunt obligataire porté par JCDecaux SA :

<i>En millions d'euros</i>	Montant en valeur économique	Montant en valeur comptable	Montant en valeur de marché	Date d'émission	Date d'échéance
Emprunt obligataire (USPP)	292,3	268,4	267,5	avril 2003	avril 2013 et avril 2015

Ces dettes ne faisant pas l'objet d'une cotation sur les marchés, les valorisations indiquées reposent notamment sur des informations fournies par les banques. L'utilisation d'hypothèses ou de méthodes d'évaluation différentes pourrait avoir un effet sur les valeurs estimées.

La dette financière du Groupe comprend également :

- des emprunts bancaires portés par les filiales de JCDecaux SA, pour un montant de 83,3 millions d'euros ;
- des dettes de location financement pour 14,0 millions d'euros détaillées dans la dernière partie du présent paragraphe ;
- des emprunts et dettes financières divers pour 36,3 millions d'euros qui comprennent principalement les emprunts souscrits par les filiales de JCDecaux SA non détenues à 100 % et accordés par les autres actionnaires de ces filiales ;
- des intérêts courus pour un montant de 1,7 million d'euros.

Le taux d'intérêt effectif moyen des dettes de JCDecaux SA, après prise en compte des couvertures de taux d'intérêt, est de l'ordre de 1,9 % sur l'année 2012.

Le Groupe dispose également au 31 décembre 2012 d'une ligne de crédit revolving confirmée pour un montant de 600,0 millions d'euros, portée par JCDecaux SA et d'échéance février 2017. Cette ligne est non tirée au 31 décembre 2012.

Les sources de financement de JCDecaux SA sont confirmées, mais imposent le respect de « covenants », calculés sur la base des comptes consolidés.

Ils requièrent du Groupe de maintenir les ratios financiers suivants :

- Ratio de couverture d'intérêts : marge opérationnelle / frais financiers nets strictement supérieur à 3,5 ; applicable à l'emprunt obligataire (USPP) et à la ligne de crédit revolving confirmée.
- Ratio d'endettement net : dette financière nette / marge opérationnelle strictement inférieur à 3,5 ; applicable à l'emprunt obligataire (USPP).

Au 31 décembre 2012, le Groupe respecte ces « covenants » avec des valeurs très éloignées des limites requises.

Echéance des dettes financières (hors lignes de crédit confirmées non utilisées)

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2012	31/12/2011
Échéance à moins d'un an	278,5	71,1
Échéance à plus d'un an et moins de 5 ans	143,8	367,0
Échéance à plus de 5 ans	5,3	9,3
Total	427,6	447,4

Ventilation des dettes financières par devise

Ventilation des dettes par devise (après swaps d'émission et swaps de change)

	31/12/2012		31/12/2011	
	En M€	En %	En M€	En %
Euro	427,5	100%	373,9	84%
Dollar américain	38,9	9%	7,6	2%
Shekel israélien	26,2	6%	25,0	6%
Yuan chinois	22,2	5%	34,2	8%
Livre turque	18,3	4%	20,4	5%
Yen japonais	18,2	4%	24,3	5%
Roupie indienne	14,9	3%	12,8	2%
Dirham des Emirats Arabes Unis ⁽¹⁾	-26,2	-6%	-13,5	-3%
Dollar de Hong-Kong ⁽¹⁾	-112,1	-25%	-79,2	-18%
Autres ⁽¹⁾	-0,3	0%	41,9	9%
Total	427,6	100%	447,4	100%

(1) Les montants négatifs correspondent à des positions prêteuses.

Ventilation des dettes par taux d'intérêt (hors lignes de crédit confirmées non utilisées)

Ventilation des dettes par taux d'intérêt (avant couvertures fermes et optionnelles)

	31/12/2012	31/12/2011
<i>En millions d'euros</i>		
Taux fixe	174,0	172,7
Taux variable	253,6	274,7
Total	427,6	447,4

Ventilation des dettes par taux d'intérêt (après couvertures fermes et optionnelles)

	31/12/2012		31/12/2011	
	En M€	En %	En M€	En %
Taux fixe	32,5	8%	30,5	7%
Taux variable couvert par options	100,0	23%	105,0	23%
Taux variable	295,1	69%	311,9	70%
Total	427,6	100%	447,4	100%

Dettes financières liées aux contrats de location financement

La dette financière liée aux contrats de location financement se décompose de la façon suivante :

	31/12/2012			31/12/2011		
<i>En millions d'euros</i>	Paiements futurs minimaux non actualisés	Effet d'actualisation	Dettes de location financement	Paiements futurs minimaux non actualisés	Effet d'actualisation	Dettes de location financement
Moins d'un an	7,9	0,4	7,5	3,0	0,1	2,9
Entre 1 et 5 ans	6,6	0,3	6,3	5,5	0,2	5,3
Plus de 5 ans	0,2	0,0	0,2	0,0	0,0	0,0
Total	14,7	0,7	14,0	8,5	0,3	8,2

2.18. Dettes sur engagements de rachat de minoritaires

Le montant des dettes sur engagements de rachat de minoritaires est de 117,4 millions d'euros au 31 décembre 2012 contre 91,9 millions d'euros au 31 décembre 2011.

Elles sont composées principalement d'un engagement d'achat, auprès de la société partenaire Progress, de sa participation dans la société Gewista Werbe GmbH, exerçable entre le 1er janvier 2019 et le 31 décembre 2019, pour une valeur actualisée au passif de l'état de situation financière de 72,7 millions d'euros.

L'augmentation de 25,5 millions d'euros des dettes sur engagements de rachat de minoritaires entre le 31 décembre 2011 et le 31 décembre 2012 correspond aux charges d'actualisation enregistrées sur la période et à de nouveaux engagements de rachat de minoritaires liées aux évolutions de périmètre de l'exercice.

2.19. Instruments dérivés

Le Groupe n'utilise des produits dérivés qu'à des fins de couverture contre les risques de taux et de change. L'utilisation des instruments dérivés concerne principalement la société JCDecaux SA.

2.19.1. Instruments dérivés de couverture à l'émission des emprunts obligataires

En 2003, en émettant son emprunt obligataire (USPP) aux Etats-Unis, JCDecaux SA a levé des ressources dont une part significative (250 millions de dollars) était libellée en dollar américain et à taux fixe. Le Groupe n'ayant pas généré de besoins de financement libellés en dollar américain d'un tel montant et privilégiant une indexation variable pour ses emprunts à moyen et long terme, JCDecaux SA a procédé, concomitamment à l'émission de son emprunt obligataire, à la mise en place de swaps d'émission pour se protéger contre le risque de variation de juste valeur de la dette.

Au 31 décembre 2012, l'emprunt obligataire (USPP) se présente ainsi - avant et après couvertures - :

	Tranche B	Tranche C	Tranche D	Tranche E
Montant avant couverture	100 MUSD	100 MEUR	50 MUSD	50 MEUR
Echéance	avril 2013	avril 2013	avril 2015	avril 2015
Remboursement	In fine	In fine	In fine	In fine
Taux d'intérêt avant couverture	Taux fixe USD	EURIBOR	Taux fixe USD	EURIBOR
Instrument de couverture	swap de base combiné à un swap de taux d'intérêt : receveur de taux fixe USD / payeur de taux variable EURIBOR	NA	swap de base combiné à un swap de taux d'intérêt : receveur de taux fixe USD / payeur de taux variable EURIBOR	NA
Montant après couverture	94,9 MEUR	100 MEUR	47,4 MEUR	50 MEUR
Taux d'intérêt après couverture	EURIBOR	EURIBOR	EURIBOR	EURIBOR

Ces swaps d'émission remplissent les conditions pour être qualifiés de couverture de juste valeur au sens de la norme IAS 39. Les caractéristiques des dettes couvertes et des instruments de couverture sont identiques, la couverture est donc parfaite.

L'élément couvert étant valorisé à la juste valeur, les variations de l'élément couvert sont compensées par des variations symétriques de valeur des instruments dérivés. Ainsi, les impacts au niveau du compte de résultat sont neutralisés.

Les valeurs de marché de ces instruments dérivés ont été déterminées par actualisation du différentiel de flux de trésorerie sur la base des taux « zéro coupon » en vigueur à la date de clôture :

<i>En millions d'euros</i>	Traitement IAS39	Valeur de marché au 31/12/12	Valeur de marché au 31/12/11
Swap de taux d'intérêt	Couverture des variations de juste valeur de la dette liées aux variations de taux d'intérêt	5,5	8,7
Swap de base	Couverture des variations de juste valeur de la dette liées aux variations de taux de change	-28,6	-26,3
Total		-23,1	-17,6

2.19.2. Autres instruments dérivés de taux d'intérêt

Au 31 décembre 2012, le Groupe détient 100 millions d'euros de couvertures de taux d'intérêt sous forme de caps spread et de vente de floors d'échéance 2014 et 0,7 million d'euros sous forme de swap de taux d'intérêt d'échéance 2015.

Au sens de l'IAS 39, l'efficacité de ces instruments financiers par rapport aux éléments couverts n'est pas démontrée. A ce jour, le Groupe ne souhaite pas appliquer une comptabilité de couverture à ces instruments. En conséquence, seule la valeur de marché de ces instruments est enregistrée à l'actif ou au passif de l'état de situation financière, les variations de valeur sont enregistrées en compte de résultat.

Les valeurs de marché utilisées pour ce type d'instrument dérivé sont les valorisations communiquées par les banques.

Au 31 décembre 2012, la valeur de marché de ces instruments financiers s'élève à -0,6 million d'euros contre -0,1 million d'euros au 31 décembre 2011.

2.19.3. Instruments de change (hors instruments financiers d'émission)

L'exposition du Groupe au risque de change provient de son activité à l'étranger. Cependant, du fait de sa structure opérationnelle, le Groupe JCDecaux est peu sensible, en termes de flux, aux variations des devises car les filiales situées dans chaque pays n'opèrent

que sur leur propre territoire et les prestations ou achats intra-groupe sont faibles. De ce fait, la majeure partie du risque de change provient des effets de conversion des comptes exprimés en devise locale vers les comptes consolidés exprimés en euro.

Le risque de change sur les flux provient principalement des opérations financières (refinancement et recyclage de la trésorerie des filiales étrangères en application de la politique de centralisation de la trésorerie du Groupe). Le Groupe couvre ce risque en mettant en place principalement des swaps de change à court terme.

Du fait de l'élimination en consolidation de ces prêts et emprunts intra-groupe, seule la valorisation des instruments financiers de couverture apparaît à l'actif ou au passif de l'état de situation financière.

Au 31 décembre 2012, les positions contractées par le Groupe sont les suivantes (positions nettes) :

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2012	31/12/2011
<i>Achats à terme contre euro :</i>		
Dollar de Hong-Kong	112,0	79,2
Dirham des Emirats Arabes Unis	26,2	13,5
Dollar américain	15,0	8,4
Dollar australien	12,8	10,4
Autres	29,1	13,2
<i>Ventes à terme contre euro :</i>		
Shekel Israélien	26,2	25,0
Livre turque	18,3	20,7
Yen japonais	13,4	17,6
Livre sterling	8,3	22,3
Autres	6,9	6,5
<i>Achats à terme contre réal brésilien :</i>		
Dollar américain	9,4	0,0

Au 31 décembre 2012, la valeur de marché de ces instruments financiers s'élève à -4,9 millions d'euros contre -0,1 million d'euros au 31 décembre 2011.

2.20. Fournisseurs et autres créditeurs (passif courant)

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2012	31/12/2011
Fournisseurs et autres dettes d'exploitation	556,0	505,7
Dettes fiscales et sociales	162,8	171,6
Dettes sur acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles	11,1	16,1
Dettes sur acquisition d'immobilisations financières	3,4	14,4
Autres dettes	16,6	16,1
Avances et acomptes reçus	14,9	23,0
Produits constatés d'avance	76,7	75,6
Total	841,5	822,5

L'augmentation des dettes courantes de 19,0 millions d'euros au 31 décembre 2012 est principalement liée à la progression de l'activité.

Les dettes d'exploitation sont des dettes de maturité inférieure ou égale à un an.

3. COMMENTAIRES SUR LE COMPTE DE RÉSULTAT

3.1. Charges d'exploitation nettes

<i>En millions d'euros</i>	2012	2011
Baux et redevances	-999,3	-901,8
Autres charges d'exploitation nettes	-497,9	-479,3
Impôts et taxes	-5,7	-6,1
Frais de personnel	-517,7	-493,7
Coûts directs d'exploitation & Coûts commerciaux, généraux & administratifs ⁽¹⁾	-2 020,6	-1 880,9
Dotations aux provisions nettes des reprises	5,3	21,0
Dotations aux amortissements nettes des reprises	-255,5	-228,9
Perte de valeur des goodwill	-38,0	0,0
Pièces détachées maintenance	-37,1	-37,9
Autres produits opérationnels	7,2	8,7
Autres charges opérationnelles	-13,5	-17,9
Total	-2 352,2	-2 135,9

(1) dont -1 619,1 millions d'euros de « Coûts directs d'exploitation » et -401,5 millions d'euros de « Coûts commerciaux, généraux & administratifs » en 2012 (contre respectivement -1 500,8 millions d'euros et -380,1 millions d'euros en 2011).

Baux et redevances

Ce poste comprend les baux et redevances que le Groupe paie aux propriétaires, municipalités, aéroports, sociétés de transport et centres commerciaux.

En 2012, les baux et redevances payés en contrepartie d'un droit d'exploitation publicitaire s'élèvent à 999,3 millions d'euros :

<i>En millions d'euros</i>	Total	Charges fixes	Charges variables
Redevances Mobilier Urbain et Transport	-853,0	-530,1	-322,9
Baux Affichage	-146,3	-117,2	-29,1
Total	-999,3	-647,3	-352,0

Les charges variables sont déterminées en fonction des conditions contractuelles : les loyers et redevances qui fluctuent en fonction du niveau de chiffre d'affaires sont considérés comme des charges variables. Les loyers et redevances qui fluctuent selon le nombre de mobiliers sont considérés comme des charges fixes.

Autres charges d'exploitation nettes

Ce poste comprend cinq grandes catégories de coûts :

- les coûts de sous-traitance pour certaines activités de maintenance ;
- les coûts des prestations de services et des matériels relatifs à l'exploitation ;
- les honoraires et frais de fonctionnement, hors frais de personnel, des différents services du Groupe ;
- les charges de location simple ;
- les frais de timbres et taxes sur affichage.

Les charges de location simple, d'un montant de 46,4 millions d'euros en 2012, sont des charges fixes.

Frais de recherche et développement

Les frais de recherche et frais de développement non capitalisés sont inclus dans les postes « Autres charges d'exploitation nettes » et « Frais de personnel » ; ils s'élèvent à 6,9 millions d'euros en 2012, contre 7,6 millions d'euros en 2011.

Impôts et taxes

Ce poste comprend les impôts et charges similaires autres que l'impôt sur les bénéfices. Les principaux impôts comptabilisés dans ce poste sont les impôts fonciers.

Frais de personnel

Ce poste comprend les salaires, charges sociales, paiements en actions et avantages versés au personnel, y compris le personnel chargé de l'installation et de l'entretien du mobilier, les équipes de recherche et développement, la force de vente ainsi que le personnel administratif.

Ce poste prend également en compte les charges liées aux plans d'intéressement et de participation des salariés français.

<i>En millions d'euros</i>	2012	2011
Rémunérations et avantages divers	-408,0	-388,6
Charges sociales	-104,2	-101,1
Charges liées aux paiements en actions	-5,5	-4,0
Total	-517,7	-493,7

Les frais de personnel liés aux avantages postérieurs à l'emploi se décomposent de la façon suivante :

<i>En millions d'euros</i>	2012	2011
Retraites	-5,5	-2,8
Autres avantages à long terme	-1,1	-2,1
Total ⁽¹⁾	-6,6	-4,9

(1) Dont -3,1 millions d'euros de charges liées aux retraites et autres avantages à long terme incluses sur la ligne « dotations aux provisions nettes des reprises » en 2012, contre -0,9 million d'euros en 2011.

Les charges de paiement en actions liées à IFRS 2 s'élèvent à 5,5 millions d'euros en 2012 contre 4,0 millions d'euros en 2011.

Détail des plans d'actions gratuites :

	Plan 2012	Plan 2011
Date d'attribution	21/02/2012	17/02/2011
Nombre de bénéficiaires	1	1
Date d'acquisition	21/02/2016	17/02/2015
Nombre d'actions gratuites	21 900	13 076
Taux sans risque (en %)	1,35	2,27
Cours à la date d'attribution (en €)	20,21	24,00
Dividende /action attendu année N+1 (en €) ⁽¹⁾	0,44	0,00
Dividende /action attendu année N+2 (en €) ⁽¹⁾	0,45	0,40
Dividende /action attendu année N+3 (en €) ⁽¹⁾	0,45	0,55
Dividende /action attendu année N+4 (en €) ⁽¹⁾	0,47	0,70
Juste Valeur des actions gratuites (en €)	18,63	22,64

(1) Consensus des analystes financiers sur les dividendes futurs (source Bloomberg)

Détail des plans de stock-options :

	Plan 2012	Plan 2011	Plan 2010	Plan 2009	Plan 2008	Plan 2007	Plan 2006
Date d'attribution	21/02/2012	17/02/2011	01/12/2010	23/02/2009	15/02/2008	20/02/2007	20/02/2006
Date de fin d'acquisition des droits	21/02/2015	17/02/2014	01/12/2013	23/02/2012	15/02/2011	20/02/2010	20/02/2009
Date d'expiration	21/02/2019	17/02/2018	01/12/2017	23/02/2016	15/02/2015	20/02/2014	20/02/2013
Nombre de bénéficiaires	215	220	2	2	167	178	4
Nombre d'options	1 144 734	934 802	76 039	101 270	719 182	763 892	70 758
Prix d'exercice	19,73 €	23,49 €	20,20 €	11,15 €	21,25 €	22,58 €	20,55 €

Variations du nombre de stock-options durant la période et prix d'exercice moyen par catégories d'options :

ANNÉE	2012	Prix de levée moyen	Prix d'exercice moyen	2011	Prix de levée moyen	Prix d'exercice moyen
Nombre d'options en vie en début de période	2 783 441		21,63 €	2 208 451		20,35 €
- Options octroyées durant la période	1 144 734		19,73 €	934 802		23,49 €
- Options annulées durant la période	110 530		21,70 €	120 146		22,15 €
- Options exercées durant la période	239 620	20,40 €	19,82 €	237 000	22,94 €	16,78 €
- Options venues à expiration durant la période	193 559		19,81 €	2 666		21,25 €
Nombre d'options en vie en fin de période	3 384 466		21,22 €	2 783 441		21,63 €
Nombre d'options exerçables en fin de période	1 654 383		21,44 €	1 796 917		20,93 €

Détail par plan des options en vie aux 31 décembre 2012 et 31 décembre 2011 :

Plan / Date d'attribution	31/12/2012			31/12/2011		
	En nombre d'options	Durées de vie restantes en années	Prix d'exercice moyen en euros	En nombre d'options	Durées de vie restantes en années	Prix d'exercice moyen en euros
2005				439 855	0,18	19,81
2006	52 413	0,14	20,55	52 413	1,14	20,55
2007	585 349	1,14	22,58	610 813	2,14	22,58
2008	573 413	2,14	21,25	600 976	3,14	21,25
2009	101 270	3,15	11,15	101 270	4,15	11,15
2010	76 039	4,92	20,20	76 039	5,92	20,20
2011	873 736	5,13	23,49	902 075	6,13	23,49
2012	1 122 246	6,14	19,73			
Total	3 384 466		21,22	2 783 441		21,63

Détail des hypothèses utilisées dans le modèle de Black & Scholes pour la valorisation de chacun des plans suivants :

Hypothèses	2012	2011	2010	2009	2008	2007	2006
- Prix du support à la date d'octroi	20,21 €	24,00 €	19,93 €	9,99 €	20,46 €	22,86 €	20,70 €
- Volatilité estimée	38,41 %	36,71 %	36,56 %	31,74 %	24,93 %	28,66 %	29,43 %
- Taux d'intérêt sans risques	1,35 %	2,27 %	1,69 %	2,31 %	3,37 %	4,02 %	3,11 %
- Durée de vie estimée des options (années)	4,5	4,5	4,5	4,5	4,5	4,5	4,5
- Taux de turnover estimé	3,33 %	3,33 %	0,00 %	0,00 %	2,00 %	5,00 %	0,00 %
- Taux de distribution du dividende ⁽¹⁾	2,16 %	1,20 %	1,08 %	2,41 %	2,56 %	2,00 %	1,90 %
- Juste valeur des options	⁽²⁾ 5,72 €	⁽²⁾ 7,45 €	5,82 €	2,00 €	3,77 €	5,76 €	5,11 €

(1) Consensus des analystes financiers sur les dividendes futurs (source Bloomberg).

(2) Cette juste valeur unitaire ne tient pas compte de l'effet de « turn-over ».

La durée de vie des options retenue est la période qui s'étend de leur date d'attribution à la date que le Management estime être la plus probable pour leur exercice.

Pour la valorisation des plans 2006 à 2012, le Groupe bénéficiant d'un historique plus important a pu affiner ses hypothèses de calcul de la volatilité. Ainsi, la première année de cotation, jugée anormale notamment au regard des fortes variations de cours inhérentes à l'introduction en bourse et à l'effet cumulé du 11 septembre 2001, n'a pas été retenue dans le calcul de la volatilité.

D'autre part, sur la base des comportements observés, le Groupe a considéré au moment de l'émission des plans que la durée moyenne d'exercice correspondait à 4,5 ans après la date d'émission des options.

Dotations aux amortissements et provisions nettes des reprises

Les dotations aux amortissements nettes des reprises ont augmenté de 26,6 millions d'euros. Les dotations aux provisions nettes des reprises ont diminué de 15,7 millions d'euros et représentaient notamment en 2011 des reprises de provisions suite au dénouement de litiges en Asie pour 8,3 millions d'euros.

Ce poste comprend en 2012 une dépréciation de -7,8 millions d'euros relative aux tests de pertes de valeur réalisés, dont 0,6 million d'euros de reprise de provision pour perte à terminaison. Ce poste comprenait en 2011 une reprise nette de 1,9 million d'euros, dont 0,6 million d'euros de reprise de provision pour perte à terminaison.

Perte de valeur des goodwill

Au 31 décembre 2012, une perte de valeur des goodwill a été constatée sur les goodwill de l'UGT Affichage Europe (hors France et Royaume-Uni) pour un montant de 38,0 millions d'euros.

Pièces détachées maintenance

Ce poste comprend le coût des pièces détachées de mobilier urbain utilisées dans le cadre des opérations de maintenance du réseau publicitaire, à l'exclusion des glaces de rechange et produits de nettoyage, ainsi que les pertes de valeur des stocks.

Autres produits et charges opérationnels

Les autres produits et charges opérationnels se décomposent de la façon suivante :

<i>En millions d'euros</i>	2012	2011
Plus-values sur cessions d'actifs financiers et produits sur variations de périmètre	6,3	7,5
Plus-values sur cessions d'actifs incorporels et corporels	0,7	0,8
Autres produits de gestion	0,2	0,4
Autres produits opérationnels	7,2	8,7
Moins-values sur cessions d'actifs financiers et charges sur variations de périmètre	-0,1	-1,0
Moins-values sur cessions d'actifs incorporels et corporels	-2,7	-4,6
Autres charges de gestion	-10,7	-12,3
Autres charges opérationnelles	-13,5	-17,9
Total	-6,3	-9,2

Les plus-values sur cessions d'actifs financiers et produits sur variations de périmètre d'un montant de 6,3 millions d'euros en 2012 sont principalement liés à la réévaluation de la quote-part antérieurement détenue dans Soravia suite à la prise de contrôle du groupe Megaboard Soravia en Autriche pour 2,6 millions d'euros et à la réévaluation de la quote-part détenue antérieurement dans Arge Autobahnwerbung GmbH en Autriche pour 2,5 millions d'euros.

En 2012, les autres charges de gestion d'un montant de -10,7 millions d'euros comprennent principalement des coûts d'acquisition pour -4,9 millions d'euros, les frais de restructuration pour -2,9 millions d'euros et les risques de pénalités pour -1,6 million d'euros.

Les plus-values sur cessions d'actifs financiers et produits sur variations de périmètre d'un montant de 7,5 millions d'euros en 2011 étaient liés à la réévaluation de la quote-part antérieurement détenue lors de la prise de contrôle de JCDecaux Korea, Inc. en Corée du Sud en janvier 2011 et comprenaient le badwill enregistré lors de la variation de pourcentage d'intégration de BigBoard en Ukraine et en Russie.

Les moins-values sur cessions d'actifs financiers et charges sur variations de périmètre s'élevaient à -1,0 million d'euros en 2011 et étaient liées à la réévaluation lors de la prise de contrôle d'Adbooth Pty Ltd en Australie et de Garmoniya en Ukraine.

En 2011, les autres charges de gestion s'élevaient à -12,3 millions d'euros et concernaient principalement les effets du dénouement de litiges en Asie. Ces frais étaient compensés par une reprise de provisions sur la ligne « Dotations aux amortissements et provisions nettes ». Elles comprenaient également des amendes et pénalités et des frais de restructuration.

3.2. Résultat financier

<i>En millions d'euros</i>	2012	2011
Produits financiers	9,6	7,3
Charges financières	-17,3	-29,4
Intérêts financiers nets (1)	-7,7	-22,1
Dividendes	0,0	0,0
Différences nettes de change	-0,9	-5,1
Impact IAS 39 Change	-0,1	0,4
Impact IAS 39 Taux	0,0	0,0
Variation de valeur des dérivés non qualifiés de couverture	-0,4	0,0
Impact du coût amorti	-1,1	-1,3
Impact IAS 39	-1,6	-0,9
Produits (charges) nets d'actualisation	-17,2	-11,1
Coût des garanties bancaires	-2,1	-1,0
Dotations aux provisions pour risques financiers	-0,3	-1,2
Reprises de provisions pour risques financiers	0,9	0,6
Dotations nettes aux provisions financières	0,6	-0,6
Résultat net de cession d'actifs financiers	-0,5	8,8
Autres	0,1	-0,3
Autres charges et produits financiers (2)	-21,6	-10,2
Résultat financier (3) = (1) + (2)	-29,3	-32,3
<i>Total produits financiers</i>	<i>10,8</i>	<i>16,7</i>
<i>Total charges financières</i>	<i>-40,1</i>	<i>-49,0</i>

En 2012, le résultat financier représente une charge nette de -29,3 millions d'euros, contre -32,3 millions d'euros en 2011, soit une amélioration de 3,0 millions d'euros.

Les évolutions favorables sont une variation positive de 3,7 millions d'euros des impacts de change et une diminution de 14,4 millions d'euros des intérêts financiers nets. Ces effets positifs sont en partie compensés par une augmentation des charges d'actualisation de 6,1 millions d'euros, liée principalement à l'effet de la baisse du taux d'actualisation sur les dettes sur engagements de rachat de minoritaires, et par la cession en 2011 d'une participation minoritaire dans la société Tulip (Hong Kong) pour 8,6 millions d'euros.

L'évolution des intérêts financiers nets s'explique d'une part par une charge en 2011 de -9,7 millions d'euros représentant la valeur actualisée des remboursements futurs liés à la clause de retour à meilleure fortune sur un abandon de créance réalisé par un minoritaire en faveur d'une société du Groupe, et d'autre part par une diminution de 4,7 millions d'euros des intérêts financiers nets en 2012, en lien avec la baisse de l'endettement financier net moyen.

3.3. Impôts sur les bénéfices

Ventilation entre impôts différés et impôts courants

<i>En millions d'euros</i>	2012	2011
Impôts courants	-109,1	-100,4
<i>CVAE</i>	<i>-6,8</i>	<i>-6,9</i>
<i>Autres</i>	<i>-102,3</i>	<i>-93,5</i>
Impôts différés	17,0	6,7
<i>CVAE</i>	<i>0,6</i>	<i>0,5</i>
<i>Autres</i>	<i>16,4</i>	<i>6,2</i>
Total	-92,1	-93,7

Le taux effectif d'impôt avant dépréciation des goodwill et quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence est de 33,0 % en 2012 contre 31,8 % en 2011. Hors effet d'actualisation des dettes sur engagements de rachat de minoritaires, le taux effectif d'impôt est de 31,8 % en 2012 contre 31,2 % en 2011.

Nature des impôts différés

<i>En millions d'euros</i>	2012	2011
Immobilisations corporelles et incorporelles	3,5	5,0
Reports déficitaires	3,3	-1,7
Provision pour démontage	1,2	-0,1
Provision pour avantage aux personnel	1,3	0,9
Autres	7,7	2,6
Total	17,0	6,7

Rationalisation de la charge d'impôt

<i>En millions d'euros</i>	2012	2011
Résultat de l'ensemble consolidé	166,0	215,7
Charge d'impôt	-92,1	-93,7
Résultat avant impôt	258,1	309,4
Perte de valeur des écarts d'acquisition	38,0	0,0
Quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence	-16,8	-14,6
Quote-part des dividendes imposables reçus des filiales	5,1	4,8
Autres produits non imposables	-14,5	-24,9
Autres charges non déductibles	29,5	19,7
Résultat avant impôt soumis au taux de droit commun	299,4	294,4
Taux d'impôt pondéré du Groupe ⁽¹⁾	27,61%	28,72%
Impôt théorique	-82,7	-84,6
Impôts différés sur déficits non reconnus	-8,4	-5,9
Activation et consommation des déficits fiscaux antérieurs non reconnus	5,7	5,4
Autres impôts différés	-0,8	-0,5
Divers	0,3	-1,7
Impôt total calculé	-85,9	-87,3
CVAE nette	-6,2	-6,4
Impôt enregistré	-92,1	-93,7

(1) Taux moyens nationaux pondérés par le poids du résultat taxable.

3.4. Nombre d'actions pour le calcul du résultat par action

	2012	2011
Nombre moyen pondéré d'actions pour le bénéfice net par action	221 876 825	221 723 424
Nombre pondéré de stock-options	211 910	885 931
Nombre pondéré de stock-options qui auraient été émises au cours du marché	-95 075	-694 471
Nombre moyen pondéré d'actions pour le bénéfice net par action dilué	221 993 660	221 914 884

Au 31 décembre 2012, les plans de stock-options du 4 mars 2005, du 20 février 2006, du 20 février 2007, du 15 février 2008, du 1er décembre 2010, du 17 février 2011, et du 21 février 2012 ayant un effet anti-dilutif sont exclus du calcul.

3.5. Quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence

<i>En millions d'euros</i>	2012	2011
Stadtreklame Nürnberg GmbH	0,7	0,6
Werbeplakat Soravia GmbH	na	0,1
Shanghai Zhongle Vehicle Painting Co. Ltd	0,0	0,0
Metrobus	2,0	1,8
Bus Focus Ltd	0,5	0,5
Poad	1,9	1,6
APG SGA SA (anciennement Affichage Holding)	11,7	10,0
CNDecaux Airport Media Co. Ltd	0,0	0,0
Total	16,8	14,6

L'augmentation de 2,2 millions d'euros de la quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence s'explique par la hausse des résultats des sociétés APG SGA SA, Metrobus, Poad et Stadtreklame Nürnberg GmbH.

En 2012, aucune perte de valeur n'a été constatée. En 2011, les tests de perte de valeur des sociétés mises en équivalence avaient conduit à une reprise de perte de valeur de 1,8 million d'euros sur la société Metrobus.

Les résultats des tests de sensibilité montrent qu'une augmentation de 50 points de base du taux d'actualisation n'entraînerait aucune perte de valeur significative sur la quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence. Les résultats des tests de sensibilité montrent qu'une diminution de 50 points de base du taux de croissance normatif de la marge opérationnelle n'entraînerait aucune perte de valeur significative sur la quote-part des résultats dans les sociétés mises en équivalence.

Les éléments de compte de résultat caractéristiques des sociétés mises en équivalence sont les suivants ⁽¹⁾ :

<i>En millions d'euros</i>	% intégration	2012		2011	
		Résultat net	Chiffre d'affaires net	Résultat net	Chiffre d'affaires net
Allemagne					
Stadtreklame Nürnberg GmbH	35 %	2,1	10,7	1,8	10,8
Autriche					
Werbeplakat Soravia GmbH ⁽²⁾	33 %	na	na	0,2	3,7
Chine					
Shanghai Zhongle Vehicle Painting Co. Ltd	40 %	0,0	0,8	-0,1	0,7
France					
Metrobus	33 %	6,0	220,3	5,5	224,4
Hong Kong					
Bus Focus Ltd	40 %	1,2	5,9	1,1	4,4
Poad	49 %	3,9	41,3	3,3	32,0
Suisse					
APG SGA SA	30 %	38,9	263,5	33,4	253,0
Macao					
CNDecaux Airport Media Co. Ltd	30 %	0,1	0,5	0,1	0,3

(1) Données à 100 % et retraitées aux normes IFRS.

(2) Société consolidée selon la méthode de l'intégration globale au 31 janvier 2012.

3.6. Effectifs

Au 31 décembre 2012, les effectifs du Groupe atteignent 10 484 personnes contre 10 304 personnes au 31 décembre 2011.

La quote-part de l'effectif employé par les sociétés consolidées selon la méthode de l'intégration proportionnelle est de 813 personnes à fin 2012, comprises dans l'effectif total de 10 484 personnes.

La répartition des effectifs sur les exercices 2012 et 2011 est la suivante :

	2012	2011
Technique	5 828	5 927
Vente et Marketing	2 379	2 263
Informatique et Administration	1 638	1 500
Relations contractants	510	523
Recherche et développement	129	91
Total	10 484	10 304

4. COMMENTAIRES SUR LE TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE

4.1. Flux de trésorerie nets issus des activités opérationnelles

Les flux de trésorerie nets issus des activités opérationnelles d'un montant de 490,5 millions d'euros sur l'exercice 2012 comprennent :

- les flux d'exploitation générés par le résultat d'exploitation et les autres charges et produits financiers, retraités des éléments sans effet de trésorerie, pour un montant total de 563,9 millions d'euros ;
- la variation du besoin en fonds de roulement de 42,6 millions d'euros dont les effets favorables sont principalement liés à une gestion stricte des délais de paiements des clients et fournisseurs sur l'exercice ;
- et le paiement des intérêts financiers nets et de l'impôt pour respectivement -8,5 millions d'euros et -107,5 millions d'euros.

4.2. Flux de trésorerie nets issus des investissements

Les flux de trésorerie nets issus des investissements d'un montant de -185,6 millions d'euros en 2012 comprennent :

- des acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles nettes des variations des dettes sur immobilisations incorporelles et corporelles d'un montant de -175,4 millions d'euros ;
- des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles nettes des variations des créances sur immobilisations incorporelles et corporelles pour 7,6 millions d'euros ;
- des acquisitions de titres de participation diminuées de la trésorerie nette acquise et nettes des cessions et des variations des dettes et créances sur immobilisations financières, d'un montant total de -19,7 millions d'euros. Ce montant inclut principalement la prise de contrôle des sociétés Megaboard Soravia GbmH et Arge Autobahnwerbung GmbH en Autriche, Epamedia en Hongrie et Concourse Initiatives Ltd (renommée CIL 2012 Ltd) au Royaume-Uni. La trésorerie nette acquise représente 1,7 million d'euros ;
- des cessions d'autres immobilisations financières nettes d'un montant total de 1,9 million d'euros. Le montant des variations des prêts liés aux sociétés en intégration proportionnelle s'élève à 0,7 million d'euros.

En 2011, les flux de trésorerie nets issus des investissements s'élevaient à -222,4 millions d'euros dont -167,8 millions d'euros d'investissements d'immobilisations incorporelles et corporelles nettes des cessions et des variations des dettes et créances sur immobilisations incorporelles et corporelles et -54,6 millions d'euros d'acquisitions de titres de participation et autres immobilisations financières (dont -4,8 millions d'euros de variations des prêts liés aux sociétés en intégration proportionnelle) diminuées de la trésorerie acquise (pour 9,1 millions d'euros) et nettes des cessions et des variations des dettes sur immobilisations financières.

4.3. Flux de trésorerie nets issus du financement

Les flux de trésorerie nets issus du financement d'un montant de -134,6 millions d'euros en 2012 sont principalement constitués :

- de dividendes versés aux actionnaires de JCDecaux SA pour -97,6 millions d'euros et de dividendes versés par des sociétés du Groupe à leurs actionnaires minoritaires pour un montant de -8,2 millions d'euros ;
- des flux nets sur les emprunts pour un montant de -36,0 millions d'euros ;
- des augmentations de capitaux propres pour 5,0 millions d'euros dont 4,8 millions d'euros du fait de la levée d'options de souscription d'actions chez JCDecaux SA ;
- des cessions de participations sans perte de contrôle nettes de la variation des créances sur immobilisations financières pour 2,8 millions d'euros ;

En 2011, les flux de trésorerie nets issus du financement s'élevaient à -139,9 millions d'euros, et concernaient principalement les flux nets sur les emprunts d'un montant de -134,2 millions d'euros.

4.4. Flux de trésorerie relatifs aux sociétés intégrées proportionnellement

Les flux de trésorerie relatifs aux sociétés intégrées proportionnellement se décomposent de la façon suivante :

- Les flux de trésorerie nets issus des activités opérationnelles représentent 69,6 millions d'euros en 2012 contre 60,7 millions d'euros en 2011 ;

- Les flux de trésorerie nets issus des investissements s'élevaient à -16,8 millions d'euros en 2012 contre -23,9 millions d'euros en 2011 ;
- Les flux de trésorerie nets issus du financement sont de -44,6 millions d'euros en 2012, ils étaient de -32,3 millions d'euros en 2011.

4.5. Transactions sans effet de trésorerie

L'augmentation des immobilisations corporelles et des dettes financières liées aux contrats de location financement est de 9,6 millions d'euros en 2012 contre 4,1 millions d'euros en 2011.

5. RISQUES FINANCIERS

Par son activité, le Groupe peut être plus ou moins exposé aux risques financiers (notamment le risque de liquidité et de financement, le risque de taux d'intérêt, le risque de change, et les risques induits par la gestion financière, en particulier le risque de contrepartie). Son objectif est de minimiser ces risques, par le choix de politiques financières adaptées. Cependant, il peut être amené à gérer des positions résiduelles. Le suivi et la gestion s'effectuent alors de manière centralisée, par une équipe dédiée au sein de la Direction Financière Groupe. Les politiques de gestion de ces risques et les stratégies de couvertures sont approuvées par la Direction Générale.

5.1. Risques liés à l'activité et politique de gestion de ces risques

Risque de liquidité et financement

Le tableau ci-dessous présente les flux de trésorerie contractuels (flux de trésorerie d'intérêts et remboursements contractuels) pour les passifs financiers et les instruments dérivés :

<i>En millions d'euros</i>	valeur comptable	flux de trésorerie contractuels	01/01/2013 au 30/06/2013	01/07/2013 au 31/12/2013	01/01/2014 au 31/12/2015	01/01/16 au 31/12/2017	> 31/12/2017
Emprunts obligataires	268,4	272,0	179,0	1,4	91,6	0,0	0,0
Emprunts auprès des établissements de crédit à taux variable	72,7	75,2	54,0	2,0	10,1	5,2	3,9
Emprunts auprès des établissements de crédit à taux fixe	7,6	7,7	6,8	0,1	0,8	0,0	0,0
Emprunts et dettes financières divers	36,3	36,7	21,3	3,3	1,7	9,4	0,9
Emprunts de location financement	14,0	14,0	3,8	3,8	3,1	3,1	0,2
Intérêts courus	1,7	1,7	1,7	0,0	0,0	0,0	0,0
Concours bancaires	13,4	13,4	13,4	0,0	0,0	0,0	0,0
Total passifs financiers non dérivés	414,1	420,7	280,0	10,6	107,3	17,7	5,0
Swaps d'émission sur emprunts obligataires	-23,1	-4,7	-1,8	-0,8	-2,1	0,0	0,0
Couvertures de taux d'intérêt	-0,6	-0,6	-0,6	0,0	0,0	0,0	0,0
Couvertures de change	-4,9	-4,9	-4,9	0,0	0,0	0,0	0,0
Total dérivés	-28,6	-10,2	-7,3	-0,8	-2,1	0,0	0,0

Dans le cas d'une dette revolving, la maturité indiquée est la maturité la plus proche.

Le Groupe génère des flux d'exploitation importants qui lui permettent d'autofinancer sa croissance interne. Le Groupe estime que les opportunités de croissance externe pourraient le conduire à augmenter temporairement cet endettement net.

La politique de financement du Groupe consiste à :

- centraliser ses financements au niveau de la maison mère. Le financement des filiales se fait donc, en priorité, sous forme de prêts accordés par JCDecaux SA à ses filiales directement et indirectement. Cependant, le Groupe peut être amené à mettre en place des financements externes dans certaines filiales, notamment (i) en fonction du contexte fiscal, monétaire et réglementaire (retenue à la source, etc.) ; (ii) dans le cas de filiales non détenues à 100 % par le Groupe ; (iii) pour des raisons historiques (financement mis en place avant intégration de la filiale dans le Groupe) ;
- disposer de sources de financements (i) diversifiées ; (ii) de durée cohérente avec la maturité de ses actifs ; (iii) flexibles, pour faire face au développement du Groupe et aux cycles d'investissements et d'activité ;

- disposer en permanence d'une réserve de liquidités notamment sous la forme de lignes de crédit confirmées ;
- minimiser le risque de renouvellement de ses financements, en étalant leurs échéances annuelles ;
- optimiser les marges de financement en renouvelant par anticipation des dettes proches de leur échéance ou en refinançant certains financements en cas de conditions de marché favorables ;
- optimiser le coût de dette nette, en recyclant au maximum la trésorerie excédentaire générée par les différentes entités du Groupe, en particulier en la remontant en priorité au niveau de JCDecaux SA sous forme de prêt ou de versement de dividendes.

JCDecaux SA est noté « Baa2 » par Moody's et « BBB » par Standard and Poor's (la dernière note de Moody's datant du 7 février 2013, et celle de Standard and Poor's du 20 décembre 2012), chacune de ces notes étant assortie d'une perspective stable.

Au 31 décembre 2012, la dette financière nette (hors engagement de rachat de minoritaires) s'élève à -34,9 millions d'euros contre 147,5 millions d'euros au 31 décembre 2011.

69 % des dettes financières du Groupe sont portées par JCDecaux SA lesquelles ont une maturité moyenne d'un an environ.

Au 31 décembre 2012, le Groupe dispose de 458,9 millions d'euros de trésorerie (détaillé au paragraphe 2.12 « Trésorerie et équivalents de trésorerie ») et de 636,5 millions d'euros de lignes de crédit confirmées non utilisées.

Les sources de financement de JCDecaux SA sont confirmées mais imposent le respect de « covenants », calculés sur la base des comptes consolidés. La nature des ratios est détaillée au paragraphe 2.17 « Endettement financier net ».

Risque de taux d'intérêt

De par son endettement, le Groupe est exposé aux fluctuations des taux d'intérêt, notamment en euro, dollar américain, shekel israélien, yuan chinois, livre turque et yen japonais. Compte tenu de la forte corrélation qui existe entre le marché publicitaire et l'activité économique des pays dans lesquels le Groupe exerce ses activités, la politique du Groupe est de se financer pour l'essentiel à taux variable sauf lorsqu'il est jugé que les taux d'intérêt sont particulièrement bas. Les couvertures sont principalement centralisées sur JCDecaux SA. La ventilation taux fixe/taux variable est détaillée au paragraphe 2.17 « Endettement financier net » et le détail des couvertures au paragraphe 2.19 « Instruments dérivés ».

Le tableau ci-après présente la répartition des actifs et passifs financiers par taux d'intérêt au 31 décembre 2012 :

<i>En millions d'euros</i>		≤ 1an	1 an à 5 ans	> 5 ans	Total
Dettes JCDecaux SA		-244,9	-47,4	0,0	-292,3
Autres dettes		-119,8	-15,1	-0,4	-135,3
Passifs financiers	(1)	-364,7	-62,5	-0,4	-427,6
Actifs financiers	(2)	36,6	0,0	0,0	36,6
Position nette avant gestion	(3)=(1)+(2)	-328,1	-62,5	-0,4	-391,0
Swaps d'émission sur USPP	(4)	94,9	47,4	0,0	142,3
Autres couvertures de taux	(4)	100,7	0,0	0,0	100,7
Position nette après gestion	(5)=(3)+(4)	-132,5	-15,1	-0,4	-148,0

Pour les actifs et passifs à taux fixe, l'échéance indiquée est celle de l'actif et du passif.

Pour les actifs et passifs à taux variable, les taux sont révisés tous les un, trois ou six mois, l'échéance est donc inférieure à un an quelles que soient les dates d'échéance de remboursement.

Au 31 décembre 2012, 7,6 % du total de la dette financière économique toutes devises confondues du Groupe est à taux fixe, 23,4 % est protégé contre une hausse des taux à court terme des devises concernées ; 0,4 % du total de la dette brute économique du Groupe libellée en euros⁽¹⁾ est à taux fixe et 23 % est protégé contre une hausse des taux EURIBOR.

Risque de change

En 2012, le résultat net réalisé dans des devises autres que l'euro représente 93 % du résultat du Groupe.

En dépit de sa présence dans plus de 55 pays, le Groupe JCDecaux est peu sensible, en termes de flux, aux variations des devises car les filiales situées dans chaque pays n'opèrent que sur leur propre territoire et les prestations ou achats intra-groupe sont faibles.

En revanche, la monnaie de présentation du Groupe étant l'euro, les comptes du Groupe sont impactés par les effets de conversion des comptes exprimés en devise locale vers les comptes consolidés exprimés en euro.

Sur la base des données réelles annuelles 2012, l'exposition du Groupe au yuan chinois, à la livre sterling, au dollar américain et au dollar de Hong Kong est la suivante :

⁽¹⁾ Dette libellée en euros après prise en compte des swaps de change et des swaps d'émission.

La part du résultat de l'ensemble consolidé libellée en yuan chinois représente 38,6 % du résultat du Groupe. Une variation de -5 % du taux de change du yuan chinois aurait un impact de -1,9 % et de -0,1 % respectivement sur le résultat de l'ensemble consolidé et sur le total des capitaux propres du Groupe.

La part du résultat de l'ensemble consolidé libellée en livre sterling représente 14,0 % du résultat du Groupe. Une variation de -5 % du taux de change de la livre sterling aurait un impact de -0,7 % et -0,1 % respectivement sur le résultat de l'ensemble consolidé et sur le total des capitaux propres du Groupe.

La part du résultat de l'ensemble consolidé libellée en dollar américain représente 13,7 % du résultat du Groupe. Une variation de -5 % du taux de change du dollar américain aurait un impact de -0,7 % et de +0,1 % respectivement sur le résultat de l'ensemble consolidé et sur le total des capitaux propres du Groupe.

La part du résultat de l'ensemble consolidé libellée en dollar de Hong Kong représente 4,1 % du résultat net du Groupe. Une variation de -5 % du taux de change du dollar de Hong Kong aurait un impact -0,2 % et de -0,3 % respectivement sur le résultat de l'ensemble consolidé et sur le total des capitaux propres du Groupe.

Au 31 décembre 2012, le Groupe détient essentiellement des couvertures de change sur des opérations financières :

- Dans le cadre de l'application de sa politique de centralisation des financements et de sa trésorerie multidevises, pour couvrir les opérations de prêts et emprunts intra-groupe, il a mis en place des swaps de change à court terme. Le Groupe ne couvre pas les positions induites par des prêts intra-groupe lorsque ces couvertures sont (i) trop onéreuses, (ii) pas disponibles ou (iii) lorsque ces prêts sont de faible montant ;
- Sur la part de son endettement à long terme libellé en dollar américain⁽¹⁾ non utilisée pour financer le développement en cours de son activité aux États-Unis, le Groupe a mis en place des swaps d'émission sur la totalité de la durée de vie de l'opération. Les couvertures sont détaillées au paragraphe 2.19 « Instruments dérivés ».

Au 31 décembre 2012, le Groupe considère que son résultat et sa situation financière ne devraient pas être affectés de façon significative par une variation des cours des devises.

Gestion de la trésorerie excédentaire

Au 31 décembre 2012, la trésorerie et les équivalents de trésorerie du Groupe s'élève à 458,9 millions d'euros dont 371,3 millions d'euros en équivalents de trésorerie et 8,5 millions d'euros placés en garanties.

Gestion du capital et du ratio Dette nette/ Capitaux propres

Le Groupe n'est soumis à aucune contrainte externe en termes de gestion de son capital. La politique financière du Groupe vise à optimiser l'équilibre Dette nette/ Capitaux propres.

5.2. Risques induits par la gestion financière

Risque lié à l'utilisation de produits dérivés de taux et de change

Le Groupe n'utilise des produits dérivés que dans le cadre de la gestion de ses risques de taux d'intérêt et de change.

Risque lié à la notation de crédit

JCDecaux SA est noté « Baa2 » par Moody's et « BBB » par Standard and Poor's, à la date de publication de ces Annexes, chacune de ces notes étant assortie d'une perspective stable. Les principales sources de financement du Groupe (financements levés par la maison mère) ainsi que les contrats de ses principales opérations de couverture ne sont pas sujets à annulation anticipée en cas de dégradation de la notation du Groupe.

Risque de contrepartie bancaire

Le risque de contrepartie du Groupe est lié au placement des excédents de trésorerie des filiales auprès des banques et aux opérations financières réalisées principalement par JCDecaux SA (via ses lignes de crédit confirmées non utilisées et les opérations de couverture engagées). La politique du Groupe est de limiter ce risque (i) en centralisant au niveau de JCDecaux SA la trésorerie disponible dans les filiales autant qu'il est possible, (ii) en soumettant à autorisation préalable de la direction financière Groupe les ouvertures de compte bancaire (iii) en sélectionnant les banques chez lesquelles JCDecaux SA et ses filiales peuvent effectuer des dépôts.

Risque de contrepartie clients

Le risque de contrepartie sur les créances clients fait l'objet le cas échéant des provisions nécessaires. La valeur nette comptable des créances clients est détaillée au paragraphe 2.11 « Clients et autres débiteurs ». Le Groupe par ailleurs maintient une faible dépendance vis-à-vis d'un client en particulier, dans la mesure où aucun client ne représente plus de 3 % du chiffre d'affaires du Groupe.

(1) Emprunt obligataire émis aux États-Unis en 2003

Risque sur titres et dépôts à terme

Pour rémunérer sa trésorerie excédentaire, le Groupe peut être amené à souscrire des titres de placement court terme et des dépôts à court terme. Les titres investis sont des titres monétaires (FCP et SICAV monétaires ; certificats de dépôts de banque ; titres d'État court terme, etc.). Ces instruments sont investis à court terme, portent rémunération sur la base d'une référence monétaire, sont liquides et n'induisent qu'un risque de contrepartie limité.

La politique du Groupe est de ne pas détenir d'actions ou de titres négociables, autres que les titres monétaires et ses propres actions. Par conséquent, le Groupe considère que le risque induit par les actions et titres négociables détenus est très faible.

6. COMMENTAIRES SUR LES ENGAGEMENTS HORS-BILAN

6.1. Engagements sur titres et autres engagements

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2012	31/12/2011
Engagements donnés ⁽¹⁾		
Garanties de marché	274,1	140,8
Autres garanties	13,4	6,5
Nantissements, hypothèques et sûretés réelles	25,2	26,6
Engagements sur titres	0,9	1,2
Total	313,6	175,1
Engagements reçus		
Avals, cautions et autres garanties	1,4	1,2
Engagements sur titres	1,3	1,6
Lignes de crédit	636,5	850,0
Total	639,2	852,8

(1) Hors engagements de loyers, baux, redevances fixes et minima garantis, donnés dans le cadre de l'exploitation courante.

Les garanties de marché correspondent aux garanties émises principalement par JCDecaux SA. Ainsi, JCDecaux SA garantit directement, ou en contre-garantie de banques ou de compagnies d'assurance, la bonne exécution des contrats de ses filiales.

Le poste « autres garanties » comprend les avals, cautions et autres garanties telles que (i) les garanties pour le paiement de loyers, la location de véhicules de certaines de ses filiales, (ii) les contre-garanties accordées par JCDecaux SA auprès des banques dans le cadre de lignes de garanties accordées à certaines de ses filiales, (iii) d'autres engagements tels que des garanties de paiement données à des fournisseurs.

Les « nantissements, hypothèques et sûretés réelles » sont constitués principalement d'une hypothèque sur un bien immobilier en Allemagne, ainsi que de montants de trésorerie donnée en garantie.

Les avals, cautions et autres garanties reçus sont constitués principalement de garanties données par des clients.

Les engagements sur titres sont accordés et reçus principalement dans le cadre des opérations de croissance externe.

Au 31 décembre 2012, les engagements donnés sur titres comprennent, au bénéfice de différents partenaires du Groupe, les droits suivants :

- concernant la société JCDecaux Bulgaria BV (Bulgarie), un droit de vente (put), exerçable du 9 juin 2016 au 9 juin 2017 par Limited Novacorp portant sur 50 % du capital. Le prix de cette option sera déterminé par une banque d'affaires ou, sous certaines conditions, évalué selon une formule de calcul contractuelle ;
- concernant la société Europlakat Doo (Slovénie), un droit de vente (put) exerçable à partir du 1er janvier 2012 par le partenaire du Groupe portant sur 8,13 % du capital de cette société. Une formule de calcul contractuelle évaluerait cet engagement pour un montant de l'ordre de 0,9 million d'euros ;
- concernant le groupe Wall, un droit d'achat (call) d'un partenaire du Groupe portant sur une part sociale du capital de Nextbike GmbH.

Au 31 décembre 2012, les engagements reçus sur titres comprennent, en faveur du Groupe, les droits suivants :

- concernant le groupe Metrobus, un droit de vente (put), valable du 1er avril 2014 au 30 septembre 2014. L'option porte sur la participation de 33 % du Groupe JCDecaux dans le groupe Metrobus. Son prix d'exercice sera déterminé par des banques d'affaires ;
- concernant la société Europlakat Doo (Slovénie), un droit d'achat (call) exerçable à partir du 1er janvier 2014 par Europlakat International Werbe GmbH sur le partenaire du Groupe portant sur 8,13 % du capital de cette société. Une formule de calcul contractuelle évaluerait cet engagement pour un montant de l'ordre de 0,9 million d'euros ;

- concernant le groupe Wall, un droit d'achat (call) exerçable par Wall AG sur un maximum de 24,8 % du capital de Nextbike GmbH portant la participation du Groupe à 50 % plus une voix. Une formule de calcul contractuelle évaluerait cet engagement pour un montant de 0,4 million d'euros.

Par ailleurs, dans le cadre de certains contrats publicitaires, JCDecaux North America, Inc., directement ou à travers ses filiales, et ses partenaires de coentreprises se sont accordés réciproquement des droits de vente (put) et d'achat (call) sur leurs participations respectives dans leurs sociétés communes.

En outre, dans le cadre de la convention d'actionnaires qui les lie, JCDecaux SA et APG SGA SA (anciennement Affichage Holding) se sont accordés réciproquement des options d'achat (calls) en cas de non-respect de clauses contractuelles et de cession de certains actifs, ainsi que des droits de préemption en cas de changement de contrôle.

Enfin, dans le cadre des partenariats signés, le Groupe et ses partenaires bénéficient de droits de préemption et parfois de droits d'emption, de droits de suite ou d'entraînement, que le Groupe ne considère pas comme des engagements donnés ou reçus. Par ailleurs, le Groupe ne mentionne pas les engagements soumis à des conditions d'exercice qui limitent leur probabilité d'occurrence.

Les lignes de crédit sont constituées de la ligne de crédit revolving confirmée de JCDecaux SA d'un montant de 600,0 millions d'euros, et de lignes de crédit confirmées accordées aux filiales pour 36,5 millions d'euros.

6.2. Engagements de loyers, baux, redevances fixes et minima garantis, donnés dans le cadre de l'exploitation courante

Le Groupe a conclu, dans le cadre de son exploitation courante, principalement :

- des contrats avec les villes, les aéroports ou les compagnies de transport qui, en contrepartie d'un droit d'exploitation publicitaire et du chiffre d'affaires qui en résulte, peuvent donner lieu au paiement de redevances, dont une partie sous la forme de redevances fixes ou de minima garantis,
- des baux pour des emplacements de panneaux d'affichage sur le domaine privé,
- des contrats de location : de biens immobiliers, de véhicules, et de tout autre matériel (informatique, bureautique ou autre).

Ces engagements donnés dans le cadre de l'exploitation courante se décomposent comme suit (montants non actualisés) :

<i>En millions d'euros</i>	<i>≤ 1 an</i>	<i>> 1 et ≤ 5 ans</i>	<i>> 5 ans ⁽¹⁾</i>	<i>Total</i>
Mobilier Urbain et Transport : redevances fixes et minima garantis	552,1	1 707,9	1 397,5	3 657,5
Affichage grand format : baux pour les emplacements de panneaux	100,6	144,4	82,4	327,4
Location simple	37,0	83,4	35,4	155,8
Total	689,7	1 935,7	1 515,3	4 140,7

(1) Jusqu'en 2037.

6.3. Engagements d'achats d'immobilisations

Le montant total des engagements d'achats d'immobilisations corporelles et incorporelles s'élève à 295,7 millions d'euros au 31 décembre 2012 contre 255,5 millions d'euros au 31 décembre 2011.

6.4. Engagements liés aux avantages au personnel

En application de la norme IAS 19 « Avantages au personnel » et selon l'option retenue par le Groupe d'appliquer la méthode du « corridor », une partie des écarts actuariels et du coût des services passés n'est pas comptabilisée en provisions et est détaillée au paragraphe 2.16 « Provisions ».

7. INFORMATION SECTORIELLE

L'information transmise aux membres du Directoire repose sur le secteur d'activité. C'est ce secteur qui est retenu dans le cadre de l'application de la norme IFRS 8 « Secteurs opérationnels ». Aucun regroupement de secteurs n'est réalisé.

Concernant les sociétés sous contrôle conjoint, leurs données sont intégrées proportionnellement dans l'information sectorielle, telles que communiquées dans le reporting de gestion opérationnelle du Groupe, sur lequel s'appuie le Directoire du Groupe, Principal Décideur Opérationnel.

7.1. Informations relatives aux secteurs opérationnels

Définition des secteurs opérationnels

Mobilier Urbain

L'activité Mobilier Urbain couvre de manière générale les conventions publicitaires sur le domaine public signées avec les villes et collectivités locales. Elle comprend également les activités de publicité dans les centres commerciaux, ainsi que les locations de mobiliers, les ventes et locations de matériels, les travaux et entretiens divers, et autres prestations de services.

Transport

L'activité Transport couvre la publicité dans les moyens de transport tels que les aéroports, les métros, les bus, les tramways et les trains.

Affichage

L'activité Affichage couvre de manière générale la publicité sur le domaine privé, telle que l'affichage grand format traditionnel ou rétro-éclairé. Elle comprend également l'affichage lumineux type néons.

Opérations entre les différents secteurs opérationnels

Les prix de transfert entre les secteurs opérationnels sont les prix qui auraient été fixés dans des conditions de concurrence normale, comme pour une transaction avec des tiers.

L'information sectorielle relative aux secteurs opérationnels se décompose comme suit en 2012 :

<i>En millions d'euros</i>	Mobilier Urbain	Transport	Affichage	Total des activités
Chiffre d'affaires net	1 171,3	1 012,5	439,0	2 622,8
Marge opérationnelle	374,9	170,6	56,7	602,2
Résultat d'exploitation	157,2	133,8	-20,4	270,6
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles nettes ⁽¹⁾	129,4	24,1	14,3	167,8

(1) Incluant les cessions d'immobilisations et les variations des dettes et créances sur immobilisations.

L'information sectorielle relative aux secteurs opérationnels se décompose comme suit en 2011 :

<i>En millions d'euros</i>	Mobilier Urbain	Transport	Affichage	Total des activités
Chiffre d'affaires net	1 179,0	874,8	409,2	2 463,0
Marge opérationnelle	386,9	139,9	55,3	582,1
Résultat d'exploitation	184,4	111,6	31,1	327,1
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles nettes ⁽¹⁾	130,7	24,9	12,2	167,8

(1) Incluant les cessions d'immobilisations et les variations des dettes et créances sur immobilisations.

7.2. Autres informations

L'information par zone géographique se décompose comme suit en 2012 :

<i>En millions d'euros</i>	France	Royaume- Uni	Europe ⁽¹⁾	Amérique du Nord	Asie- Pacifique	Reste du monde	Eliminati ons	Total
Chiffre d'affaires net	615,2	316,7	759,6	188,5	604,6	138,2		2 622,8
Actifs sectoriels non courants ⁽²⁾	799,5	302,0	1 596,7	79,2	472,2	118,1	-521,3	2 846,4
Actifs sectoriels non affectés ⁽³⁾								159,4

(1) Hors France et Royaume-Uni.

(2) Hors impôts différés actif.

(3) Goodwill liés à la publicité dans les Aéroports Monde non affectés par zone géographique : la couverture mondiale étant un facteur de succès pour cette activité tant au point de vue commercial que dans le cadre des renouvellements et des gains de contrats. Le test de perte de valeur s'inscrit dans cette même logique.

L'information par zone géographique se décompose comme suit en 2011 :

<i>En millions d'euros</i>	France	Royaume- Uni	Europe ⁽¹⁾	Amérique du Nord	Asie- Pacifique	Reste du monde	Elimina tions	Total
Chiffre d'affaires net	607,8	272,1	792,6	179,2	504,3	107,0		2 463,0
Actifs sectoriels non courants ⁽²⁾	826,8	299,9	1 646,6	79,2	367,3	194,7	-506,0	2 908,5
Actifs sectoriels non affectés ⁽³⁾								159,4

(1) Hors France et Royaume-Uni.

(2) Hors impôts différés actif.

(3) Goodwill liés à la publicité dans les Aéroports Monde.

Aucun client ne représente plus de 10 % du chiffre d'affaires du Groupe.

8. INFORMATION SUR LES PARTIES LIÉES

8.1. Définitions

Sont considérées comme transactions avec les parties liées les cinq catégories suivantes :

- la part non éliminée, dans les comptes consolidés, des transactions réalisées avec les sociétés intégrées proportionnellement,
- les transactions réalisées entre JCDecaux SA et sa mère JCDecaux Holding,

- les transactions réalisées entre une société intégrée globalement et ses minoritaires influents,
- la part non éliminée des transactions réalisées avec les sociétés mises en équivalence dans les comptes consolidés du Groupe,
- les transactions réalisées avec une personne clé du management et avec des sociétés détenues par ces personnes clés et sur lesquelles elles exercent un contrôle.

8.2. Détail des transactions

Les prêts accordés aux parties liées s'élèvent à 16,9 millions d'euros au 31 décembre 2012, dont principalement un prêt de 5,0 millions d'euros accordé à la société Metrobus (France), un prêt de 4,8 millions d'euros accordé à la société MCDecaux Inc. (Japon), un prêt de 3,5 millions d'euros accordé à la société Europlakat Doo (Slovénie), un prêt de 1,8 million d'euros accordé à la société Média Aéroports de Paris (France) et un prêt de 0,6 million d'euros accordé à la société CBS Outdoor JCDecaux Street Furniture Canada, Ltd.

Les créances détenues par le Groupe sur les parties liées s'élèvent à 11,0 millions d'euros au 31 décembre 2012, dont principalement 3,0 millions d'euros de créances envers la société Shanghai Shentong JCDecaux Metro Advertising Co. Ltd (Chine), 1,1 million d'euros envers Europlakat Doo (Slovénie) et 1,0 million d'euros envers Beijing Press JCDecaux Media Advertising Co. Ltd (Chine).

Les emprunts souscrits auprès des parties liées et les dettes sur engagement de rachat de minoritaires auprès des parties liées s'élèvent à 140,2 millions d'euros au 31 décembre 2012, dont principalement un engagement d'achat auprès de la société Progress de 72,7 millions d'euros, un engagement d'achat auprès de la société Média Régies de 15,3 millions d'euros, un engagement d'achat auprès d'un partenaire de 13,3 millions d'euros en Allemagne et une dette de 7,7 millions d'euros représentant la valeur actualisée des remboursements futurs liés à la clause de retour à meilleure fortune sur un abandon de créance réalisé par un minoritaire en faveur d'une société du Groupe.

Les dettes envers les parties liées s'élèvent à 11,0 millions d'euros au 31 décembre 2012, dont les montants les plus significatifs correspondent à une dette de 3,2 millions d'euros envers la société APG SGA SA (anciennement Affichage Holding) et à une dette de 2,2 millions d'euros envers la société Metrobus (France).

Les produits d'exploitation réalisés avec les parties liées s'élèvent à 19,4 millions d'euros en 2012, dont principalement 4,8 millions d'euros avec la société Shanghai Shentong JCDecaux Metro Advertising Co. Ltd (Chine) et 2,7 millions d'euros avec la société Média Aéroports de Paris (France).

Les charges d'exploitation avec les parties liées représentent 22,9 millions d'euros en 2012, dont 11,3 millions d'euros de charges de locations avec les sociétés JCDecaux Holding et SCI Troisjean.

En 2012, les charges financières avec les parties liées représentent un montant de 11,1 millions d'euros dont 8,6 millions d'euros de charges d'actualisation de l'engagement de rachat de minoritaires sur la société Gewista Werbe GmbH.

Les produits financiers avec les parties liées représentent un montant de 0,5 million d'euros en 2012.

Les engagements sur titres avec les parties liées concernent principalement Metrobus et Europlakat Doo (Slovénie), le détail est donné dans le paragraphe 6.1 « Engagements sur titres et autres engagements ».

8.3. Rémunérations des dirigeants

Les montants des rémunérations des membres du Directoire dus au titre des exercices 2012 et 2011 sont les suivants :

<i>En millions d'euros</i>	2012	2011
Avantages à court terme	4,7	7,0
Avantages en nature	0,1	0,1
Jetons de présence	0,1	0,1
Assurance-vie / Retraites spécifiques	0,2	0,2
Paiements en actions	0,7	0,6
Total	5,8	8,0

Par ailleurs, deux membres du Directoire bénéficient d'une indemnité de rupture pouvant représenter pour l'un, deux années de rémunération fixe au maximum et pour le second, une indemnité égale à une année de salaire et à la moyenne des primes sur résultats versées au titre des deux dernières années. Celle-ci sera versée en cas de rupture de son contrat de travail à l'initiative du Groupe.

Le montant des avantages postérieurs à l'emploi comptabilisés au passif de l'état de situation financière s'élève à 0,8 million d'euros au 31 décembre 2012 contre 0,4 million d'euros au 31 décembre 2011.

Le montant des jetons de présence dus aux membres du Conseil de Surveillance au titre de l'exercice 2012 s'élève à 0,2 million d'euros.

9. INFORMATION SUR LES SOCIÉTÉS EN INTEGRATION PROPORTIONNELLE

Le Groupe détient plusieurs participations qui relèvent de l'intégration proportionnelle.

La part du Groupe dans les actifs, passifs et résultat des coentreprises, qui est incluse dans les états financiers consolidés, est la suivante aux 31 décembre 2012 et 2011 :

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2012	31/12/2011
Actifs non courants	22,2	34,0
Actifs courants	148,1	133,4
Total Actif	170,3	167,4
Passifs non courants	21,3	22,4
Passifs courants	100,1	96,5
Total Passif hors situation nette	121,4	118,9
Situation nette	48,9	48,5
dont résultat net	50,7	34,0
<i>dont produits</i>	307,6	267,5
<i>dont charges</i>	-256,9	-233,5

L'augmentation de la situation nette de 0,4 million d'euros s'explique par :

- un résultat 2012 positif de 50,7 millions des sociétés intégrées proportionnellement ;
- des distributions de dividendes à hauteur de -44,7 millions d'euros ;
- des effets de change négatifs de -5,6 millions d'euros, principalement en Asie.

10. PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

10.1. Identité de la société mère

Au 31 décembre 2012, JCDecaux SA est détenue à 70,23 % par la société JCDecaux Holding.

10.2. Liste des sociétés consolidées

SOCIETES		Pays	% d'intérêt	Méthode de consolidation	% de contrôle*
ACTIVITE MOBILIER URBAIN					
JCDECAUX SA		France	100,00	Glob.	100,00
JCDECAUX FRANCE	(1)	France	100,00	Glob.	100,00
SOPACT		France	100,00	Glob.	100,00
SOMUPI		France	66,00	Glob.	66,00
JCDECAUX ASIE HOLDING		France	100,00	Glob.	100,00
JCDECAUX EUROPE HOLDING		France	100,00	Glob.	100,00
JCDECAUX AMERIQUES HOLDING		France	100,00	Glob.	100,00
CYCLOCITY		France	100,00	Glob.	100,00
JCDECAUX AFRIQUE HOLDING		France	100,00	Glob.	100,00
JCDECAUX BOLLORE HOLDING		France	50,00	Prop.	50,00
JCDECAUX FRANCE HOLDING		France	100,00	Glob.	100,00
MEDIAKIOSK	(2)	France	87,50	Glob.	82,50
SOCIETE VERSAILLAISE DE KIOSQUES (SVK)	(2)	France	87,50	Glob.	100,00
JCDECAUX DEUTSCHLAND GmbH		Allemagne	100,00	Glob.	100,00
DSM DECAUX GmbH		Allemagne	50,00	Prop.	50,00
STADTREKLAME NÜRNBERG GmbH		Allemagne	35,00	Equiv.	35,00
WALL AG	(3) & (12)	Allemagne	90,10	Glob.	90,10
GEORG ZACHARIAS GmbH		Allemagne	90,10	Glob.	100,00
VVR WALL GmbH	(1)	Allemagne	90,10	Glob.	100,00
DIE DRAUSSENWERBER GmbH		Allemagne	90,10	Glob.	100,00
WALL MOBILIARE GmbH	(3)	Allemagne	90,10	Glob.	100,00
SKY HIGH TG GmbH		Allemagne	90,10	Glob.	100,00
REMSCHIEDER GESELLSCHAFT FÜR STADTVERKEHRANLAGEN GbR.		Allemagne	45,05	Prop.	50,00
JCDECAUX UK Ltd	(1)	Royaume-Uni	100,00	Glob.	100,00
JCDECAUX ARGENTINA SA		Argentine	99,82	Glob.	99,82
JCDECAUX STREET FURNITURE Pty Ltd		Australie	100,00	Glob.	100,00
JCDECAUX AUSTRALIA Pty Ltd		Australie	100,00	Glob.	100,00
ADBOOTH Pty Ltd		Australie	50,00	Glob.	50,00
JCDECAUX CITYCYCLE AUSTRALIA Pty Ltd		Australie	100,00	Glob.	100,00
AQMI GmbH	(4)	Autriche	67,00	Glob.	100,00
ARGE AUTOBAHNWERBUNG GmbH	(5)	Autriche	58,66	Glob.	100,00
AUTOBAHNWERBUNG GmbH	(5) & (6) & (7)	Autriche	50,32	Glob.	100,00
JCDECAUX AZERBAIJAN LLC	(6)	Azerbaïdjan	100,00	Glob.	100,00
JCD BAHRAIN SPC		Bahreïn	99,98	Glob.	100,00
JCDECAUX BELGIUM PUBLICITE SA		Belgique	100,00	Glob.	100,00
CITY BUSINESS MEDIA		Belgique	100,00	Glob.	100,00
JCDECAUX DO BRASIL S.A		Brésil	100,00	Glob.	100,00
JCDECAUX SALVADOR S.A		Brésil	100,00	Glob.	100,00

SOCIETES		Pays	% d'intérêt	Méthode de consolidation	% de contrôle*
CONCESSIONARIA A HORA DE SAO PAULO S.A	(6)	Brésil	100,00	Glob.	80,00
WALL SOFIA EOOD	(8)	Bulgarie	50,00	Prop.	50,00
JCDECAUX CAMEROUN	(1)	Cameroun	50,00	Prop.	50,00
CBS OUTDOOR JCDECAUX STREET FURNITURE CANADA Ltd		Canada	50,00	Prop.	50,00
JCD P&D OUTDOOR ADVERTISING Co. Ltd		Chine	100,00	Glob.	100,00
BEIJING JCDECAUX TIAN DI ADVERTISING Co. Ltd		Chine	100,00	Glob.	100,00
BEIJING GEHUA JCD ADVERTISING Co. Ltd		Chine	50,00	Prop.	50,00
BEIJING PRESS JCDECAUX MEDIA ADVERTISING Co. Ltd		Chine	50,00	Prop.	50,00
JCDECAUX NINGBO BUS SHELTER ADVERTISING CO. Ltd	(6)	Chine	100,00	Glob.	100,00
JCDECAUX KOREA Inc.		Corée du Sud	100,00	Glob.	100,00
AFA JCDECAUX A/S		Danemark	50,00	Glob.	50,00
JCDECAUX MIDDLE EAST FZ-LLC		Emirats Arabes Unis	99,98	Glob.	99,98
JCDECAUX STREET FURNITURE FZ-LLC		Emirats Arabes Unis	99,98	Glob.	100,00
EL MOBILIARIO URBANO SLU		Espagne	100,00	Glob.	100,00
JCDECAUX ATLANTIS SA		Espagne	85,00	Glob.	85,00
JCDECAUX EESTI OU		Estonie	100,00	Glob.	100,00
JCDECAUX NEW YORK, Inc.		Etats-Unis	100,00	Glob.	100,00
JCDECAUX SAN FRANCISCO, LLC		Etats-Unis	100,00	Glob.	100,00
JCDECAUX MALLSCAPE, LLC		Etats-Unis	100,00	Glob.	100,00
JCDECAUX CHICAGO, LLC		Etats-Unis	100,00	Glob.	100,00
JCDECAUX NEW YORK, LLC		Etats-Unis	100,00	Glob.	100,00
CBS DECAUX STREET FURNITURE, LLC		Etats-Unis	50,00	Prop.	50,00
JCDECAUX NORTH AMERICA, Inc.		Etats-Unis	100,00	Glob.	100,00
JCDECAUX BOSTON, Inc.		Etats-Unis	100,00	Glob.	100,00
JCDECAUX FINLAND Oy	(1)	Finlande	100,00	Glob.	100,00
JCDECAUX CITYSCAPE HONG KONG Ltd		Hong Kong	100,00	Glob.	100,00
INTELLECT WORLD INVESTMENTS Ltd		Hong Kong	100,00	Glob.	100,00
BUS FOCUS Ltd		Hong Kong	40,00	Equiv.	40,00
VBM VAROSBUTOR ES MEDIA Kft. (VBM Kft)		Hongrie	90,10	Glob.	100,00
EPAMEDIA HUNGARY Köztéri Médiaügynökség Zártkörűen Működő Részvénytársaság	(1) & (6)	Hongrie	67,00	Glob.	100,00
JCDECAUX ADVERTISING INDIA PVT Ltd	(1)	Inde	100,00	Glob.	100,00
AFA JCDECAUX ICELAND ehf		Islande	50,00	Glob.	100,00
JCDECAUX ISRAEL Ltd		Israël	92,00	Glob.	92,00
MCDECAUX Inc.	(9)	Japon	60,00	Prop.	60,00
CYCLOCITY Inc.		Japon	100,00	Glob.	100,00
RTS DECAUX JSC		Kazakhstan	50,00	Glob.	50,00
JCDECAUX LATVIJA SIA		Lettonie	100,00	Glob.	100,00
JCDECAUX LIETUVA UAB		Lituanie	100,00	Glob.	100,00
JCDECAUX LUXEMBOURG SA		Luxembourg	100,00	Glob.	100,00
JCDECAUX GROUP SERVICES SARL		Luxembourg	100,00	Glob.	100,00
JCDECAUX MACAO	(1)	Macao	80,00	Glob.	80,00
JCDECAUX OMAN	(6) & (10)	Oman	100,00	Glob.	100,00
JCDECAUX UZ		Ouzbékistan	70,25	Glob.	70,25
JCDECAUX NEDERLAND BV		Pays-Bas	100,00	Glob.	100,00
VERKOOP KANTOOR MEDIA (V.K.M.) BV		Pays-Bas	100,00	Glob.	100,00

SOCIETES		Pays	% d'intérêt	Méthode de consolidation	% de contrôle*
JCDECAUX PORTUGAL - MOBILIARO URBANO Lda		Portugal	100,00	Glob.	100,00
PURBE PUBLICIDADE URBANA & GESTAO Lda		Portugal	100,00	Glob.	100,00
Q. MEDIA DECAUX WLL	(1)	Qatar	49,99	Prop.	49,00
JCDECAUX MESTSKY MOBILIAR Spol Sro	(1)	Rép. Tchèque	100,00	Glob.	100,00
JCDECAUX – BIGBOARD AS		Rép. Tchèque	50,00	Prop.	50,00
RENCAR MEDIA Spol Sro		Rép. Tchèque	47,35	Glob.	100,00
CLV CR Spol Sro		Rép. Tchèque	23,67	Prop.	50,00
JCDECAUX SINGAPORE Pte Ltd		Singapour	100,00	Glob.	100,00
JCDECAUX SLOVAKIA Sro		Slovaquie	100,00	Glob.	100,00
JCDECAUX SVERIGE AB	(1)	Suède	100,00	Glob.	100,00
OUTDOOR AB		Suède	48,50	Prop.	48,50
JCDECAUX SVERIGE FORSALJNINGSAKTIEBOLAG		Suède	100,00	Glob.	100,00
JCDECAUX THAILAND Co., Ltd	(1)	Thaïlande	95,15	Glob.	49,50
ERA REKLAM AS		Turquie	89,76	Glob.	100,00
WALL SEHIR DIZAYNI LS		Turquie	89,72	Glob.	99,58
JCDECAUX URUGUAY	(11)	Uruguay	100,00	Glob.	100,00
ACTIVITE TRANSPORT					
METROBUS		France	33,00	Equiv.	33,00
MEDIA AEROPORTS DE PARIS		France	50,00	Prop.	50,00
MEDIA FRANKFURT GmbH		Allemagne	39,00	Prop.	39,00
JCDECAUX AIRPORT MEDIA GmbH		Allemagne	100,00	Glob.	100,00
TRANS – MARKETING GmbH	(12)	Allemagne	79,12	Glob.	87,82
JCDECAUX AIRPORT UK Ltd		Royaume-Uni	100,00	Glob.	100,00
CONCOURSE INITIATIVES Ltd (anciennement MEDIA INITIATIVES Ltd)	(6)	Royaume-Uni	100,00	Glob.	100,00
CIL 2012 Ltd (anciennement CONCOURSE INITIATIVES Ltd)	(6)	Royaume-Uni	100,00	Glob.	100,00
JCDECAUX ALGERIE SARL		Algérie	79,98	Glob.	80,00
JCDECAUX AIRPORT ALGER		Algérie	79,98	Glob.	100,00
JCDECAUX AIRPORT CENTRE SARL	(6)	Algérie	48,99	Glob.	49,00
JCDECAUX ATA SAUDI LLC		Arabie Saoudite	59,99	Glob.	60,00
INFOSCREEN AUSTRIA GmbH		Autriche	67,00	Glob.	100,00
JCDECAUX AIRPORT BELGIUM		Belgique	100,00	Glob.	100,00
JCDECAUX CHILE SA	(1)	Chili	100,00	Glob.	100,00
JCD MOMENTUM SHANGHAI AIRPORT ADVERTISING Co. Ltd		Chine	35,00	Prop.	35,00
JCDECAUX ADVERTISING (BEIJING) Co. Ltd		Chine	100,00	Glob.	100,00
BEIJING TOP RESULT METRO ADV. Co. Ltd	(9)	Chine	90,00	Prop.	38,00
JCDECAUX ADVERTISING (SHANGHAI) Co. Ltd		Chine	100,00	Glob.	100,00
NANJING MPI METRO ADVERTISING Co. Ltd		Chine	70,00	Glob.	70,00
GUANGZHOU YONG TONG METRO ADV. Ltd		Chine	32,50	Prop.	32,50
NANJING MPI TRANSPORTATION ADVERTISING		Chine	50,00	Glob.	87,60
CHONGQING MPI PUBLIC TRANSPORTATION ADVERTISING Co. Ltd		Chine	60,00	Glob.	60,00
CHENGDU MPI PUBLIC TRANSPORTATION ADV. Co. Ltd		Chine	100,00	Glob.	100,00
SHANGHAI ZHONGLE VEHICLE PAINTING Co. Ltd		Chine	40,00	Equiv.	40,00
JINAN CHONGGUAN SHUNHUA PUBLIC TRANSPORT ADV. Co. Ltd		Chine	30,00	Prop.	30,00
SHANGHAI SHENTONG JCDECAUX METRO ADVERTISING Co. Ltd		Chine	65,00	Prop.	51,00

SOCIETES

		Pays	% d'intérêt	Méthode de consolidation	% de contrôle*
JCDECAUX XINCHAO ADV. (XIAMEN) LIMITED Co. Ltd		Chine	80,00	Glob.	80,00
NANJING METRO JCDECAUX ADVERTISING Co., Ltd		Chine	98,00	Glob.	98,00
JCDECAUX ADVERTISING CHONGQING Co., Ltd		Chine	80,00	Glob.	80,00
JCDECAUX SUZHOU METRO ADVERTISING Co. Ltd	(6)	Chine	80,00	Glob.	65,00
JCDECAUX-DICON FZ CO		Emirats Arabes Unis	74,99	Glob.	75,00
JCDECAUX ADVERTISING AND MEDIA LLC		Emirats Arabes Unis	79,98	Glob.	49,00
JCDECAUX AIRPORT ESPANA S.A.U		Espagne	100,00	Glob.	100,00
JCDECAUX & CEVASA SA		Espagne	50,00	Prop.	50,00
JCDECAUX ESPANA SL Y PUBLIMEDIA SISTEMAS PUBLICITARIOS - METRO DE BARCELONA	(13)	Espagne	70,00	Glob.	70,00
JCDECAUX TRANSPORT, SLU		Espagne	100,00	Glob.	100,00
JCDECAUX AIRPORT, Inc.		Etats-Unis	100,00	Glob.	100,00
JCDECAUX TRANSPORT INTERNATIONAL, LLC		Etats-Unis	100,00	Glob.	100,00
JOINT VENTURE FOR THE OPERATION OF THE ADVERTISING CONCESSION AT LAWA, LLC		Etats-Unis	92,50	Glob.	92,50
JOINT VENTURE FOR THE OPERATION OF THE ADVERTISING CONCESSION AT DALLAS, LLC		Etats-Unis	100,00	Glob.	100,00
MIAMI AIRPORT CONCESSION LLC		Etats-Unis	50,00	Prop.	50,00
JCDECAUX AIRPORT CHICAGO LLC	(6)	Etats-Unis	100,00	Glob.	100,00
JCDECAUX PEARL & DEAN Ltd		Hong Kong	100,00	Glob.	100,00
JCDECAUX OUTDOOR ADVERTISING HK Ltd		Hong Kong	100,00	Glob.	100,00
JCDECAUX INNOVATE Ltd		Hong Kong	100,00	Glob.	100,00
MEDIA PRODUCTION Ltd		Hong Kong	100,00	Glob.	100,00
JCDECAUX CHINA HOLDING Ltd		Hong Kong	100,00	Glob.	100,00
TOP RESULT PROMOTION Ltd	(1)	Hong Kong	100,00	Glob.	100,00
MEDIA PARTNERS INTERNATIONAL Ltd	(1)	Hong Kong	100,00	Glob.	100,00
DIGITAL VISION (MEI TI BO LE GROUP)		Hong Kong	100,00	Glob.	100,00
IGPDECAUX Spa	(1)	Italie	32,35	Prop.	32,35
AEROPORTI DI ROMA ADVERTISING Spa		Italie	24,10	Prop.	32,35
CNDECAUX AIRPORT MEDIA Co. Ltd		Macao	30,00	Equiv.	30,00
JCDECAUX NORGE AS	(1)	Norvège	97,69	Glob.	100,00
JCDECAUX AIRPORT POLSKA Sp zoo		Pologne	100,00	Glob.	100,00
JCDECAUX AIRPORT PORTUGAL SA		Portugal	85,00	Glob.	85,00
RENCAR PRAHA AS		Rép. Tchèque	47,35	Glob.	70,67
JCDECAUX ASIA SINGAPORE Pte Ltd		Singapour	100,00	Glob.	100,00
JCDECAUX OUT OF HOME ADVERTISING Pte Ltd	(1)	Singapour	100,00	Glob.	100,00
XPOMERA AB		Suède	100,00	Glob.	100,00
ACTIVITE AFFICHAGE					
JCDECAUX MEDIA SERVICES Ltd		Royaume-Uni	100,00	Glob.	100,00
MARGINHELP Ltd		Royaume-Uni	100,00	Glob.	100,00
JCDECAUX Ltd		Royaume-Uni	100,00	Glob.	100,00
JCDECAUX UNITED Ltd		Royaume-Uni	100,00	Glob.	100,00
ALLAM GROUP Ltd		Royaume-Uni	100,00	Glob.	100,00
EXCEL OUTDOOR MEDIA Ltd		Royaume-Uni	100,00	Glob.	100,00
JCDECAUX SOUTH AFRICA HOLDINGS (PROPRIETARY) LIMITED	(6)	Afrique du Sud	100,00	Glob.	100,00

SOCIETES		Pays	% d'intérêt	Méthode de consolidation	% de contrôle*
JCDECAUX SOUTH AFRICA OUTDOOR ADVERTISING (PROPRIETARY) LIMITED	(6)	Afrique du Sud	65,00	Glob.	65,00
GEWISTA WERBEGESELLSCHAFT .mbH	(1)	Autriche	67,00	Glob.	67,00
EUROPLAKAT INTERNATIONAL WERBE GmbH	(4)	Autriche	67,00	Glob.	100,00
PROGRESS AUSSENWERBUNG GmbH		Autriche	67,00	Glob.	100,00
PROGRESS WERBELAND WERBE. GmbH		Autriche	34,17	Glob.	51,00
ISPA WERBEGES.mbh		Autriche	67,00	Glob.	100,00
USP WERBEGESELLSCHAFT .mbH		Autriche	50,25	Glob.	75,00
JCDECAUX INVEST HOLDING GmbH	(14)	Autriche	100,00	Glob.	100,00
JCDECAUX SUB INVEST HOLDING GmbH	(14)	Autriche	100,00	Glob.	100,00
JCDECAUX CENTRAL EASTERN EUROPE GmbH	(14)	Autriche	100,00	Glob.	100,00
GEWISTA SERVICE GmbH		Autriche	67,00	Glob.	100,00
AUSSENW.TSCHECH.-SLOW.BETEILIGUNGS GmbH		Autriche	67,00	Glob.	100,00
PSG POSTER SERVICE GmbH		Autriche	32,83	Prop.	49,00
ROLLING BOARD OBERÖSTERREICH WERBE GmbH		Autriche	25,13	Prop.	50,00
KULTURPLAKAT		Autriche	46,90	Glob.	70,00
MEGABOARD HOLDING GmbH	(15)	Autriche	47,80	Glob.	95,00
MEGABOARD SORAVIA GmbH	(1) & (7) & (15)	Autriche	50,32	Glob.	75,10
JCDECAUX BILLBOARD		Belgique	100,00	Glob.	100,00
JC DECAUX ARTVERTISING BELGIUM		Belgique	100,00	Glob.	100,00
JCDECAUX BULGARIA HOLDING BV	(8) & (16)	Bulgarie	50,00	Prop.	50,00
JCDECAUX BULGARIA EOOD	(8)	Bulgarie	50,00	Prop.	50,00
GRANTON ENTERPRISES LIMITED	(8)	Bulgarie	50,00	Prop.	50,00
AGENCIA PRIMA AD	(8)	Bulgarie	45,00	Prop.	50,00
MARKANY LINE EOOD	(8)	Bulgarie	50,00	Prop.	50,00
RA INTERREKLAMA EOOD	(8)	Bulgarie	50,00	Prop.	50,00
A TEAM EOOD	(8)	Bulgarie	50,00	Prop.	50,00
EASY DOCK EOOD	(8)	Bulgarie	50,00	Prop.	50,00
OUTDOOR MEDIA SYSTEMS		Chypre	55,00	Prop.	50,00
CEE MEDIA HOLDING		Chypre	55,00	Prop.	50,00
DROSFIELD ENTERPRISES		Chypre	55,00	Prop.	50,00
FEGPORT INVESTMENTS		Chypre	55,00	Prop.	50,00
EUROPLAKAT Doo (anciennement EUROPLAKAT- PROREKLAM Doo)		Croatie	34,17	Glob.	51,00
METROPOLIS MEDIA Doo		Croatie	34,17	Glob.	100,00
FULL TIME Doo		Croatie	34,17	Glob.	100,00
JCDECAUX ESPANA SLU	(1) & (13)	Espagne	100,00	Glob.	100,00
INTERSTATE JCDECAUX LLC	(6)	Etats-Unis	49,00	Prop.	49,00
POAD		Hong Kong	49,00	Equiv.	49,00
OUTDOOR Közterületi Reklámügynökség Zrt.	(6)	Hongrie	67,00	Glob.	100,00
DAVID ALLEN HOLDINGS Ltd	(17)	Irlande	100,00	Glob.	100,00
DAVID ALLEN POSTER SITES Ltd		Irlande	100,00	Glob.	100,00
SOLAR HOLDINGS Ltd		Irlande	100,00	Glob.	100,00
JCDECAUX IRELAND Ltd		Irlande	100,00	Glob.	100,00
N.B.S.H. PROREKLAM-EUROPLAKAT PRISHTINA		Kosovo	20,67	Prop.	41,13
JCDECAUX MEDIA Sdn Bhd		Malaisie	100,00	Glob.	100,00
EUROPOSTER BV		Pays-Bas	100,00	Glob.	100,00
JCDECAUX NEONLIGHT Sp zoo		Pologne	100,00	Glob.	100,00
GIGABOARD POLSKA Sp zoo Poland	(6) & (15)	Pologne	47,80	Glob.	100,00
RED PORTUGUESA - PUBLICIDADE EXTERIOR SA	(18)	Portugal	96,38	Glob.	96,38

SOCIETES		Pays	% d'intérêt	Méthode de consolidation	% de contrôle*
PLACA Lda	(18)	Portugal	100,00	Glob.	100,00
CENTECO - PUBLICIDADE EXTERIOR Lda	(18)	Portugal	67,47	Glob.	70,00
AUTEDOR - PUBLICIDADE EXTERIOR Lda	(18)	Portugal	49,15	Glob.	51,00
GREEN - PUBLICIDADE EXTERIOR Lda	(18)	Portugal	53,01	Glob.	55,00
RED LITORAL - PUBLICIDADE EXTERIOR Lda	(18)	Portugal	72,29	Glob.	75,00
AVENIR PRAHA Spol Sro		Rép. Tchèque	100,00	Glob.	100,00
EUROPLAKAT Spol Sro		Rép. Tchèque	67,00	Glob.	100,00
WALL GUS		Russie	55,00	Prop.	50,00
BIG – MEDIA Ltd.		Russie	55,00	Prop.	50,00
BIGBOARD Co., Ltd.	(19)	Russie	55,00	Prop.	50,00
X – FORMAT PLUS, Ltd.	(19)	Russie	55,00	Prop.	50,00
PETROVIK KRASNODAR		Russie	55,00	Prop.	50,00
MEGABOARD SORAVIA Doo, BEOGRAD	(6) & (15)	Serbie	47,80	Glob.	100,00
ISPA BRATISLAVA Spol Sro		Slovaquie	67,00	Glob.	100,00
EUROPLAKAT INTERWEB Spol Sro		Slovaquie	67,00	Glob.	100,00
INREKLAM PROGRESS Doo		Slovénie	27,56	Prop.	41,13
EUROPLAKAT Doo (anciennement PROREKLAM- EUROPLAKAT Doo)		Slovénie	27,56	Prop.	41,13
PLAKATIRANJE Doo		Slovénie	27,56	Prop.	41,13
SVETLOBNE VITRINE		Slovénie	27,56	Prop.	41,13
MADISON Doo		Slovénie	27,56	Prop.	41,13
METROPOLIS MEDIA Doo (SLOVENIA)		Slovénie	27,56	Prop.	41,13
INTERFLASH Doo LJUBLJANA		Slovénie	27,56	Prop.	41,13
APG SGA SA (anciennement AFFICHAGE HOLDING)		Suisse	30,00	Equiv.	30,00
BIGBOARD B.V.	(20)	Ukraine	55,00	Prop.	50,00
BIGBOARD GROUP		Ukraine	55,00	Prop.	50,00
BIGBOARD KIEV		Ukraine	55,00	Prop.	50,00
BIGBOARD KHARKHOV		Ukraine	55,00	Prop.	50,00
BIGBOARD DONETSK		Ukraine	55,00	Prop.	50,00
BIGBOARD KRIVROY ROG		Ukraine	55,00	Prop.	50,00
BIGBOARD SIMFEROPOL		Ukraine	55,00	Prop.	50,00
BIGBOARD NIKOLAEV		Ukraine	55,00	Prop.	50,00
BIGBOARD VYSHGOROD		Ukraine	55,00	Prop.	50,00
AUTO CAPITAL		Ukraine	55,00	Prop.	50,00
BIGBOARD LVIV		Ukraine	55,00	Prop.	50,00
POSTER GROUP		Ukraine	55,00	Prop.	50,00
POSTER KIEV		Ukraine	55,00	Prop.	50,00
POSTER DNEPROPETROVSK		Ukraine	55,00	Prop.	50,00
POSTER ODESSA		Ukraine	55,00	Prop.	50,00
REKSVIT UKRAINE		Ukraine	55,00	Prop.	50,00
ALTER – V		Ukraine	55,00	Prop.	50,00
UKRAYINSKA REKLAMA		Ukraine	55,00	Prop.	50,00
BOMOND		Ukraine	27,50	Prop.	50,00
GARMONIYA		Ukraine	55,00	Prop.	50,00
BIG MEDIA		Ukraine	55,00	Prop.	50,00
MEDIA CITY		Ukraine	55,00	Prop.	50,00

(1) Sociétés qui sont réparties sur deux ou trois activités pour les besoins d'information sectorielle, mais reprises ici sur leur activité historique.

(2) Entrée de nouveaux partenaires dans le capital de Médiakiosk.

(3) Wall Mobiliare GmbH a été absorbée par Wall AG le 1er janvier 2012.

(4) AQMI GmbH a été absorbée par Europlakat International Werbe GmbH le 1er juillet 2012.

- ⁽⁵⁾ Ces sociétés sont désormais intégrées globalement suite à la prise de contrôle de *Autobahnwerbung GmbH* ⁽⁷⁾ en 2012.
- ⁽⁶⁾ Sociétés consolidées en 2012.
- ⁽⁷⁾ Société absorbée par *Megaboard Soravia GmbH* le 30 octobre 2012.
- ⁽⁸⁾ La cession de *JCDecaux Bulgaria Holding BV de Wall AG*, détenue à 90,10 %, à *JCDecaux Central Europe GmbH*, détenue à 100%, a eu pour conséquence l'augmentation du pourcentage d'intérêts dans le groupe bulgare.
- ⁽⁹⁾ Les sociétés *MCDecaux Inc. (Japon)* et *Beijing Top Result Metro Adv. Co. Ltd (Chine)* sont consolidées par intégration proportionnelle du fait du contrôle conjoint avec le partenaire du Groupe des pouvoirs de Direction.
- ⁽¹⁰⁾ Cette société est un établissement de *JCDecaux Babrain SPC*.
- ⁽¹¹⁾ Cette société est un établissement de *JCDecaux France*.
- ⁽¹²⁾ Rachat de 9,5% d'intérêts de participation ne donnant pas le contrôle dans le capital de *Trans-Marketing GmbH*.
- ⁽¹³⁾ *JCDecaux Espana SL* y *Publimedia Sistemas Publicitarios* a été absorbée par *JCDecaux Espana SLU* suite au retrait du partenaire au 30 juin 2012.
- ⁽¹⁴⁾ *JCDecaux Invest Holding GmbH* et *JCDecaux Subinvest Holding GmbH* ont été absorbées par *JCDecaux Central Eastern Europe GmbH* le 19 octobre 2012.
- ⁽¹⁵⁾ La prise de participation complémentaire de 42 % dans le capital de *Soravia*, jusque-là mise en équivalence, a eu pour conséquence la consolidation par intégration globale du groupe *Megaboard Soravia* le 30 janvier 2012.
- ⁽¹⁶⁾ Société de droit néerlandais opérant en Bulgarie.
- ⁽¹⁷⁾ Société de droit britannique opérant en Irlande du Nord.
- ⁽¹⁸⁾ La société *Placa Lda* a été absorbée de façon rétroactive au 1er janvier 2012 par *Red Portuguesa*. Cette opération a eu pour conséquence d'une part la dilution des participations ne donnant pas le contrôle de *Red Portuguesa* et d'autre part la diminution des pourcentages d'intérêt dans les sociétés jusque-là détenues par *Placa Lda*.
- ⁽¹⁹⁾ En Russie, *X-Format Plus* a été absorbée par *Bigboard Co. Ltd* en août 2012.
- ⁽²⁰⁾ Société de droit néerlandais opérant en Ukraine.

Note :

Glob. = intégration globale Prop. = intégration proportionnelle Equiv. = mise en équivalence

*Le pourcentage de contrôle correspond à la quote-part de détention directe dans le capital des sociétés à l'exception des sociétés consolidées en intégration proportionnelle qui sont détenues par des sociétés également consolidées en intégration proportionnelle. Pour ces sociétés, le pourcentage de contrôle correspond au pourcentage de contrôle de sa détentrice.

11. ÉVÉNEMENTS SUBSÉQUENTS

Début février 2013, *JCDecaux SA* a émis 500 millions d'obligations en euro à échéance février 2018.

Le 12 février 2013, le Groupe a pris le contrôle conjoint de 25 % de la société *Russ Outdoor*, la plus importante société de communication extérieure en Russie qui représente 22 % du marché russe des affiches publicitaires avec plus de 40 000 faces publicitaires dans 70 villes russes. La société réalise en 2012 un chiffre d'affaires de plus de 340 millions de dollars et compte plus de 3 000 collaborateurs. Dans le cadre de cette transaction, le Groupe apporte ses actifs russes de *BigBoard* à *Russ Outdoor*.

Le 11 juillet 2012, le Groupe a signé un accord par lequel il se porte acquéreur de 24,9 % de la société *Ankunder*, société autrichienne très implantée dans la ville de Graz et sa région, avec une option d'augmenter sa participation à 33,3 % au plus tard fin 2015. Cet accord, approuvé par les autorités de la concurrence en janvier 2013, repose sur l'apport par le Groupe de certains de ses actifs autrichiens dans *Ankunder*. Cette opération sera effective lors de l'inscription de l'opération au registre du commerce qui devrait intervenir en mars 2013.

Le 6 mars 2013, le Conseil de Surveillance a décidé de proposer à l'Assemblée Générale de mai 2013 une distribution de dividende au titre de 2012, de 0,44 € par action, soumise au paiement de la taxe de 3 % sur les dividendes.